



Des moulins pas comme les autres



Comment les plates-formes multifonctionnelles fournissent de l'énergie, créent de la richesse et libèrent les femmes dans les villages de l'Est du Burkina Faso.

Auteur, éditeur graphiste, photographe

Souleymane Ouattara

Coordination

PREP-PNUD

Odile Balizet

Jean Mege

CAC Tin Tua

Bendi Benoît Ouoba

Honoré Bonkougou

UCN Burkina

Yemboado Lompo

Armande Sawadogo

Avec l'inestimable contribution de :

Rosalie Ouoba

Moussa Dahani

Odette Nassouri

Christophe N. Ouédraogo

Valérie Sorgho

Ledon (dessins)

Les points de vue exprimés dans cet ouvrage sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux des Nations Unies, y compris le PNUD, ou de ses Etats membres.

Des moulins **pas comme les autres**

Comment les plates-formes multifonctionnelles fournissent de l'énergie, créent de la richesse et libèrent les femmes dans les villages de l'Est du Burkina Faso.

Cet ouvrage a été écrit à plusieurs mains.
Sans l'enthousiasme et la rigueur des uns et des autres, il n'aurait pas pu aboutir.

L'auteur tient à exprimer sa reconnaissance aux populations de Soaligou, Pièla, Gomoré, en particulier aux femmes, membres des groupements, aux animateurs, aux artisans, aux responsables des "diémas" pour leur constante disponibilité et pour la qualité des informations fournies.

Merci à Mme Rosalie Ouoba, consultante principale, à l'équipe de la CAC de Tin Tua, au secrétariat exécutif de l'association, à l'Unité de Coordination Nationale, au PNUD Burkina Faso, au PREP, au Sénégal, pour leurs conseils.

AGR :	Activités Génératrices de Revenus
ATT :	Association Tin Tua
CAC :	Cellule d'Appui Conseil
CFG :	Comité Féminin de Gestion
EFP :	Etude de Faisabilité Participative
FAUDEB :	Projet de Gestion de la Faune de Boumoana
FICOD :	Fonds d'Investissement pour le Développement des Communes
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PADL/KOM :	Projet d'Appui au Développement Local de la Kompienga
PAMER :	Projet d'Appui aux Micro Entreprises Rurales
PREP :	Programme Régional Energie Pauvreté
PTF :	Plate-forme multifonctionnelle
UCN :	Unité de Coordination Nationale

NB : la monnaie, dont il est question dans ce manuel est le F CFA.

Un euro = 655,957 F CFA

Un dollar = environ 500 F CFA



Remerciements	6
Sigles et abréviations	7
Table des matières	8
Avant propos	10
Préface	11
Lettre de l'éditeur	12
Le roi, sa fille et "Lafia"	13
Quelques-uns des multiples usages de la PTF	16
Vous avez dit programme PTF ?	17

▽ Première partie : les valeurs

La participation : plus qu'une formalité, une exigence	20	Les acteurs s'expriment	42
Encadré 1: l'EFP : du cliché au tableau de bord	22	Portrait 3 : Désiré Combarry et Yemboano	43
Encadré 2 : s'accorder sur la participation pour bien la mettre en oeuvre	23	Ouali, électricien et maintenancier	
Encadré 3 : l'EFP pas à pas	24	La valorisation des savoirs locaux : bâtir du neuf sur du vieux	45
Entre nous !	25	Entre nous	48
Les acteurs s'expriment	26	Portrait 4 : Souleymane Ouoba, soudeur	49
Portrait 1 : Yelpoa Idani, formatrice de soumbala	27		
La responsabilisation : les bénéficiaires au centre, les équipes en retrait	29		
Entre nous !	32		
Les acteurs s'expriment	34		
Portrait 2 : Médandé Lokossou, restauratrice	35		
La transparence : tout savoir pour mieux s'engager	37		
Entre nous !	41		



▽ Deuxième partie : la stratégie



Une ONG pour opérationnaliser le Programme	52	La confiance en soi : du doute à la certitude	84
Encadré 4 : quand la PTF dope les "diémas"	58	Entre nous !	86
Les acteurs s'expriment	59	Les acteurs s'expriment	88
Portrait 5 : Aldjima Lankoandé, vendeur de gas-oil	60	Portrait 10 : Dagouoba Damiba, élève	89
La PTF communautaire : le changement, une affaire de femmes	62	Portrait 11 : Kiwamba Lankoandé, barman	91
Portrait 6 : le chef de village de Gomoré	65	Le suivi : l'affaire de tous	92
Portrait 7 : Aïcha Namoano, meunière	67	Les acteurs s'expriment	95
La PTF privée : une entreprise citoyenne	69	Portrait 12 : Samuel Lankoandé, animateur	96
Portrait 8 : Alain Lankoandé, exploitant vidéo	73	Portrait 13 : Nadiéba Mimhenmi, "kiosquier"	98
La formation : quand le savoir libère	75	Le partenariat : un champ en friche	100
Encadré 5 : améliorer l'existant	77	Entre nous !	102
Entre nous !	79	Encadré 5. Partenariat : comment procéder	104
Portrait 9 : Christophe N. Ouédraogo, responsable technique	81	Les acteurs s'expriment	105
La progressivité : une question de rythme	83	Les activités génératrices de revenus : du temps et du crédit pour sortir de la pauvreté	106
		Entre nous !	110
		Les acteurs s'expriment	112
		Portrait 14 : Djingribouga Tindano, vendeur d'eau glacée	113
		Portrait 15 : Edouard Yarga, photographe	115
		La décentralisation	117
		Les communes : chances ou risques pour les PTF ?	
		Conclusion	125
		Le défi de l'autonomisation	



▲
Jean Bado
Directeur national, PTF



▲
Laurent Coche
Coordonnateur, PREP

Aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest, deux tiers de la population vivent en zones rurales et péri-urbaines, dont la majeure partie n'a toujours pas accès aux services énergétiques d'éclairage, de réfrigération ou de transformation agricole indispensables à son développement économique et humain. Au Burkina Faso, près de 8 000 villages de moins de 5 000 habitants sont privés d'accès à l'électricité et aux services énergétiques modernes.

Même si aucun des OMD ne traduit spécifiquement les enjeux de l'accès aux services énergétiques, ces derniers constituent un élément primordial pour l'atteinte des huit objectifs reconnus par la plupart des Etats de la planète. Malgré ce consensus, cette problématique ne se reflète pas toujours comme un élément moteur du changement dans les stratégies de réduction de la pauvreté aux niveaux national et local.

Si le rôle de l'énergie pour réduire la pauvreté en Afrique n'est plus à démontrer, une question, plus ardue, demeure : "comment mettre en place un accès durable aux services énergétiques pour contribuer efficacement à réduire la pauvreté dans le contexte des contraintes énergétiques et environnementales qui seront celles du vingt et unième siècle ? "

Il paraît donc essentiel de répertorier les meilleures pratiques existantes pour d'une part, démontrer aux décideurs la nécessité de prendre en compte cette dimension du développement indispensable pour espérer réduire durablement la pauvreté, d'autre part, pour leur indiquer les chemins possibles pour parvenir concrètement à réduire la pauvreté à travers l'accès à des services énergétiques répondant aux besoins des populations, principalement en milieu rural.

Le document que vous tenez entre les mains vise donc à partager ce que nous consi-

dérons comme étant des pratiques innovantes au cœur de l'expérience du Burkina Faso : il s'agit du modèle de diffusion de l'approche plates-formes multifonctionnelles animé par un acteur de la société civile, l'Association Tin Tua, Organisation Non Gouvernementale enracinée dans les dynamiques de développement local. Il s'agit aussi du système de suivi de proximité des plates-formes multifonctionnelles mis en place en synergie avec les activités d'appui, notamment l'alphabétisation, que cette association mène pour le développement économique et social dans l'Est et le Centre Est du Burkina Faso.

Ce document assure la visibilité des programmes plates-formes. A ce titre, il constitue un outil de plaidoyer pour l'accès aux services énergétiques modernes en milieu rural. Ses résultats vont bien au-delà de l'expérience de Tin Tua, car pour tous les pays ayant en partage la plate-forme multifonctionnelle, il symbolise le travail de capitalisation des expériences des programmes plates formes pour :

- analyser et partager leurs expériences et ainsi développer leur expertise,
- rendre disponible et visible l'action des programmes et leur efficacité pour la promotion de l'accès à des services énergétiques modernes en milieu rural.

Nous espérons que ce premier document de capitalisation en appellera d'autres, dans les pays où des projets plates-formes sont développés et où d'autres pratiques innovantes sont expérimentées avec succès et que, tout comme nous, vous refermerez ce document en vous disant que ces plates-formes multifonctionnelles sont décidément des "Moulins pas comme les autres". ●

"Des moulins pas comme les autres" ! Ce titre décrit parfaitement ces drôles de machines qui font quasiment tout : mouliner le grain, fournir de l'énergie électrique, faire fonctionner divers équipements, contribuer à l'accroissement des revenus des femmes et de leurs communautés, etc. Au Burkina, les PTF ne pouvaient trouver meilleur site d'accueil. Dans ce pays, la pauvreté est essentiellement rurale, majoritairement féminine et... énergétique. La pauvreté en énergie, la plus inhibitrice des efforts de développement, renferme plusieurs facettes. Les plus connues sont la corvée de bois énergie, la recherche et le puisage de l'eau sur de longues distances et pendant de longues heures, le pilage et la mouture manuels des céréales et des oléagineux, les travaux champêtres, etc. Ces occupations, toutes faites de dépenses d'énergie humaine, ne laissent à la femme rurale aucune chance d'épanouissement économique et social.

Heureusement, les choses changent. Dans l'Est et le Centre-Est du Burkina, l'énergie fournie par les plates-formes a permis de faire reculer les limites de la pauvreté féminine et d'enregistrer des avancées spectaculaires en matière d'alphabétisation et d'amélioration du statut social de la femme. Quelques chiffres rendent compte des progrès accomplis. Les 40 PTF fonctionnelles avant 2006 ont produit des effets sensibles sur l'économie locale, parmi lesquels :

- la création de 249 emplois ruraux directs rémunérés dont 186 pour les femmes membres des comités féminins de gestion, 35 meunières et meuniers, 12 artisans maintenanciers et 16 soudeurs ;
- l'accroissement de l'accès aux services énergétiques modernes pour au moins 60 000 habitants en milieu rural ;
- la production d'une recette annuelle moyenne de 27 millions F ;

- le temps libéré a permis un accroissement monétaire supplémentaire lié à la conduite des activités génératrices de revenus et à l'inscription massive des femmes dans les centres d'alphabétisation. Celles-ci enregistrent un taux de succès nettement plus élevé dans les villages bénéficiaires de PTF.

Cette formidable aventure humaine, dont rend compte de façon vivante et plaisante ce manuel de capitalisation, témoigne aussi de la dynamique de collaboration qui a existé entre l'ONG Tin Tua et tous les acteurs de la "filiale énergie" :

- au niveau local : les femmes dans les villages, les artisans, les élus locaux et les autorités locales, les associations, les ONG, les projets et programmes d'une part et les acteurs terrain de l'autre, notamment l'équipe de la Cellule d'Appui Conseil, les "diémas" de Tin Tua ;
- au niveau national : le Programme National Burkina ;
- au niveau régional : le Programme Régional Energie pour la lutte contre la Pauvreté et le réseau des professionnels des programmes plates-formes du Mali, du Ghana et du Sénégal.

Tous ont compris l'enjeu de ce travail et se sont investis pour passer de « l'expérience à la connaissance partageable ». En effet, la capitalisation et la valorisation de l'expérience de Tin Tua et de sa Cellule d'Appui Conseil part du principe que toute expérience peut et doit être réfléchie, enrichie, documentée et diffusée sur des supports adaptés à son partage. Bonne lecture ! ●



▲ **Bendi Benoît Ouoba**
Secrétaire exécutif,
Tin Tua

Lutter contre la pauvreté : une affaire de savoir-faire et de savoir-être

Il est possible pour des femmes rurales démunies et marginalisées de prendre leur destin en main, moyennant des ressources, une organisation et une approche appropriées.

Qu'est-ce qui distingue le Programme des plates-formes multifonctionnelles (PTFM) dans l'Est du Burkina d'un projet classique ? L'approche participative ? De plus en plus d'organisations y recourent. La priorité accordée aux femmes ? La prise en compte du genre est une exigence de l'heure. Les compétences de l'équipe du projet, à savoir la Cellule d'appui conseil (CAC) ? De telles qualités peuvent se retrouver chez d'autres agents de développement. Le choix d'une ONG pour la mise en oeuvre ? Le recours à des ONG ou bureaux d'études comme structures porteuses ne fait plus tâche dans le paysage du développement.

Le succès du Programme PTF dans l'Est du Burkina, repose sur des principes, des éléments de stratégie, principalement la formation, le suivi et des activités auxquels il faut ajouter la notoriété, les compétences, l'expérience et le dispositif d'intervention de l'association Tin Tua, l'ONG hôte de la CAC.

Contrairement aux "projets moulins" traditionnels visant uniquement la rentabilité économique ou l'allègement des tâches des femmes, le programme plates-formes multifonctionnelles innove par sa vision : assurer la fourniture d'énergie via de petites entreprises rurales basées en grande partie sur la professionnalisation des femmes, désormais techniciennes et gestionnaires aguerries, respectées dans leurs communautés.

Autres facteurs explicatifs du succès : le suivi rapproché et en cascade qui facilite l'acquisition et le maintien d'aptitudes nouvelles chez les membres des comités féminins de gestion (CFG) et du groupement et l'approche pédagogique basée sur l'acquisition progressive des connaissances et leur diffusion lors des sessions d'auto-analyse, des bilans, des rencontres de restitution, etc.

Ce subtil mélange de principes et d'outils qui interagissent les uns sur les autres crée les conditions d'un changement en profondeur. Il permet de transformer l'opacité très courante dans les groupements, en transparence. Il assure la participation de tous et responsabilise les bénéficiaires, crée des conditions pour entreprendre des activités nouvelles, améliorer son quotidien...

Peut-on transposer dans d'autres régions, d'autres pays cette expérience novatrice ? C'est le pari des initiateurs de cet exercice de capitalisation, qui voudraient, à travers l'histoire des PTF racontée par les acteurs et actrices de ce Programme dans l'Est du Burkina, témoigner d'une extraordinaire aventure humaine, avec ses succès, ses échecs, ses doutes, etc. ●

Le roi, sa fille et "Lafia"

Un roi avait une fille, qu'il aimait par-dessus tout. Mais il n'était pas heureux. Dans son royaume, les femmes comptaient pour moins que rien. Dès qu'elles savaient marcher, elles devaient travailler du matin au soir et toute leur vie durant. Cultiver, aller chercher l'eau, le bois, etc. : la journée suffisait à peine à leurs corvées. Pendant ce temps, les garçons organisaient des tournois de lutte, des soirées de balafon, bref prenaient du bon temps. Ainsi se déroulait la vie à "Gnièssoumasso" jusqu'au jour où le roi reçut la visite d'un ami au curieux surnom : "l'homme aux yeux ouverts".

A "Gnièssoumasso", on a coutume de dire : "il faut vendre sa maladie pour en trouver le remède". C'est ce que fit le roi. Il exposa son problème à son ami. Celui-ci l'écouta attentivement puis secoua la tête. Il dit au roi : « *ô roi, ton pouvoir est grand, mais ton coeur l'est davantage. Le sort des plus malheureux te préoccupe, alors, je vais t'aider* ».

- Comment ? s'empressa de demander le souverain.

Son ami lui expliqua qu'il existait un fétiche appelé "Lafia". Il soulage, rend heureux comme son nom l'indique. "Si vous arrivez à trouver "Lafia" pour votre fille, sa vie et la vôtre vont changer". Sans laisser le temps au roi de fermer sa bouche grande ouverte d'étonnement, il poursuivit : « *Le maître de "Lafia" se trouve à mille lieues*



d'ici dans une contrée, appelée Nègèdougou ou le pays du fer. Envoie lui un messenger ».

Le roi fit mieux. Il organisa une expédition. Comme celle-ci devait durer des jours, en homme prévoyant, il fit des provisions et prit quelques présents. Après avoir traversé des contrées désertiques, la savane où gambadent les biches insouciantes et les lions aux aguets, des forêts qui empêchent de voir le soleil, il arriva avec sa délégation à Nègèdougou. Dès qu'ils virent de loin les premières cases, ils durent se boucher les oreilles tant le bruit qu'ils entendaient était assourdissant. « *1 000 forgerons doivent certainement se déchaîner sur leurs enclumes* », dit le roi à son palefrenier. Il n'avait pas tort. Arrivés au village, ils virent sur la grande place, des maîtres du feu, tout en sueur, qui soufflaient,

il était une fois...

cognaient, limaient. Pendant des jours, ils admirèrent le travail des forgerons. Certains fabriquaient de grandes cuvettes appelées à recevoir le grain à moudre. D'autres confectionnaient des moteurs ou des planches en fer sur lesquelles on vissait le moulin et d'autres appareils.

Après une semaine passée à Négédougou, le roi prit congé de ses hôtes. De retour chez lui à "Gnièssoumasso", ce fut la fête. Il remit solennellement "Lafia" à sa fille adorée, qui avait mis en place un groupe de femmes, appelée "ton" ou "entraïde". Au fil des saisons, les gens virent tout ce que "Lafia" pouvait faire : moudre le grain, apporter de l'eau jusque dans les cases sans se courber pour la tirer d'un puits, éclairer les rues et les maisons, faire gagner de l'argent, etc. Bref le roi retrouva le sourire et avec lui sa fille et toutes les femmes du village. Leurs maris les écoutaient, les respectaient.

Mais ce bonheur mettait en rogne une vieille femme et son époux, opposés à tout changement dans le village. Nuitamment, ils allaient de case en case et disaient aux hommes : « Ouvrez *les yeux*. *Vos femmes sont entrain de vous commander. Elles ne vous respectent plus parce qu'elles gagnent de l'argent. N'oubliez pas, ce sont des singes de deux villages, celui de leurs parents et le nôtre. Elles vont détruire nos traditions si on les laisse faire* ».

Au fil des jours, les maris changèrent d'attitudes envers leurs épouses, les empêchant d'aller aux réunions, aux formations. Ils les faisaient suivre partout.

Le roi souffrait profondément de l'attitude de ses sujets. Mais c'était un



homme bon et il se garda de toute décision blessante. Il fit venir sa fille et un vieux sage pour leur demander conseil. Après de longs conciliabules, la solution fut trouvée. La fille du roi prépara un bon plat de "to", un mets à base de farine de petit mil, accompagnée d'une sauce gombo à la pintade. Elle glissa aussi dans un sac, qu'elle tenait délicatement à l'épaule, une mystérieuse boule blanche.

La maison de la vieille femme et de son mari était à l'orée du village, plongée dans l'obscurité. La fille du roi frappa à la porte, en réalité une palissade usagée, qui n'assurait aucune intimité aux occupants de la cabane. Le couple fut surpris d'une visite aussi tardive. La fille du roi avait-elle à peine déballé son plat que les deux calomnieurs se jetèrent sur le repas qu'ils dévorèrent aussitôt. Quand ils reprirent leurs esprits, la femme dit : « *ma fille, je n'ai jamais mangé un tô pareil, comment as-tu fait ?* »
- *c'est le mil écrasé par « Lafia ».*

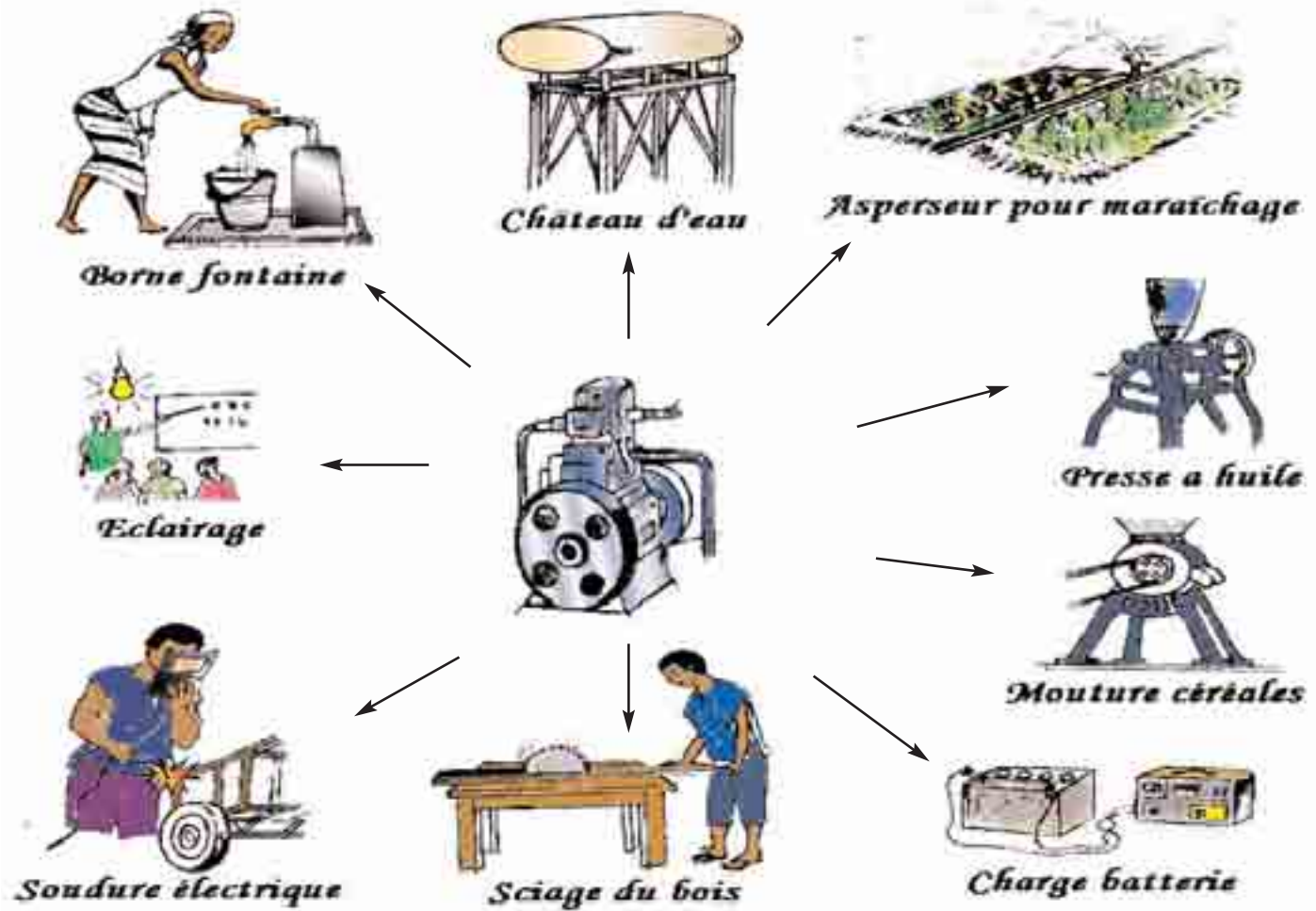


Sans attendre que les deux vieux ne se remettent de leurs émotions, la fille du roi sortit la boule transparente de son sac et l'accrocha à une poutre. Aussitôt, la petite pièce s'illumina comme par enchantement. Sachant que les occupants de la mesure allaient crier à la sorcellerie, la fille du roi les devança. « *Ça aussi, c'est "Lafia" ».*

Depuis ce jour, le vieil homme et sa femme se rendent chaque matin rendre leurs hommages à "Lafia". Personne ne peut mieux en parler qu'eux. C'est pourquoi depuis que le roi a décidé d'en doter les autres villes du royaume, le vieil homme et sa femme font partie de la suite royale. Avant toute implantation, ils implorant les mânes des ancêtres pour le succès de "Lafia". Ils ont juré de consacrer le restant de leurs jours à ce combat, avec la ferveur de nouveaux convertis, hier ennemis jurés de "Lafia". ●



Quelques-uns des multiples usages de la plate-forme multitonctionnelle



Vous avez dit Programme PTF ?

L'essentiel de ce qu'il faut savoir sur le Programme des plates-formes multifonctionnelles de lutte contre la pauvreté. En 6 questions.

1 Qu'est-ce que le Programme PTFM/LCP ?

Le Programme National Plates-Formes Multifonctionnelles pour la Lutte Contre la Pauvreté, en abrégé PTFM/LCP, est une initiative du gouvernement burkinabé, soutenue par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

2 Quels sont les objectifs du Programme ?

D'une durée de 5 ans (2004-2009) et d'un coût de dix millions de dollars US, le Programme PTFM/LCP vise à réduire la pauvreté en zone rurale, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en privilégiant une approche participative basée sur le renforcement des capacités.

3 Dans quelles zones le Programme intervient-il au Burkina ?

Le Programme s'exécute dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre Ouest, de l'Est et du Centre Est et du Nord.

4 Quels sont les acteurs et leurs rôles ?

- Le gouvernement burkinabé, le PNUD, AARHUS UNITED, la Coopération luxembourgeoise et la Fondation Shell financent le programme.
- Le ministère de l'Economie et du Développement assure la tutelle du Programme. Le PNUD appuie le gouvernement dans la mise en oeuvre du Programme, la mobilisation de partenariats et de ressources, la valorisation des résultats et des impacts.
- L'Unité de Coordination Nationale (UCN) coordonne et gère le Programme, anime les groupes d'apprentissage, fournit



Régions d'exécution du Programme au Burkina

vous avez dit programme PTF ?

services et appui conseils stratégiques, mobilise les fonds, etc.

- Les ONG abritent les cellules d'appui conseil. Dans la région de l'Est du Burkina, l'Association Tin Tua (développons nous nous-mêmes) opérationnalise le programme. L'association a implanté les PTF pendant la phase pilote 2002. Elle exécute, depuis décembre 2004, le programme dans sa zone d'intervention.

- Les Cellules d'Appui Conseil (CAC) sont les bras techniques d'exécution des activités sur le terrain.

- Les organisations de base initient le processus d'acquisition d'une plate-forme, participent à son financement et en assurent la gestion.

- Les artisans constructeurs, installateurs et maintenanciers interviennent à la demande pour construire des châssis, installer les équipements et assurer la maintenance.

- Les fournisseurs assurent l'approvisionnement en équipements et en pièces détachées de qualité et aux coûts du marché.

Les plates-formes améliorent les conditions de vie dans les villages.



- Les consultants indépendants réalisent les études de faisabilité.

- Le Programme Régional Énergie Pauvreté (PREP), basé à Dakar, au Sénégal, apporte un appui technique et mobilise les ressources additionnelles. Il assure le renforcement des capacités et appuie la recherche de partenaires.

5 Quelles sont les principales étapes de l'implantation du Programme PTFM/LCP au Burkina ?

- 2000-2004 : phase pilote dans la région de l'Est avec l'ONG Tin Tua ;

- Octobre - novembre 2002 : formulation du Programme national PTF ;

- Décembre 2004 : mise en place de la coordination nationale du programme et démarrage des activités du programme national ;

- Octobre 2005 : lancement officiel du programme, à Fada ;

- Février 2007 : inauguration du réseau d'adduction d'eau simplifié de Soaligou par le ministère de l'Économie et du Développement (MEDEV).

6 Qu'envisage de faire le Programme dans le futur ?

A ce jour, 120 PTF ont été déjà installées. Le Programme envisage d'en installer 280 dans le futur pour atteindre l'objectif fixé de 400 entreprises PTF dont 165 avec réseau d'eau et/ou d'éclairage dans les 4 zones d'intervention du pays.

La CAC de la zone de l'Est prévoit l'implantation, sur la période du programme, de 170 plates-formes dont 10 avec réseau d'eau et/ou d'éclairage. ●

Première partie

Les valeurs sur lesquelles se fonde notre intervention

- La **PARTICIPATION** : plus qu'une formalité, une exigence
 - Encadré 1 : l'EFP : du cliché au tableau de bord
 - Encadré 2 : s'accorder sur la participation pour bien la mettre en oeuvre
 - Encadré 3 : l'EFP pas à pas
 - Entre nous
 - Les acteurs s'expriment
 - Portrait 1 : Idani Yelpoa, formatrice de soubala
 - La **RESPONSABILISATION** : les bénéficiaires au centre, les équipes en retrait
 - Entre nous
- Les acteurs s'expriment
 - Portrait 2 : Médandé Lokossou, restauratrice
 - La **TRANSPARENCE** : tout savoir pour mieux s'engager
 - Entre nous !
 - Les acteurs s'expriment
 - Portrait 3 : Désiré Combarry et Yemboano Ouali, électricien et maintenancier
 - La **VALORISATION DES SAVOIRS LOCAUX** : bâtir du neuf sur du vieux
 - Entre nous
 - Portrait 4 : Souleymane Ouoba, soudeur

LA PARTICIPATION

Plus qu'une formalité, une exigence !

Des projets qui s'autoproclament participatifs, il en existe une multitude. Mais le sont-ils vraiment ? Que dire des PTF dans l'Est du Burkina ? Leur taux élevé de réussite (69 sur 71 fonctionnent), les outils utilisés pour leur mise en œuvre, principalement l'étude de faisabilité participative, suggère leur réelle appropriation par les populations.

Marginalisées par le passé, les femmes font désormais l'objet d'une attention accrue de la part des structures de développement.



A Pièla, un village de l'Est du Burkina, tout le monde connaît l'histoire de ces moulins à grains, hors service, à peine installés. En 1998, le "diéma", démembrement de Tin Tua

au niveau départemental, introduit une requête de moulin pour les femmes. Une ONG finance l'équipement que le village accueille dans l'enthousiasme. Quelques mois plus tard, ces moulins, tant désirés, sont hors d'usage. Un responsable du "diéma" attribue cet échec à l'approche "paquet cadeau" de l'ONG bienfaitrice. « *Tout le monde voulait utiliser la machine, mais personne ne se sentait concerné par son bon fonctionnement. Dès la première panne, tout s'est arrêté* », analyse-t-il.

Quelques années plus tard, nouveaux "moulins" mais démarche différente. Avec les plates-formes multifonctionnelles, il ne s'agit plus seulement d'alléger les tâches des femmes pour les faire passer de la meule en pierre au moulin à moteur mais aussi et surtout de produire de l'énergie, de créer de la richesse de façon pérenne. L'approche participative doit aider les femmes, premières bénéfi-

ciaires des nouveaux équipements, à relever ces défis. Le Programme PTF en fait une conditionnalité.

Travailler avec les femmes sans exclure les hommes

Longtemps marginalisées par les structures de développement, qui ne considèrent que les chefs de ménage, à savoir les hommes, comme des productifs dignes d'être formés, les femmes rurales dans l'Est du Burkina, comme ailleurs dans le pays, sont démunies et manquent de connaissances et d'aptitudes. Elles sont parmi les plus pauvres. Comment les aider à s'en sortir en leur confiant la gestion des PTF sans les faire douter de leurs propres compétences et sans dresser les hommes contre elles ? « *Si les hommes, les coutumiers... n'adhèrent pas à la plate forme, s'ils ne participent pas à sa venue dans le village, on peut être sûr qu'il y aura des difficultés. Il suffit que quelqu'un dise que la farine sent le gasoil et qu'il préfère la farine qui vient du mortier, c'est terminé. Ça fera combien de clients en moins ? La participation commence par l'adhésion de tous à la venue de l'outil PTF dans le village* », explique Moussa Dahani, responsable du suivi évaluation à la cellule d'appui conseil, la CAC, de Tin Tua. Un responsable de "diéma" explique très bien cette volonté de faire de la PTF l'affaire de tous : « *Habituellement, quand un projet s'installe, il concerne un groupe. Or le programme PTF intéresse toute la population. Les autres travaillent avec un groupe-cible bien précis, alors que la PTF profite à tout le*

monde ». La "cible" du projet étant la communauté appelée à bénéficier des services de la plate-forme, à quoi bon installer des équipements et constater que les gens leur tournent le dos ? Bref qu'ils ne servent pas à grand chose ? Comme ces dispensaires ou salles de réunion flambant neufs que personne ne fréquente.

Equiper les femmes sans associer les hommes, c'est courir le risque de voir les maris gérer le projet à la place de leurs épouses. Honoré Bonkoungou, le coordinateur de la Cellule d'appui conseil, explique : « *La participation s'impose en raison du statut de la femme qui prend part pour la première fois à une dynamique de ce type. Il faut donc être attentif à préserver la cohésion sociale* ».

Par ailleurs, le projet, prévu pour durer cinq ans, devra prendre fin en 2009. La participation prépare ce retrait, en permettant aux communautés de s'approprier les plates-formes pour en assurer la pérennisation.

Il existe d'innombrables bonnes raisons d'espérer la participation des communautés aux projets, mais le vrai défi consiste à l'enclencher tout en laissant l'initiative aux popu-

Associer la femme, la mettre en première ligne exige beaucoup de tact.



lations. Peu de projets réussissent ce tour de force. Pour y parvenir, le Programme PTF utilise plusieurs outils, le plus important étant l'étude de faisabilité participative ou EFP.

Participer oui, faire participer non

L'étude de faisabilité participative, faite en accord avec les populations désirant bénéficier de la PTF, permet de mieux connaître la réalité du terrain et donc la capacité du village à prendre en charge l'équipement. Contrairement à la sensibilisation, dont se

contentent beaucoup d'intervenants et qui permet à la population d'exprimer un besoin, l'EFP approfondit les questions. Le besoin de PTF est-il réel ? Les modules peuvent-ils vraiment résoudre les problèmes qu'ils sont censés régler ?

Pour garantir la crédibilité des réponses à ces questions, le Programme procède par étapes : l'information sur l'existence des PTF et leurs conditions d'acquisition, la demande rédigée par le groupement féminin qui la soumet au bureau du "diéma", la mise à disposition d'une personne ressource pour la pré étude. L'étude de faisabilité participative établit alors la preuve de la rentabilité de l'outil et détermine le degré d'implication actuelle et à venir des communautés.

Autant de précautions ne mettent pas à l'abri de l'échec, mais elles augmentent les chances de succès, comparativement à des projets qui se contentent de faire les études et qui décident de donner ou pas le "paquet cadeau". Samuel Lankoandé, animateur, à Pama, admet, en homme d'expérience, la pertinence de l'EFP. « *Elle permet au projet de rentrer dans un village avec confiance et courage, parce que nous avons des informations sur tout ce qui se passe dans ce village avant l'implantation de la PTF* ».

La collecte des données pour alimenter l'étude de faisabilité participative passe par diverses étapes, dont la détermination des critères de prospérité par les populations qui définissent ce qu'elles entendent par "très riche", "riche", "moyennement riche" et "pauvre". Par exemple être très riche, c'est avoir du bétail, une parcelle

L'EFP : du cliché au tableau de bord

Destiné à recueillir la situation de référence du village demandeur de PTF pour analyser la faisabilité sociale et économique et même technique de la PTF, l'EFP joue de plus en plus le rôle de tableau de bord de la PTF. L'étude permet en effet de recueillir des informations sur le niveau de conduite des AGR, l'alphabétisation, etc. Cette ligne de base sert à mesurer les changements qui s'opèrent et à estimer la contribution de la PTF dans les changements produits.

Ce souci de suivi peut aussi s'étendre à la faisabilité financière. Le Programme utilise un logiciel très élaboré d'analyse financière. Il permet une fois par trimestre d'expliquer d'éventuels écarts et de développer des stratégies commerciales adéquates.

Un autre changement concerne le captage des informations relatives au niveau d'utilisation des types d'énergies tels que le bois de chauffe, le pétrole, etc. dans le village pour connaître les changements induits par la PTF. ●

viabilisée etc. Les familles sont classées à partir de ces catégories sur la fiche préparatoire de collecte de données qui liste tous les ménages. Ce classement fait en public peut frustrer, comme l'explique Samuel. « Vous savez, la pauvreté, c'est quelque chose de secret, dont on a presque honte. On n'a pas besoin d'avoir beaucoup de gens, parce que ça entraîne des conflits. Il n'est pas rare d'entendre des gens se plaindre parce qu'on les dit pauvres ».

Depuis lors, il existe un autre système de classement qui concilie respect des populations et fiabilité des informations. La connaissance du niveau de prospérité des ménages se fait avec les leaders du village (notables, chefs de quartier, délégué du village ou encore les conseillers communaux). Leur bonne connaissance du village et de ses habitants leur permet de procéder au classement de façon fiable.

Une autre adaptation concerne la carte sociale. Cet outil permet de connaître la situation géographique du village, ses points de repère, ses différentes infrastructures. La carte sociale permet aussi de localiser là où il y a le plus d'organisations et les sièges des groupements. Consigner toutes ces informations avec un marqueur sur du papier ne va pas toujours de soi. Pour y remédier, certains animateurs préfèrent le faire au sol. Ils font appel à deux ou trois personnes ressources, de préférence scolarisées ou alphabétisées qu'ils assistent. Avec l'aide de la population, ils parviennent à matérialiser les quatre coins cardinaux. Outre l'ingéniosité de la démarche, les tracés sur le sol permettent de ne pas être han-

dicapé par le manque de papier ou de marqueur.

Eviter les frustrations et innover techniquement permet la participation active de la population. « Leur implication nous aide à améliorer la qualité de nos résultats. Parce que s'ils font l'exercice, ça nous garantit de meilleurs résultats que si nous le faisons à leur place. Peut-être que d'autres vont

S'accorder sur la participation pour bien la mettre en œuvre

Définir la participation dans de nombreuses langues nationales n'est pas chose aisée. Des responsables de "diéma" et de PTF interrogés sur la question assimilent la participation au respect des conditions à remplir et la démarche à suivre pour bénéficier d'une PTF. Certains parlent d'engagement de la communauté ou du promoteur privé pour « justifier et soutenir sa demande et apporter leur quote-part en travail et en argent et l'effort à consentir à cette fin ». D'autres considèrent la participation comme un "secours, un soutien" dont ils pourraient bénéficier dans leur travail. La participation suggère aussi la notion d'association, mettre la main à la pâte. Bref, la participation est davantage perçue comme capacité à défendre un dossier, engagement ou assistance. Quelques proverbes l'illustrent. « Si on te lave le dos, il faut te laver le visage » ou « Pour porter un canari, il faut d'abord le soulever pour qu'il atteigne le genou, avant que les autres ne t'aident à le poser sur la tête ».

La notion de participation est certes compliquée à traduire en gulmancema, en mooré, en fulfuldé... Mais son importance commande d'en définir les contours avec les communautés pour qu'elles en comprennent la spécificité dans le cadre des PTF. Toutes leurs actions doivent en être imprégnées pour leur permettre de juger des manquements à la participation de la part des équipes d'appui. ●

somnoler et se réveiller en sursaut pour donner des informations erronées que tu vas matérialiser. Mais s'ils sont dans l'exercice, ça permet de travailler activement ».

Jusqu'où peut aller une étude de faisabilité participative ? L'accès à l'information peut butter contre des obstacles inattendus. Pour dresser le profil historique du village, il faut parfois s'attendre à des silences gênés ou des refus polis ou fermes surtout quand il s'agit d'évoquer des guerres ou des mésententes entre voisins ou encore lorsque des luttes pour la chefferie opposent certaines familles. « *Il faut être discret*

sur certains aspects, notamment ce qui a trait à la chefferie et aux relations entre villages », conseille Moussa Dahani. Comment savoir dans ces conditions si le village d'à côté peut être un client potentiel ou un adversaire irréductible qui préférera faire 2 km supplémentaires pour aller moudre son grain ailleurs ?

Les résultats de l'approche participative en confirment la pertinence. Partout, dans les 71 villages propriétaires de PTF, les populations ont apporté leur quote-part au financement des plates-formes et construit les bâtiments pour abriter les équipe-

L'EFP pas à pas

Faire une EFP passe par diverses étapes que l'équipe de consultants et d'animateurs doit maîtriser. La démarche s'apparente à celle à laquelle recourent de nombreux animateurs, qui associent le maximum de personnes à l'exercice. C'est l'EFP pas à pas.

1 - Le "diéma" informe le chef, les notables, les personnes leaders les groupements demandeurs et les différentes associations du village

2 - Les acteurs stratégiques informent à leur tour la population de l'arrivée d'une équipe qui viendra s'entretenir avec elle pendant 2 ou 3 jours avant l'implantation éventuelle de la PTF. Le lieu et la date de l'assemblée villageoise sont arrêtés.

3 - A son arrivée, l'équipe, constituée du consultant et des animateurs, se présente chez le chef de village,

4 - Avant la réunion, les animateurs et le consultant se rencontrent pour identifier les différents outils qu'ils comptent utiliser. Ils procèdent à la répartition des tâches.

5 - Le lendemain, la session commence par la présentation de la communauté aux membres de l'équipe chargée de l'étude et inversement. Après le rappel des objectifs de l'étude, il arrive que la population manifeste son approbation par des applaudissements ou des cris. L'étude peut alors commencer. Elle peut se faire en assemblée ou sous-

groupes. Les travaux prennent fin généralement entre 13H et 14H et se poursuivent le lendemain.

6 - Le consultant et le ou les animateurs font le point des informations collectées qu'ils complètent en cas de besoin. Les résultats sont alors consignés sur une fiche synoptique.

7 - Une fois la collecte de données terminée, l'équipe consacre une journée à leur exploitation. Elle procède aux premiers calculs pour lister les différentes prestations de service retenues par la population. Sur la base de ces estimations saisonnières et annuelles, l'équipe fait un rapprochement pour s'assurer que les 300 heures de fonctionnement de la PTF sont atteintes. Si oui, l'une des conditions de la réussite existe. Mais si un modu-

le fonctionne avec moins de 300 heures, sa rentabilité est compromise. Auquel cas l'outil n'est pas proposé, même s'il a été choisi.

8 - Le consultant et les animateurs informent la population des résultats du dépouillement. Si l'étude est concluante, le village doit contribuer à hauteur de 15 à 25 % du coût total. Le village donne son accord ou se dit incapable de mobiliser les 400 000 à 500 000 F demandés.

9 - Dans l'hypothèse où le village s'engage, l'équipe l'aide à faire un programme d'activités. La population indique la date à laquelle la construction du local va prendre fin, la mise en place du comité de gestion, etc. Toutes ces informations sont consignées dans un rapport déposé par le consultant à la CAC avec laquelle il est sous contrat. ●

ments... Les hommes font des briques et construisent le local. La construction d'un abri conditionne l'implantation de la PTF. Car il prouve l'engagement de la communauté.

La participation entraîne l'adhésion et donc l'appropriation. « Quand c'est parti-

cipatif, on est soi même convaincu que c'est ce qu'il faut pour améliorer ses conditions de vie. On participe à l'atteinte de son mieux-être. Ce n'est pas quelqu'un d'autre qui vient le faire à ta place », dit Dahani qui précise : « la participation permet la maîtrise endogène du développement ». ●

Entre nous ! Lettre à l'agent CAC

Cher ami
Sachez-le : il existe autant de façons de faire de la participation que d'organismes d'appui. En tant qu'agent de la CAC, appelé à travailler dans les villages, vous devez mettre les populations au centre des décisions. Ainsi, vous assurerez non seulement le succès du projet et donc de votre intervention, mais vous préparerez aussi le retrait du programme. L'agent que vous êtes ne restera pas indéfiniment dans le village. Il faut donc favoriser la participation de la population pour lui permettre d'être autonome dans un délai raisonnable.

L'aide à la participation communautaire n'est pas une simple question de volonté, aussi forte soit-elle. Il faut en maîtriser quelques outils. C'est pourquoi il est important de démarrer votre intervention par une étude et une connaissance du milieu. Cela permet de connaître les autres organismes de développement, leurs démarches, l'histoire du développement dans la zone, etc. Les données ainsi recueillies aident à prendre les bonnes décisions en fonction de la zone d'intervention où on exerce. D'une région à l'autre du Burkina, voire dans une même région, les modes d'intervention peuvent différer. ●



Les acteurs s'expriment



Lankoandé Kokoro,
vendeuse de soumbala,
Soaligou

La PTF permet aux femmes de gagner du temps et de l'argent. Elles peuvent ainsi participer à la vie du village. Vous savez celui qui n'a pas d'argent ne peut rien dire. Mais quand toi aussi tu mets quelque chose dans le panier, tu as le droit de savoir ce qu'on fait avec. Et c'est ce que les femmes font.

Notre groupement compte 75 femmes. Chacune paie 500 F comme frais d'adhésion. Cet argent établit un lien entre nous. Il nous a permis de nous entendre. Chacune donne un peu de son argent, c'est sûr qu'elle va chercher à dire son mot sur la gestion et donc tout cela fait vivre le groupement, car il y a la participation active de toutes les femmes.



Laali Lankoandé, Soaligou

A l'installation de la PTF, il fallait faire les travaux d'extérieur. Les femmes se sont mobilisées. Elles sont sorties nombreuses et le travail a été fait. Lors d'une rencontre, les femmes ont suggéré que l'épargne de la PTF permette d'acheter et de stocker des céréales qu'elles pourraient revendre pour en tirer un bénéfice. Ce fut un succès.



Damiba Lamoussa, Soaligou

C'est grâce aux conseils prodigués et aux formations que la participation est devenue réalité.



Moussa Dahani,
CAC - Tin Tua

La participation permet de responsabiliser les gens afin d'assurer la pérennité du programme. C'est ce qui fait qu'il est rare de voir une PTF qui ne marche pas bien. Avec ce processus de participation, les gens sont conscients qu'il faut qu'il entretiennent bien la PTF, pour que les autres ne les accusent pas d'incompétence. Ça permet aux membres du groupement de savoir que l'activité leur appartient vraiment. Même pour le "diéma", c'est pareil. Il faut assurer un bon suivi pour éviter l'échec.



Odette Nassouri,
CAC - Tin Tua

Dès la pré-étude, les femmes discutent avec le technicien de certains critères. L'EFP par exemple permet de connaître les chances de succès de la PTF. Rien que l'étude des habitudes alimentaires indique s'il faut y implanter la PTF ou pas. La participation de la femme dans le processus est très importante dans la réussite de l'activité PTF.

Si les femmes ne participent pas, il y a des risques, parce que ce sont elles qui utilisent plus la PTF que les hommes. On ne peut donc pas définir les services, les modules et les AGR à développer sans elles. Ce sont elles qui les utilisent. Quand on dit qu'une PTF marche, c'est parce qu'elles participent et c'est ce qui explique la réussite du Programme.

Acheter sa liberté grâce à son travail

Naturellement enjouée, Yelpo Idani ne manque pas d'atouts pour le commerce. Qualité du produit, sens de l'accueil du client font de son "soubala", l'un des produits d'assaisonnement les plus recherchés de la région de Gomoré. Pour cette femme, comme des milliers d'autres, les teuf teuf de la plate forme sont la plus mélodieuse des musiques.

A quarante huit ans, dont une vingtaine dans la fabrication du soubala, un additif alimentaire, issu des graines de néré fermenté, Yelpo Idani n'a rien perdu de son entrain. La forte odeur du produit peut rebuter le non initié, pas les connaisseurs. Des amateurs viennent parfois de très loin pour faire le plein de ces grosses boules noires, dont il suffit d'une seule pincée pour relever le goût des mets. Les atouts de Yelpo ? L'hygiène, le soin apporté au choix des matières premières et le bouche à oreille. Pendant longtemps, cela suffisait à son bonheur. Mais une question la hantait : comment satisfaire une clientèle de plus en plus nombreuse sans sacrifier la qualité tout en exerçant au mieux ses tâches domestiques ? « *Si le commerce doit tuer la vie au foyer, ça aussi ça ne va pas* », dit-elle.

Il y a quatre ans, avec l'installation de la PTF à Gomoré, son village, Yelpo voit son rêve se réaliser. Elle peut non seulement s'adonner à son activité, mais aussi prendre soin de son mari, de ses enfants, participer à la vie de son vil-

lage. De deux assiettées de graines néré, l'équivalent de 10 kg par semaine, elle produit cinq assiettées. Car elle dispose de plus de temps. Sa vie a changé du tout au tout. Elle qui se levait aux aurores pour aller chercher le bois en priant de ne pas ramasser par mégarde un serpent dans l'obscurité, prend désormais son



◀ Yelpo Idani

Yelpo Idani, transformatrice de soubala

temps. « *Je me lève tard et me couche tôt* », résume-t-elle, avant d'ajouter : « *je ne veille pas toute la nuit pour pousser le bois pour faire cuire le néré* ». Il faut dire que l'amande de néré est recouverte d'une écorce dure qui en allonge la cuisson.

Difficile de soutenir que Yelpoa a vraiment gagné du temps sur la cuisson, même si elle en est personnellement convaincue. Par contre, nul ne peut contester qu'elle consacre moins de temps au pilage. Piler les graines de néré demande beaucoup d'efforts et prend énormément de temps. Il n'existe pas d'appareil adapté pour éviter cette corvée aux femmes. Avec le moulin à sa porte, Yelpoa peut faire décortiquer et moudre ses graines de néré. C'est ce gain de temps qui lui permet de mieux s'occuper de la cuisson. « *La cuisson va plus vite et le soir, je suis libre. Le lendemain, je me contente de laver et ça va* », dit-elle. « *Plus important, ajoute-t-elle, mon corps lui aussi se repose* ».

Si les activités de Mme Idani se sont ainsi développées, elle le doit à la plate-forme et aussi à Tin Tua. Fin 2004, un crédit de 50 000 F lui permet de lancer ses activités pour de bon. Avec cet argent, elle achète plus de graines de néré pour faire face à la forte demande. L'animatrice de Tin Tua apporte son appui pour une bonne utilisation du crédit. « *C'est pour éviter que les fonds ne soient détournés à d'autres fins* », explique la technicienne. Yelpoa ne se sent pas

concernée par une telle mise en garde. Elle a épongé son crédit et a introduit un dossier pour obtenir un prêt de 100 000 F.

Avec 7 500 F par semaine, l'équivalent de 15 dollars, Yelpoa ne figure pas sur la liste des gens les plus riches de son village. Mais elle se dit comblée quand elle voit comment ces modestes gains ont changé sa vie. Elle prend soin de ses enfants, aide son mari à entretenir la famille, paye la scolarité des enfants...

Son époux ne s'en plaint pas. « *La pauvreté crée la bagarre. Car il faut toujours quémander pour la moindre chose. Et ça finit par énerver. Maintenant que je gagne un peu, je ne dérange plus mon mari* », explique Yelpoa. Epouse attentionnée, il lui arrive de faire des cadeaux à son mari : une paire de chaussures, de la cola, des brochettes de bœuf de retour du marché. Elle se confectionne quelques tenues.

Une animatrice de Tin Tua la décrit comme une femme dévouée à la cause de sa communauté. « *Elle joue le rôle de conseillère dans le groupe et aplanit les problèmes* ». Une sorte de "Mme bons offices" qui essaie d'anticiper les problèmes. Par exemple, elle veillera à ce que les visiteurs de la PTF aillent présenter leurs hommages au chef de village. Elle rend aussi compte à ce dernier afin qu'il ne se sente pas marginalisé. La PTF doit certes améliorer le statut des femmes, mais elle ne doit pas bouleverser l'ordre social. ●

LA RESPONSABILISATION

Les bénéficiaires au centre, les équipes en retrait

En théorie, rien de plus simple que le transfert de droits, de devoirs et d'avantages aux communautés pour mettre en œuvre, voire pérenniser un projet de développement. Dans les faits, la responsabilisation des "bénéficiaires" ne va pas de soi. Elle exige de venir à bout de l'esprit d'assistanat, et, en ce qui concerne les femmes, du manque de confiance. Comment le programme PTF surmonte-t-il ces écueils ? En reconnaissant les capacités des femmes, en admettant leurs "erreurs de jeunesse", en les encourageant et en leur venant en aide en cas de besoin. Outre l'approche participative, divers outils concourent à responsabiliser les femmes : le protocole d'exploitation, le contrat de suivi, la revue, etc.

L'animateur : il se tient au courant, rassure les femmes, les met en confiance.

A Gomoré, Pièla ou dans les villages où sont implantées les PTF, n'est pas présidente de comité féminin de gestion qui veut. Cette règle vaut pour chaque poste au sein du bureau. Le choix des membres du CFG relève de la responsabilité des populations qui définissent les critères d'éligibilité de leurs dirigeants, chargés à leur tour de recruter les meuniers, les maintenanciers, etc. Ainsi, une présidente doit être alphabétisée, capable de travailler en équipe, disponible. Tindano Namoussa, réunissait ces conditions. Elle dirige le CFG de Soaligou. Cette mère de famille, qui est aussi membre de la chorale de son village, prend son rôle très au sérieux. « *Ce n'est pas comme d'habitude où on peinait à trouver des gens pour*





▲ Le partage des responsabilités : une réalité dans de nombreux groupements. Les leaders en témoignent à la radio.

assumer des responsabilités dans nos groupements. Désormais, il y a des volontaires et nous choisissons nos dirigeants ».

La responsabilisation va de pair avec l'engagement, celui d'exécuter les tâches pour le bon fonctionnement des équipements et de mobiliser les membres du groupement et la population pour la bonne marche de la PTF. Moussa Dahani décrit ainsi le bon responsable : *« C'est quelqu'un qui essaie de résoudre les problèmes qui se posent et qui fait la promotion de l'activité. Contrairement à ceux qui disent : "les PTF, on vous flatte, ça ne vaut rien" ».*

blèmes qui se posent et qui fait la promotion de l'activité. Contrairement à ceux qui disent : "les PTF, on vous flatte, ça ne vaut rien" ».

Responsable par obligation

Rendre compte caractérise aussi un bon responsable. *« On admet qu'on est comptable de ce qu'on fait vis-à-vis des autres, qu'il peut y avoir des sanctions et des récompenses »*, explique Honoré Bonkougou, le coordinateur de la CAC. Analysant le couple femmes-responsabilisation, Odette Nassouri, chargée des AGR à la CAC, insiste sur *« l'appropriation de l'outil par la femme. Elle sent que l'outil lui appar-*

tient et elle se dit qu'il faut que ça puisse marcher pour donner une bonne image à l'extérieur. L'image est très importante pour la femme Elle se donne corps et âme pour réussir et ça favorise la réussite. Et si ça marche ainsi, les femmes ne restent plus à l'écart pour d'autres activités. Avant il y avait des femmes qui ne s'exprimaient pas, mais avec la PTF et les visites qu'on leur rend, elles sont devenues très dégourdis et motivées. Elles n'ont plus de gêne à s'exprimer devant un étranger ».

Assumer ses responsabilités c'est aussi accepter de les partager. La monopolisation du pouvoir ne tente personne, en raison de la multitude des tâches à exécuter et de l'approche participative adoptée. *« Seule, on ne peut pas tout faire, il faut responsabiliser les autres, sinon, on ne s'en sort pas »*, admet Mme Tindano Namoussa.

Les meunières, les maintenancières, les caissières... indispensables à la bonne marche de la PTF prennent leur rôle très au sérieux et l'assument dans l'intérêt du groupe à qui elles doivent rendre compte. Cela améliore la transparence et l'efficacité. Le président du « diéma » de Pièla insiste lui aussi sur la nécessité de déléguer certaines tâches. *« Si toutes les femmes doivent prendre une décision sur telle ou telle difficulté, ce n'est pas possible. Par exemple, une femme vient écraser son mil. Elle conteste la quantité de farine écrasée. Du coup cela crée un différend entre le meunier ou la meunière et la cliente. Il est évident que le groupement ne peut pas se réunir pour trancher cette question. Il faut donc responsabiliser quelqu'un pour y faire face ».* La même observation vaut pour les pannes. La meu-

nière ou les femmes de jour s'empresment alors d'appeler l'artisan. Celui-ci leur indique la nature de la panne et se fait fournir le nécessaire pour la réparation. *« C'est plus opérationnel qu'un grand groupe. Le bureau du groupement coordonne les activités de développement du groupement. Ses responsables représentent le groupement devant l'administration. Mais de façon spécifique, pour responsabiliser davantage les membres, il leur est confié des tâches. Lors des restitutions, les membres du CFG voient qui a pu remplir correctement ses tâches. Ils épaulent ceux qui éprouvent des difficultés »*, explique le président.

La responsabilité concerne aussi le transfert des compétences des membres de l'équipe du CFG aux autres membres du groupement. Le CFG forme le maximum de ses membres à maîtriser la mouture, le broyage... Cela permet une meilleure répartition des rôles et une pérennisation des actions. Le renforcement des compétences permet de mieux assumer ses responsabilités en ayant confiance en soi. *« Quelqu'un qui se retrouve dans l'unité et qui ne s'en sort pas dire un jour, il dira, 'je n'en peux plus. Je n'arrive pas à remplir correctement les tâches qu'on me confie. Quelqu'un d'autre peut le faire. Je laisse tomber'. Alors que s'il y a le renforcement de compétences, la personne peut réussir et s'engager vraiment »*, constate la présidente du groupement de Gomoré.

Protocoles, contrats, revues

Divers outils permettent de faire de la responsabilité une réalité. Il s'agit, entre autres,

des protocoles, contrats et revue d'une part et de l'aide à l'émergence de l'esprit coopératif d'autre part.

Le protocole d'exploitation lie le groupement villageois féminin (GVF), ATT et le "diéma" tandis que le contrat de suivi définit les relations entre le CFG et la CAC via le "diéma". Il a été adopté récemment en 2006 dans le cadre du suivi dégressif.

⇒ Le protocole d'exploitation définit les tâches du Programme PTF depuis l'étude de faisabilité, l'acquisition de modules, leur installation, la formation des membres du CFG, le suivi. Le groupement s'engage pour sa part à recevoir et exploiter la PTF de manière durable et continue, à participer à toutes les sessions de formation. Les charges d'exploitation incombent à la structure bénéficiaire, qui ne doit pas attendre un soutien quelconque pour y faire face. De la même façon, l'utilisation des bénéfices pour des équipements complémentaires (nouveaux modules) ou activités socio-économiques relève de la seule responsabilité du groupement. La CAC s'engage, quant à elle, à fournir régulièrement des conseils techniques, économiques, à mettre les CFG en contact avec les artisans, le dépôt-vente et avec des partenaires en matière d'alphabétisation, de crédit, etc. Les protocoles, rédigés en français, sont en phase de traduction.

⇒ Les contrats de suivi le sont déjà pour permettre aux CFG, au "diéma" d'en disposer.

Si le protocole définit le cadre général du partenariat entre le programme et ATT et ses démembrements, le contrat de suivi permet, quant à lui, de doter le groupement d'un conseiller financier pour assu-

rer l'appui-conseil rapproché. Cet appui se veut dégressif pour davantage responsabiliser et rendre autonomes les femmes. Il édicte quelques critères d'autonomie. Par exemple, au bout de deux ans, les femmes doivent être capables de faire l'entretien quotidien, les réparations et de responsabiliser deux d'entre elles pour maîtriser le démarrage de la PTF. Le CFG doit pouvoir planifier et animer des réunions périodiques sans appui externe et organiser régulièrement des élections pour renouveler ses instances. Ces indications aident le comité féminin de gestion à connaître ses responsabilités sur les plans technique, socio-économique et pour la mise en oeuvre des AGR.

⇒ La revue renseigne sur l'évolution de la PTF et la capacité des femmes à prendre des initiatives en toute autonomie. La revue regroupe le CFG, les membres du groupement, les personnes leaders et les différentes associations intervenant dans le village. L'animateur est au centre du dispositif. Programmées au début une fois par semaine, ses visites sont espacées en fonction de la maîtrise des outils par le CFG : une fois tous les deux mois par exemple. Au bout d'un an, la revue évalue l'autonomie de la CFG et celle de la PTF sur les plans organisationnel, social et économique ainsi que la contribution de la PTF à la réduction de la pauvreté. Une mesure qui se fait à partir d'une ligne de base donnée par l'EFP. « *Le suivi ne sera pas éternel. Au bout de 2 ans, le CFG doit devenir autonome. La revue nous permettra de voir les points à renforcer dans ce processus d'évolution* », dit Samuel Lankoandé, animateur à Pama.

Evaluer le niveau d'autonomie aide les animateurs et la CAC à prendre les mesures idoines pour venir en aide aux "canards boiteux".

Ainsi, la revue permet à l'animateur, l'accompagnateur le plus proche du CFG,

Entre nous ! Lettre à l'agent CAC

*Cher ami,
L'histoire se passe à Kantchari, dans l'Est du Burkina. Avant la mise en place du CFG, une femme de bonne volonté, munie de cahiers, consignait tout. Quand les cinq outils de gestion, dont le remplissage relevait de plusieurs personnes, fut mis en place, la "pionnière" les confisqua, refusant de se faire aider par les autres femmes. Elle ne voulait céder ce "privilege" à personne. Il a fallu du temps aux autres membres pour la raisonner et l'amener à accepter le partage de responsabilités.*

Une présidente de CFG avait recruté un petit meunier. N'étant plus à la tête du groupement, elle s'en alla

avec « son » meunier. Les démarches entreprises pour faire revenir le jeune homme n'aboutirent pas. Il fallut former un autre meunier. Après en avoir trouvé un de façon consensuelle, les membres du CFG mirent leurs compétences en commun pour le former. Aujourd'hui, la PTF fonctionne normalement.

Sans interférer dans la vie du groupement, l'agent doit veiller à éviter ce genre de situation ou la résoudre au mieux si elle survient. Son sens de l'observation et ses conseils doivent l'aider à réussir sa mission. ●



de savoir quoi renforcer et comment : appui conseil ou formation par exemple. Cet outil d'information permanente permet aussi à la CAC de savoir quasiment en temps réel le nombre de PTF qui pourront se passer de suivi et dans quel délai. La revue permet aussi de se faire une idée de la contribution réelle de la PTF à la vie socio-économique du village et de la capacité du CFG à régler les conflits et développer des initiatives au profit de ses membres et de la communauté. Ces critères, contenus dans le contrat, sont évalués une fois tous les six mois par la CAC. Il ne s'agit donc pas de simples prescriptions, mais de défis que les femmes, la "diéma", la CAC et Tin Tua doivent relever ensemble.

En définitive, toute l'approche en matière de responsabilisation des femmes repose sur le partage des rôles et responsabilités au sein du CFG, l'entraide entre des acteurs proches et lointains.

La responsabilisation des femmes s'exprime également à travers les partenariats noués avec d'autres groupements, d'autres structures de développement, la capacité à négocier les prestations avec les artisans ou d'autres prestataires.

limiter le pouvoir personnel et les dérives autoritaires

La responsabilisation n'est pas une simple exigence administrative, elle conditionne la survie des groupements, qui exercent par définition des activités dont le succès dépend de l'engagement de chaque membre. La responsabilisation ne va pas de soi. Il faut la construire et la consolider. Au

Burkina, il existe des textes régissant la vie des groupements, notamment la loi 14, l'arrêté 10, à faire connaître par les responsables de CFG. Cette tâche incombe au "diéma", qui aide le CFG, à élaborer ses statuts et règlement intérieur. La connaissance de ces textes peut limiter la tentation de certains responsables d'exercer tout le pouvoir, de vouloir tout contrôler.

Une bonne structuration du CFG s'avère déterminante pour le partage des responsabilités et le succès de la PTF. C'est la raison de la forte implication du "diéma" dans le nouveau système de suivi. Ainsi, dès l'identification du demandeur, le démembrement de Tin Tua procède à l'analyse de son fonctionnement qu'il doit améliorer, en cas de besoin, avant de formuler sa requête pour l'installation d'une PTF.

Une telle approche est essentielle, car un groupement villageois mal organisé, ignorant tout des principes coopératifs ne peut pas remplir les conditions d'une vie associative réussie : organiser des réunions, rendre compte, développer la transparence, sanctionner, etc.

Mais que faire, là où il n'y a pas de "diéma" ? Les animateurs de l'ONG peuvent assurer ce renforcement organisationnel.

La traduction en langues nationales des documents pour en faciliter l'exploitation par les membres du CFG s'avère nécessaire. Comment parler de responsabilité si toute la documentation disponible est inexploitable ? A défaut de tout traduire, l'accent pourrait être mis sur la traduction des protocoles, des contrats, des différents outils de restitution, voire des modules de formation.

L'existence d'une documentation dans les langues locales peut grandement améliorer la responsabilisation des bénéficiaires.

Toutefois, cela devra se faire avec les premiers concernés et s'assurer que les messages et les outils leur conviennent. ●

Les acteurs s'expriment



Moussa Dahani, CAC - Tin Tua

La responsabilisation garantit la pérennisation. Dans les villages, il existe des infrastructures que personne n'utilise : c'est le cas d'une étable d'embouche dans un village de la région. Or avec la PTF, les gens sont responsables. Ils formulent leur requête et ils sont porteurs du projet. L'exécution relève d'eux. Ils prennent les décisions. Ce qui prouve que nous n'avons pas créé ce besoin de façon artificielle. Les communautés l'ont exprimé. Elles vont s'investir, avec notre aide, à le satisfaire grâce à la PTF, dont elles s'engagent à assurer une bonne gestion.

Le CFG, mis en place, est responsable de la bonne gestion de l'unité. Ce comité relève du groupement, il n'est pas créé ex nihilo. Tout cela permet d'assurer une bonne responsabilisation pour pérenniser l'activité.



Honoré Bonkougou, CAC - Tin Tua

La responsabilisation, c'est la prise de décision. Ce sont les bénéficiaires qui prennent la décision d'acquiescer l'unité PTF en soumettant une requête. Quand ils ont la PTF, ils décident de l'usage qu'ils vont en faire et comment assurer la pérennisation de l'outil. Ils bénéficient des retombées directes et sont formés pour gérer l'outil après notre retrait.

Le culte de la déesse électricité

Le restaurant de Lokossou Médandé prospère la nuit grâce à l'éclairage fournie par la PTF. D'origine béninoise, Mme Lokossou séduit par sa coquetterie. Survoltée dès la nuit tombée, elle surprend sa clientèle par sa rapidité et son efficacité.

Arrivée à Piéla en 2005, Mme Lokossou gère son restaurant en rendant grâce aux dieux de l'éclairage sans lesquels elle dit ne pouvoir rien faire. « *A Piéla, la lumière, c'est la vie. Sans lumière, c'est une ville morte. Rien ne marche. La vie devient morose* ». Le jour de marché, le plus bruyant de la semaine, tout s'arrête quasiment avec le coucher du soleil. De quoi frustrer Lokossou, si débordante d'énergie et âpre au gain. « *Sans lumière, les gens ne sortent pas, les clients ne viennent pas. Une fois que c'est sombre, tout est calme, exactement comme dans un petit village quoi. Je suis obligée de fermer. Mais quand y a la lumière jusqu'à 22 H, ça bouge* », explique-t-elle. Le réveillon dernier, la ville fut inondée de lumière jusqu'à 3 H. Personne ne ferma l'œil.

L'électricité semble avoir un pouvoir d'attraction sur la clientèle qui accourt de jour comme de nuit. Le restaurant accueille davantage de clients la nuit pour manger bien sûr, mais aussi à cause de la lumière. Dans la journée,

Mme Lokossou accueille uniquement les résidents de Piéla. Mais la nuit, son établissement est pris d'assaut par les voyageurs de passage, les chauffeurs, les convoyeurs et les apprentis, bref par les routiers. « *S'il y a la lumière, ils se sentent à Ouaga. Donc, ils descendent et mangent. C'est pourquoi mon restaurant marche bien* », explique-t-elle.

Plus de distraction et de plaisir

L'éclairage ne permet pas seulement à Mme Lokossou de développer son négoce. Il agrmente aussi sa vie quotidienne. Grande cinéphile, la restauratrice fréquente assidûment le vidéo-club de Piéla. Ses économies en prennent un coup. Mais elle ne se plaint pas. « *La lumière permet aussi de vivre à l'aise, de se promener et de se distraire aussi. Donc, même s'il n'y a pas de clients, on peut rester longtemps dehors. Je gagne assez pour laisser mes enfants recevoir la clientèle et aller au vidéo-club. Mais s'il n'y a pas de lumière, le vidéo-club ne peut pas marcher. Et il n'y a pas de distraction* ».

Seul inconvénient avec cette lumière devenue indispensable : les coupures. Lokossou explique : « *Souvent, on peut faire 2 ou 3 jours sans lumière et puis ça peut s'allumer entre 19H30 et dès 20 H, ça peut se couper parce que la machine ne marche pas bien. En plus, le temps d'éclairage est très réduit* ».

La restauratrice accro à la lumière accepterait volontiers une augmenta-

tion de prix pour ne plus être sevrée de sa "drogue". Un relèvement des tarifs de 25 F par ampoule ne la rebuterait pas. Elle se dit prête à payer 125 F par ampoule et par soirée. Que des clients en viennent à suggérer une augmentation de 25 % des tarifs, constitue bien la preuve que le service correspond à une vraie demande. ●

Médané Lokossou ►



LA TRANSPARENCE

Tout savoir pour mieux s'engager

Elle favorise la mobilisation des membres du CFG, du groupement, voire de la communauté. Bénéficiaires et équipe du Programme PTF sur le terrain insistent sur le rôle important de la transparence dans le succès des plates-formes. L'accès à l'information sur les activités passées, présentes et à venir concourt grandement à en faire une réalité. Des outils (réunions, tableaux, fiches diverses ...) permettent de l'obtenir. La transparence suscite l'adhésion aux activités, une mobilisation plus forte. Elle assure la participation.

Dans les PTF, ces moulins pas comme les autres, tout se fait autrement. Nous sommes à Soaligou. Dès l'entrée du local abritant la PTF, un grand tableau attire l'attention du visiteur. La caissière y consigne au jour le jour les quantités de mil, maïs, d'arachide décortiquées, moulues, etc. Y figurent aussi les diverses prestations et leurs montants respectifs. C'est un livre ouvert en permanence que chacun peut parcourir à sa guise.

Laali Thombiano est meunière à la PTF de Soaligou. Elle remplit chaque jour le tableau. « *Au début, ce n'était pas facile de se plier à cet exercice, mais avec le temps l'habitude s'est installée et tout se passe bien maintenant* », dit-elle.

Si la transparence est souhaitable pour toute activité, elle s'impose, lorsqu'il

est question d'argent. Promouvoir la transparence permet aux femmes d'être au même niveau d'information sur les entrées et sorties de fonds.

Affairisme, népotisme, opacité

La transparence constitue aussi une réponse aux dysfonctionnements des groupements villageois. A Nabéogo, un village à 9 km de Mani, dans l'Est du Burkina, l'implantation des premières PTF remonte à 1993. La présidente du CFG décidait de tout : fixation des prix, remplacement des pièces défectueuses et surtout redistribution du crédit collectif. Après affectation fictive des montants aux membres du groupement, les fonds étaient redistribués aux commerçants, moyennant intérêt. Même les montants étaient falsifiés : les 500 000 F

Soaligou. La meunière ►
explique les comptes de
sa PTF. Ce tableau est
exposé au regard de
tous.



reçus devenaient 200 000 F lors du compte rendu aux autres membres du groupement. Les adhérentes n'y comprenaient absolument rien. Elles ne mesurèrent l'ampleur des dégâts qu'à la mort de la présidente. Pour ne rien arranger, le fils de l'ex dirigeante, propulsé meunier par sa mère, s'appropriera l'équipement qu'il utilisait pour broyer les cailloux à la recherche de l'or. Il mit ainsi hors d'usage tous les équipements. La PTF a été délocalisée, mais elle n'est pas encore fonctionnelle.

Très souvent, dans les villages, l'initiateur d'un groupement d'agriculteurs, d'éleveurs, de femmes, de jeunes, etc. décide de tout, se croit seul capable de tout faire et ne rend compte à personne. Et cela en toute impunité. Personne n'ose se plaindre

ouvertement encore moins tenter un procès au dirigeant indélicat ou autoritaire.

Mobiliser, une question d'image

Assurer la transparence au sein du CFG et du groupement permet de mobiliser toute la communauté autour de l'outil, pas seulement les premiers bénéficiaires. « Une PTF qui a des difficultés liées à un manque de transparence entre les bénéficiaires, quel client va y aller pour demander des services ? », demande Christine Lankoandé. Elle poursuit : « Nous femmes, nous pouvons ne pas nous entendre, mais il faut qu'il y ait de la transparence. Si les scissions prennent le pas sur les activités habituelles du CFG, la clientèle va diminuer. Les gens préféreront aller ailleurs, là où il y a la paix pas là où les gens ne s'entendent pas ».

La transparence peut aussi améliorer l'image des gestionnaires dans leur communauté. A Gomoré, les femmes qui exploitent la PTF sont perçues comme des expertes en gestion financière. Quand l'assemblée villageoise traite de questions de gestion, elle s'adresse à elles, parce qu'elles ont fait leurs preuves. Leur savoir-faire et leur savoir-être, autrement dit leur honnêteté, leur rigueur plaident pour elles et expliquent cette marque de considération. La transparence crée ou renforce l'intérêt et favorise la mobilisation autour de l'outil. « Même s'il y a des difficultés, les gens vont se mobiliser pour y apporter des solutions, car on sait exactement comment ça fonctionne. Il n'y a pas d'opacité », remarque l'animatrice du "diéma" de Pièla, Nouadié Michel, qui indique que la transparence

doit aussi et surtout s'étendre à la redistribution des bénéfices. Autrement, il craint que les frustrations démobilisent certains adhérents.

Comment faire passer l'idée de transparence là où perdurent les pratiques d'opacité ou d'absence de contrôle ? De nombreux agents de développement le font intuitivement. Mais ils gagneraient à s'inspirer de la pratique de la CAC de l'Est. Ici, tout commence par la sensibilisation des bénéficiaires sur la notion de bien communautaire. « *Quand on est en face d'un bien communautaire, il y a des dispositions à prendre. Il faut rendre compte aux autres de son exploitation. Ils vous ont confié une mission, il faut que les gens puissent savoir que l'outil que vous avez acquis contribue à créer de la richesse, à fournir de l'énergie et que les dispositions sont prises pour qu'il fonctionne de façon pérenne* », explique Moussa Dahani.

La transparence, ça se pratique

Passée cette étape, il s'agira de consigner les entrées et sorties de fonds pour les achats de gasoil, pièces etc. et en rendre compte efficacement. Le tableau que remplit quotidiennement Mme Thombiano, la meunière, permet ainsi d'avoir la situation de l'exploitation de la PTF. Les diverses fiches de crédit et de dépenses bien remplies font l'objet de vérifications pour s'assurer de leur conformité avec les opérations réalisées. « *Depuis que nous avons les fiches de recettes par exemple, on note ce qu'on gagne au jour le jour, les dépenses aussi. Et tout est transparent* », dit Mme Thombiano.

Pour Marie-Claire Ouoba, animatrice à Kantchari, « *la transparence incite les femmes à travailler, car elles savent ce qu'elles gagnent dans le mois. Toutes les activités du mois sont mentionnées sur le tableau et les fiches : nombre d'assiettes écrasées, argent collecté... Tout le monde connaît ce qui se passe dans la PTF et ça encourage les femmes à travailler sans arrière-pensée* ».

Prix consensuels, forte mobilisation

La transparence permet de disposer des bilans financiers. Elle facilite le recueil des suggestions et idées des autres membres du groupement pour améliorer la gestion et aider à surmonter les difficultés. Un exemple pour comprendre : avec les fluctuations du prix du carburant, le CFG ne

Les radios locales permettent d'enseigner la notion de bien communautaire. Ici, radio Buayaba, de Diapaga.



Sagesse

du terroir

« Au clair de lune, on ne peut pas attraper un lapin ».

Décodage : tout le monde voit clair : le lapin comme le chasseur. Autrement dit, les membres du groupement sont aussi bien informés que ceux qui détiennent les cahiers de gestion.

quitte pas des yeux son chiffre d'affaires mensuel. Il note la forte augmentation des dépenses. Il constate que le prix du carburant a augmenté, pas celui de la mouture. Le carburant a pour ainsi dire siphonné le bénéfice. Les membres peuvent alors dire : « *pourquoi ne pas ajouter 5 F au prix de la mouture ?* ». Le CFG seul ne peut pas prendre cette décision, aussi justifiée soit-elle, sans susciter des plaintes. Mais si les clientes, informées et sensibilisées, adhèrent à l'idée, le risque de rejet sera moindre. Les clientes ne refuseront pas de faire le sacrifice sous prétexte que l'argent ira dans la poche de la présidente ou de la trésorière, comme c'est souvent le cas dans d'autres organisations.

Marie-Claire, animatrice à Kantchari, insiste sur un des effets de la transparence, à savoir, la mobilisation, si importante pour la vie des organisations en milieu rural. Elle explique : « *Avant, les activités ne marchaient pas. Les femmes ne sortaient pas pour les réunions, faute de transparence. Maintenant que tout est clair, si on convoque une réunion, les femmes sortent. Si on veut faire une dépense, il faut que tout le groupement soit d'accord, sinon l'argent ne sort pas* ».

Outre la mobilisation des membres, la transparence favorise l'entente, la confiance au sein du groupe. Ainsi, lors des restitutions à Soaligou, les membres du groupement prennent connaissance des montants figurant sur le tableau, les fiches et les cahiers de gestion avant que l'argent soit déposé à la Caisse populaire. Les retraits nécessitent jusqu'à trois signatures : celles de la présidente, de la trésorière et de

la secrétaire. « *Du coup, les gens ont confiance dans la gestion* », dit la présidente du groupement de Soaligou.

Les coupeurs de route, ennemis de l'information pour tous

Comparativement à d'autres groupements villageois minés par le favoritisme, les détournements, etc., les CFG constituent des modèles de vertu. Mais comment faire jouer la transparence au village, où la solidarité prend souvent le pas sur les principes de bonne gestion ? Comment doit se comporter une trésorière dont le parent malade vient demander de l'aide ? Que faire face à un notable ? « *La transparence permet précisément d'éviter ce genre de problème. Car tout le monde sait combien il y a en caisse. De plus, les comptes rendus sont réguliers. Le moindre mouvement dans l'utilisation des fonds apparaît sur-le-champ* », rétorque Namoussa Tindano, la présidente du groupement de Soaligou. Elle n'a pas tort. La trésorière ne peut faire un prêt sans consulter les membres du CFG. De plus, tout se décide en public. Après chaque rencontre mensuelle de restitution, les adhérentes tranchent. Faut-il déposer l'argent à la banque ? Si oui, quel montant ? Combien garder pour le gasoil ? Le moindre écart dans les comptes apparaît lors de la restitution.

Dans l'Est du Burkina, la transparence a un seul ennemi : l'insécurité. Pour ne pas éveiller l'attention des coupeurs de route sur les fonds dont elles disposent, les équipes qui faisaient des restitutions lors

des assemblées villageoises y ont renoncé. « Certes, on veut de la transparence, mais si le coupeur de route a lui aussi accès à l'information, le jour où vous partez pour déposer l'argent en banque,

il vous attaque. On l'a suspendu à l'échelle village pour le ramener à l'échelle PTF », dit Thombiano, celle-la même qui note au jour le jour les montants perçus. ●

Entre nous ! Lettre à l'agent CAC

*Cher ami,
Si la transparence permet aux bénéficiaires de bien gérer et pérenniser leur outil, elle s'avère tout aussi nécessaire pour vous, agent de la PTF. Faute de transparence, vous pouvez perdre votre crédibilité. Pour éviter cette situation fâcheuse, vous devez sans cesse informer votre public sur la démarche du programme et travailler à sa mise en œuvre, non l'inverse. Le sentimentalisme ou les accointances ne doivent pas prendre le pas sur les principes et la démarche du projet, au risque de dérouter vos interlocuteurs. L'information sur les moyens dont dispose le Programme*

s'avère aussi essentielle pour éviter de susciter de faux espoirs.

Un projet opaque ne peut pas assurer la mobilisation des populations autour de son action. L'existence de structures respectant les principes coopératifs constitue un atout pour vous. En effet, là où existent de tels groupements, la tâche de l'équipe d'appui conseil s'en trouve facilitée. L'information sur le contenu de chaque étape de la mise en œuvre de la PTF permet aux groupements demandeurs de prendre la bonne décision. ●



Les acteurs s'expriment



Namoussa Tindano, présidente, CFG, Soaligou

Enseigner la notion de bien communautaire, rendre compte aux autres membres ou restituer :

la transparence maintient la clientèle, amène la communauté à s'engager, améliore le statut des femmes.



Odette Nassouri, CAC/ Tin Tua

La femme a honte quand on parle de vol. C'est la honte de toute la famille et du mari. La femme fait tout pour éviter le "comportement douteux" dans le groupe. Si on leur confie une responsabilité, elles s'engagent à fond pour donner une bonne image d'elles-mêmes.



Michel Nouadié, animateur, Pièla

Actuellement, il y a des groupements où les membres refusent de payer les cotisations, parce qu'ils ne savent pas où va l'argent. C'est pourquoi nous mettons l'accent sur la sensibilisation, le suivi par les animateurs, la bonne tenue des cahiers de gestion. Du coup, les gens cotisent parce qu'ils savent comment leur argent est utilisé.



Marie-Claire Ouoba, animatrice, Kantchari

Avant, les dépenses se faisaient au hasard, on ne vérifiait rien. Mais avec la PTF, nous les animateurs, nous avons été formés. On se rend une fois par semaine à la PTF pour voir ce qui s'y passe. C'est ce que fait aussi le CFG. Il se réunit régulièrement pour voir ce qui se passe de positif ou de négatif. Nous avons des outils de suivi, une trésorière, une caissière et le meunier aussi sont là. Le soir, les comptes se font ensemble et chacun note. Une fois par mois, on réunit les membres du groupe pour le compte-rendu. Chacun apporte ses notes et on vérifie. En cas de perte d'argent, on sait où situer la faute et le fautif ou la fautive doit rembourser. Avant, quand quelqu'un nous disait avoir payé telle ou telle chose pour le groupe, il ne fournissait aucune preuve. Maintenant, on exige un reçu.



Nassouri Poyenli, membre CFG, Haaba

Avant, on avait un moulin traditionnel qui n'a pas véritablement fonctionné. Avec la PTF, on a mis à notre disposition des outils qui nous permettent de gérer de façon transparente la PTF. Celles qui détiennent l'argent ne peuvent pas l'utiliser à leur guise sans le consentement des autres. De même, au sein de la PTF, les mesureuses notent sur un ticket le prix de chaque bol de céréales à moudre que la meunière collecte. Le soir, on procède au rapprochement entre le nombre de tickets de la meunière et le montant encaissé par la caissière. En fait, la transparence commence à partir de ce moment-là et ça nous suit partout. Par ailleurs, le fait que le conseiller financier vienne fréquemment pour voir comment ça fonctionne induit une certaine transparence. Cela explique le bon fonctionnement des PTF.

Un tandem qui fonctionne

Ils ne sont pas associés, mais tout le laisserait croire. A Fada, leurs locaux se jouxent et ils coordonnent leur travail au quotidien. Désiré Combary et Yemboano Ouali installent et dépannent les plates-formes. Un appui sans lequel de nombreuses machines gérées par les CFG seraient immobilisées. Leurs autres clients de la ville profitent eux aussi de leur nouveau savoir-faire.

Tous deux sont jeunes. L'un a étudié à Cuba et l'autre sort du lycée technique de Ouagadougou, la capitale du Burkina. Leur diplôme en poche, ils s'installent à Fada, convaincus de pouvoir améliorer l'offre de services en matière d'électricité et de mécanique dans leur ville natale. Quand Yemboano Ouali, le mécano, pose les rails et procède au réglage d'une plate-forme,

Combary, l'électricien, se joint à lui et procède au câblage du bâtiment et à la connexion à l'alternateur.

A leur actif, l'installation d'une quarantaine de plates-formes. Cela représente des commandes en plus. Mais au-delà, les deux artisans apprécient l'expérience acquise grâce aux PTF. Combary reconnaît volontiers l'appui dont il a bénéficié. Il se rappelle surtout son voya-



◀ Désiré Combary

Désiré Combary et Yemboano Ouali,
électricien et maintenancier



▲ M. et Mme Ouali. Ce jeune couple, installé à Fada, assure la fourniture de pièces de rechange des PTF. Ici, le dépôt-vente de Fada.

ge d'études, en mars 2003, au Mali. « *J'y ai découvert beaucoup de choses, à commencer par le réseau optimisé* ». Un château d'eau alimenté par l'alternateur de la plateforme dessert le village, qu'éclaire aussi la plate-forme.

Mais plus que le service offert aux communautés rurales, l'équilibre des phases retient l'attention du technicien. Il s'en explique : « *Habituellement, nous travaillons plus en monophasé qu'en triphasé. Mais le voyage d'études m'a permis de mieux me perfectionner sur le terrain* ». La maîtrise technique des trois phases apprise sur les bancs mais pas toujours appliquée est essentielle. Elle permet de répartir de façon équilibrée l'électricité à ses multiples utilisateurs : les ménages pour

l'éclairage, les soudeurs pour leurs travaux, etc. « *Autrement, s'il y a une ligne surchargée, cela crée des problèmes* ».

Face à une demande en constante augmentation et à la diversification des besoins en électricité, le triphasé, où habituellement les électriciens locaux manquent de compétences, montera en puissance. Sa maîtrise constitue donc un atout de taille. Son nouveau savoir en poche, Désiré Combarry envisage l'avenir sereinement. « *Personne ne peut me retirer cette expérience. Ça m'a forgé l'esprit et ça m'aide à supporter les temps durs* ».

Combarry reconnaît aussi que d'artisan volant, il est parvenu à s'implanter. « *J'ai mon atelier qui est là, donc j'évolue avec ma petite unité entreprise et je m'en sors* ».

Yemboano Ouali, le mécano s'occupe du dépôt-vente de Fada. On y trouve surtout des pièces détachées pour assurer un bon service après-vente des PTF.

Tout comme Combarry, Ouali n'est pas salarié de Tin Tua. Le dépôt-vente lui appartiendra dès qu'il aura fini de rembourser le prêt que le Programme lui a consenti. Egalement formé à la gestion, il ne cache pas son bonheur : « *Ça m'a beaucoup rapporté parce qu'au moment où je n'avais rien à faire, on m'a confié un dépôt, et j'arrive à satisfaire mes besoins* ». ●

LA VALORISATION DES SAVOIRS LOCAUX

Bâtir le neuf sur du vieux

Deux approches coexistent en matière d'éducation : l'une consiste à faire table rase des connaissances des apprenants, l'autre à les reconnaître. C'est cette deuxième option que privilégie le programme PTF dans la région de l'Est. Les équipes s'appuient sur les connaissances et pratiques existantes, aussi rudimentaires soient-elles. Repérées tout à fait par hasard au départ, les initiatives développées par les femmes émergent désormais lors des rencontres inter PTF ou d'ateliers de partage.

Kantchari, ville à la frontière Burkina-Niger est connue pour le sens élevé des affaires de ses habitants. Les femmes y excellent dans le commerce. Elles sont aussi très imaginatives. Il y a deux ans, elles mettaient en place au sein du CFG, un crédit interne. Leur épargne de 900 000 F leur permet de faire des prêts aux membres, jusqu'à 50 000 F, avec un intérêt symbolique d'environ 2 %. Cette initiative à première vue banale, devient inédite lorsque les femmes se dotent d'un outil de suivi : un simple cahier d'écolier dans lequel elles mentionnent le nom de l'emprunteuse, le montant, les échéances de remboursement, etc.

Les femmes qui placent ainsi l'épargne de la PTF se gardent bien de le faire savoir aux agents de la CAC, jusqu'au jour où cela apparaît dans un rapport. A la grande surprise des femmes, les agents de la CAC les félicitent. Ils leur proposent d'en



faire bénéficier les autres CFG. Car la même pratique existait ailleurs, mais sans le cahier de suivi.

Lors d'un atelier de partage, les femmes de Kantchari présentent leur outil.

▲ Reconnaître les savoirs locaux pour mieux les valoriser



▲ La culture permet d'établir le lien entre l'ancien et le nouveau.

L'accueil fut enthousiaste. Car ce tableau de suivi répondait à un vrai besoin.

De tels outils et initiatives doivent sans doute exister ailleurs, mais combien sont enregistrés et promus, faute d'intérêt des techniciens ou de dispositif pour les révéler ?

Un regard neuf sur les pratiques locales

Reconnaître et valoriser le savoir chez les femmes n'est pas chose courante dans le monde du développement. La raison ? Les femmes ne disposeraient pas de connaissances, car elles sont les moins alphabétisées, les moins formées aux techniques agricoles et de gestion, etc. C'est une vision en partie vraie, mais erronée. En effet, depuis la mise en place des groupements, à l'inspiration des services techniques de

l'Etat, des projets et des ONG, les femmes s'associent pour mener des activités lucratives. A travers l'exploitation d'un champ collectif, la fabrication du savon, du beurre de karité, la teinture, le tissage, etc. elles produisent, commercialisent, font des bénéfices qu'elles réinvestissent pour développer leurs activités. Même les groupements qui ne disposent que de faibles sommes en caisse ou qui cotisent de petits montant (100 F par mois par exemple) connaissent le montant de leurs avoirs. La trésorière peut être analphabète, mais elle mémoriserait ce que chaque membre aura versé. Cela constitue déjà une base de discussion sur ses acquis et la possibilité de les améliorer. A l'agent CAC d'animer la causerie en posant quelques questions du genre : ne serait-il pas plus intéressant d'identifier ceux qui cotisent, ont déjà cotisé ou vont le faire le mois prochain ? Si on fait des dépenses et pour éviter d'oublier, ne serait-il pas utile de le noter quelque part ? Cela peut susciter la réflexion sur la nécessité d'écrire pour ne pas oublier, pour pouvoir rendre compte.

La même démarche peut aider à la mise en place du CFG. Il ne s'agit pas de décréter, de venir imposer sa solution, mais de se référer aux pratiques en matière d'organisation de ses interlocutrices. Comment le groupement fonctionne-t-il ? Qui rédige les procès verbaux de réunion ou les correspondances, les classe, etc. ? Qui s'occupe des finances ? L'exercice consiste à mettre en évidence la façon dont le groupement prend soin des équipements qu'il possède. L'exemple du point d'eau, un bien communautaire, peut aider à comprendre. Sachant

que pour assurer l'hygiène, la gestion et le dépannage de l'ouvrage en cas de besoin, il ne faut pas attendre l'appui du service ou l'ONG l'ayant fourni, que faire ? *« Il faut confier cette tâche à un groupe »*, répondront sans doute les femmes. Vient alors la question centrale : *« Pour la PTF qui arrive, est-ce qu'il ne serait pas intéressant que les femmes s'organisent pour en assurer l'exploitation ? »*.

Le programme s'appuie ainsi sur ce que les femmes savent en matière de partage des responsabilités dans le groupement pour constituer l'organe dirigeant. *« On a fait voir que pour cette activité également, il faut adopter une démarche similaire. Même si les activités sont très limitées, il y a un intérêt commun, un objectif commun qui les pousse à se mettre ensemble. Alors, on s'appuie sur ça »*, explique Moussa Dahani. Du coup, les gens se reconnaissent dans l'outil qu'ils auront à gérer. Le contraire, c'est-à-dire la mise de côté des connaissances existantes, peut créer de la frustration et hypothéquer la mise en œuvre de la PTF.

Les femmes utilisent aussi des outils de suivi et de contrôle, aussi rudimentaires soient-ils. A l'agent de la CAC de leur faire mettre en évidence le lien entre ce qu'elles savent et font déjà et la gestion de la PTF. Le technicien doit aussi les rassurer sur l'appui dont elles pourront bénéficier pour adapter ces façons de faire et outils aux nouveaux objectifs, à savoir produire de l'énergie et de la richesse de façon pérenne en développant une micro entreprise rurale, en l'occurrence la PTF.

Outre l'approche, basée sur l'observation et le dialogue, le Programme PTF utilise les rencontres inter-PTF, un espace d'échanges d'idées et d'informations pour révéler les compétences. Le niveau des questionnaires différant d'une plate-forme à une autre, ces rencontres permettent à celles qui accusent un retard de s'inspirer de ce que font leurs devancières dans un langage à leur portée. Ainsi le message passe mieux.

Le succès de ces réunions est tel que les CFG y financent la participation de leurs membres, à raison de trois par Comité. Les représentantes doivent remplir au moins une condition : s'engager à restituer. *« Nous veillons à une bonne restitution. Nous demandons aux membres qui n'ont pas participé de nous faire le point, afin que nous puissions amender en cas de besoin »*, dit l'animateur de Soaligou.

Reconnaître pour stimuler

La valorisation des savoirs locaux passe par le partage d'expériences entre femmes et donc l'adaptation des formations à leur profil. Cela leur permet d'avoir confiance en elles-mêmes. Comme l'explique Odette Nassouri. *« La reconnaissance de leurs compétences est très importante pour les femmes. Elles se disent qu'elles ne sont pas nulles et qu'elles ont des compétences à valoriser. Par exemple lors de certaines formations, on vient avec des formules toutes faites à transmettre. Mais à notre surprise, ce sont les femmes qui font des propositions à partir de leurs expériences. Prenons l'exemple du beurre de karité : les femmes proposent des techniques et on se rend*

compte qu'avec leur expérience, leur proposition est fondée. On procède à ce recueil de bonnes pratiques avant la formation. Cela leur fait plaisir et elles cherchent à se valoriser davantage ».

Se référer aux connaissances et pratiques des femmes pour leur apporter de nouvelles compétences ne va pas de soi. Ce travail, fait souvent de façon intuitive pourrait être amélioré en faisant un état des lieux des connaissances, aptitudes et pra-

tiques des communautés en matière de gestion d'unités économiques pour non seulement connaître les pré-requis des groupements en la matière, mais aussi moduler le transfert des connaissances. Cette recherche, faite en début de projet, peut s'étendre à la collecte des savoirs des populations, aux paquets techniques introduits par les services de l'Etat, les ONG, etc. Cet état des lieux permet de mener ses activités de formation en connaissance de cause. ●

Entre nous ! Lettre à l'agent CAC

*Cher ami,
Instaurez la confiance, pas le doute ! Même si on en rencontre de moins en moins, il existe encore des agents de développement à l'esprit missionnaire. Ils sont convaincus, à tort ou à raison, d'avoir la solution aux problèmes des populations rurales. Evitez leur excès d'optimisme et surtout leur vision des communautés davantage basée sur des préjugés que sur la réalité. Surtout n'allez pas vers les gens en vous disant : « ils ne savent rien. Ils n'ont aucune expérience. Je vais leur apporter toutes les compétences et la technologie. Ils doivent m'écouter, etc. ». Bannissez une telle démarche qui confine à l'arrogance. Il faut effectivement admettre que chacun dispose de connaissances et d'expériences à partager. Laissez les gens parler, s'exprimer, encouragez les à faire le point de leur expérience. Vous valorisez ainsi leurs savoir-faire et ils pourront se référer à ce qu'ils savaient et faisaient déjà. Il faut*

éviter la rupture et adapter ce que les gens savent et font déjà à vos besoins, à savoir autonomiser les femmes dans la gestion de la PTF.

Tous ces référents aident les femmes à gagner en assurance. La confiance en soi, on la puise dans le passé pour construire l'avenir. Ne pas reconnaître les mérites de ses interlocuteurs, c'est les faire douter en permanence de leurs capacités. Et cela est dommageable, surtout quand on s'adresse aux femmes. Très souvent, elles manquent de confiance en elles, elles sont dans le doute permanent. Ne l'oubliez pas !

Reconnaître et valoriser les compétences des femmes les aide à avoir confiance en elles, à s'approprier plus facilement des nouvelles connaissances et à assurer la mise en pratique et le suivi de l'activité, dont elles ont plus de chance d'avoir la maîtrise technique et organisationnelle. ●



Un inventeur de génie

Il a tout du chercheur : la persévérance, la ténacité et l'amour du travail bien fait. Le jour où les transformatrices d'arachide du Gourma ne s'écorcheront plus les mains à force de piler, elles le devront sans doute à Souleymane Ouoba. Cet inventeur s'apprête à mettre au point une décortiqueuse d'arachide mixte, c'est-à-dire motorisée et manuelle.



◀ Souleymane Ouoba

Jamais rebuté par l'effort, Souleymane Ouoba prend note. Il compte accroître le nombre de roues dentées de la machine et ralentir la vitesse de décortication pour éviter le broyage des graines d'arachide. Le volume de l'entonnoir augmentera aussi pour recevoir le plus de cacahuètes à

décortiquer. Une grille astucieusement placée sous le déversoir permettra de séparer les graines des coques.

Quand ce prototype sera prêt, il soulagera de nombreux producteurs et transformatrices d'arachide dans l'Est du Burkina et sans doute ailleurs dans le pays. Le gain de temps sera considérable : le décortication d'un sac de 20 kg ne devrait pas excéder 5 à 10 mn, au lieu

Dans son atelier de Fada, coincé entre débits de boisson et grillades en plein air, Souleymane Ouoba lime et ajuste. Le prototype sur lequel il travaille en ce moment n'existe nulle part au Burkina. C'est une décortiqueuse d'arachide motorisée et manuelle à la fois. En l'état, la machine pourrait déjà servir, mais l'association Tin Tua, à l'initiative de sa fabrication, pense qu'elle peut être améliorée.

d'une heure à la manivelle et davantage à la main. Finies aussi les longues files d'attente ! « *Les gens ne perdront pas trop de temps à faire la queue. Ils pourront s'adonner à d'autres travaux. Et puis c'est moins fatigant et ça coûte moins cher* », dit l'inventeur, premier promoteur de son produit.

La décortiqueuse mixte est censée constituer un module de la PTF. Elle sera donc alimentée par l'énergie produite par le générateur. Mais Tin Tua comme Ouoba n'ignorent rien des réalités du terrain. Manque de carburant ou panne, la décortiqueuse peut rester immobilisée. Que faire ? C'est pour éviter cet arrêt de la machine qu'elle a été conçue pour fonctionner sans énergie. Même en cas de panne moteur, elle peut fonctionner. Le meunier installe alors la manivelle et enlève la courroie pour éviter qu'elle ne blesse les clients.

La formation de Souleymane Ouoba date de 2004. Depuis lors, il a livré 20 châssis au Programme. L'homme admet que ces commandes améliorent son chiffre d'affaires et sa vie. Du vélo sans frein de ses débuts, il roule désormais en moto. Il s'est également

équipé, agrandissant son parc de "machines outils". Mais tout ceci n'est rien comparativement aux nouvelles compétences et façons de faire acquies grâce au Programme PTF. La rigueur exigée lors de la formation reste son meilleur souvenir, même si au début il n'en voyait pas l'utilité. « *Pour quelqu'un qui n'est pas rigoureux dans son travail, c'est très dangereux* », dit-il. Il comprend mieux pourquoi les formateurs s'attachaient sur les calculs, insistaient sur la solidité des matériaux, bref se souciaient de sécurité et de fiabilité. « *Quand on finit, on voit que c'est du bon travail et ça fait plaisir. Pendant le transport, en cas de chute, ça ne se gâte pas parce que c'est bien solide et c'est bien fait. Même après le travail, si on est fatigué, on est satisfait de la qualité du travail. Et quand on livre, on ne craint rien parce que la qualité y est* ».

En attendant le lancement officiel de son prototype, Souleymane Ouoba planche déjà sur un nouveau projet : la mise au point d'une broyeuse d'amande de karité. De quoi émoustiller cet inventeur qui ne s'épanouit qu'en relevant de nouveaux défis. ●

Deuxième partie : la stratégie

Les axes sur lesquels se fonde notre intervention

- Une **ONG** pour opérationnaliser le programme
 - Encadré 4 : quand la PTF, dope les “diémas”
 - Les acteurs s’expriment
 - Portrait 5 : Aldjima Lankoandé, vendeur de gas-oil
- La **PTF COMMUNAUTAIRE** : le changement, une affaire de femmes
 - Portrait 6 : le chef de village de Gomoré
 - Portrait 7 : Aïcha Namoano, meunière
 - La **PTF PRIVÉE** : une entreprise citoyenne
 - Portrait 8 : Alain Lankoandé, exploitant vidéo
 - La **FORMATION** : quand le savoir libère
 - Encadré 5 : améliorer l’existant
 - Entre nous !
 - Portrait 9 : Christophe N. Ouédraogo, responsable technique
- La **PROGRESSIVITÉ** : une question de rythme
- La **CONFIANCE EN SOI** : du doute à la certitude
 - Entre nous !
 - Les acteurs s’expriment
 - Portrait 10 : Dagouoba Damiba, élève
 - Portrait 11 : Kiwamba Lankoandé, barman
- Le **SUIVI**, l’affaire de tous
 - Les acteurs s’expriment
 - Portrait : le kiosquier
 - Portrait 12 : Samuel Lankoandé, animateur
 - Portrait 13 : Nadiéba Mimhenmi, “kiosquier”
 - Le **PARTENARIAT**, un champ en friche
 - Entre nous !
 - Encadré 5 : partenariat : comment procéder
 - Les acteurs s’expriment
 - Les **ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS** : du temps et du crédit pour sortir de la pauvreté
 - Entre nous
 - Les acteurs s’expriment
 - Portrait 14 : Djingribouga Tindano, vendeur d’eau glacée
 - Portrait 15 : Edouard Yarga, photographe
 - La **DÉCENTRALISATION**
 - Les communes : chances ou risques pour les PTF ?
 - **CONCLUSION**
 - Le défi de l’autonomisation

UNE ONG POUR METTRE EN OEUVRE LE PROGRAMME

Les secrets d'un "portage" réussi

Comme son nom l'indique, l'Unité de Coordination nationale (UCN) coordonne le Programme à l'échelle nationale. Des ONG ou associations de développement et non des bureaux d'études, comme c'est souvent le cas, assurent sa mise en oeuvre sur le terrain. L'association Tin Tua joue ce rôle dans l'Est du Burkina. Cette ONG, spécialisée en alphabétisation et autopromotion paysanne, est la toute première à avoir expérimenté cette formule au sein du réseau PTF en Afrique de l'Ouest. Les résultats obtenus prouvent la pertinence de cette option. Mais la formule exige de l'ONG "porteuse" des efforts organisationnels, notamment un dispositif d'animation, dont le maintien ne va pas de soi.

Les locaux de la CAC attenants au siège de Tin Tua à Fada : centre névralgique du Programme.



En Afrique, la pratique a un nom : le confiage. Elle consiste à envoyer un enfant chez son oncle, sa tante ou tout autre parent pour parfaire son éducation. Même s'il est admis que l'enfant ainsi confié ne manquera de rien, il ne rejoint pas sa nouvelle demeure les mains vides. Il a un minimum de provisions dans son paquetage. Ses parents lui donnent également des conseils pour l'aider à bien séjourner dans sa nouvelle famille. L'hébergement du Programme PTF par l'association Tin Tua s'apparente par bien des aspects à ce confiage à l'africaine. Dans le rôle du parent : l'UCN, représentant le gouvernement burkinabé. Dans celui du tuteur : l'association Tin Tua. Objectif : assurer la

pérennité des activités pour éviter qu'à la fin du projet, tout s'arrête faute de suivi, malgré les millions dollars investis.

Cette formule constitue aussi un choix stratégique dicté par l'histoire. Au Mali, où démarre le programme PTF, l'UCN assure tout : la coordination, la mise en œuvre. Elle dispose d'équipes autonomes chargées d'exécuter le programme sur le terrain. Ce système, s'il présente des avantages, n'est pas sans risques, le principal étant que le projet ne survive pas au retrait des équipes techniques.

A l'implantation du Programme PTF, au Burkina, le pays expérimente une autre formule. L'UCN existe certes, mais elle ne gère plus directement des équipes d'intervention sur le terrain. Cette tâche incombe au Projet d'Appui aux Initiatives Communautaires de Base (PAICB), rattachée à la direction régionale du ministère de l'Économie et du Développement. Le Programme couvre uniquement l'Est du pays. Le PAICB fait alors appel à Tin Tua, spécialisée en alphabétisation, pour renforcer le niveau des femmes gestionnaires des PTF. Quand le PAICB prend fin, l'UCN confie à Tin Tua le soin de suivre les unités implantées et d'assurer leur pérennité. L'ONG signe à cet effet un mémorandum en août 2003.

La mise en place de la CAC s'inscrit dans cette démarche. La Cellule est hébergée par Tin Tua sur la base d'une convention liant l'ONG à l'Unité de coordination nationale qui lui transfère les ressources et les compétences. Dès lors, l'ONG engage sa responsabilité. Elle recrute directement l'équipe de la CAC, appelée à se fondre gra-

duellement en son sein, tout en lui accordant une autonomie de gestion pour mener à bien ses activités.

Savoir-faire et savoir-être

Dans le monde du développement, de telles formules de "portage" ou sous-traitance existent, toutes différentes les unes des autres. En quoi la stratégie adoptée par l'UCN diffère-t-elle des autres ? Autrement dit, quel doit être le profil de l'ONG appelée à héberger le programme ?

Outre sa présence effective dans la région, sa connaissance et sa reconnaissance par les populations, les autorités, l'ONG doit disposer de compétences, d'un savoir-faire. L'expérience de Tin Tua en alphabétisation et son engagement en faveur des femmes, avec des moulins installés de sa propre initiative, ont sans doute plaidé en sa faveur. « *On n'imagine pas une PTF gérée par des femmes non alphabétisées. L'UCN n'apporte pas de moyens pour le faire. Quand l'organisation ne dispose pas de telles compétences, cela entraîne un surcoût qui la pénalise dès le départ* », remarque Honoré Bonkoungou. Les compétences peuvent cependant différer selon les zones. Mais la PTF étant destinée en priorité aux femmes, une expérience en matière d'appui à ce public constitue un atout de taille.

La crédibilité de la structure compte aussi, comme l'explique Benoît Ouoba, secrétaire exécutif de Tin Tua. « *Il faut que ce soit une structure en laquelle on peut faire confiance. Parce qu'il est question d'argent, de gros investissements* ».

Tin Tua, une ONG connue et reconnue dans sa zone d'intervention. Un atout pour le Programme. Ici, les femmes en formation de fabrication de beurre de karité, à Piéla.



L'envergure de l'ONG et sa présence effective sur le terrain important aussi. Un excès de centralisation constitue un handicap. « Vous pouvez avoir des plateformes très éloignées. Si vous devez suivre des activités à partir du siège, cela risque de poser problème. Il faut une décentralisation et une responsabilisation effectives », poursuit Ouoba. Une décentralisation effective, cela veut dire disposer d'animateurs à la charge de l'ONG et d'une structuration allant du chef-lieu jusque dans les moindres hameaux. L'ONG ou l'association qui ne remplit pas ces conditions se contentera de confiner les PTF dans un rayon limité et

donc de compromettre le développement du Programme. Autre solution : tenter de se déployer et prendre en charge les coûts supplémentaires en recrutant de nouveaux animateurs. Mais avec quelles ressources sachant que le Programme ne finance pas ce genre de frais ?

L'approche d'intervention de Tin Tua favorise la responsabilisation des bénéficiaires. Tout part de la base. Il existe des groupements dans les villages. Les unions de groupements forment

les "diémas", leviers du développement à l'échelle locale. Un tel système permet aux bénéficiaires de s'autonomiser dans la gestion des unités.

Gagnant gagnant

Si le "contrat" liant l'ONG et le Programme PTF/LCP marche si bien, la principale raison tient aux avantages qu'en tirent les deux parties, à savoir Tin Tua d'une part et le Programme national PTF de l'autre.

Pouvoir s'appuyer sur un partenaire expérimenté et connaissant la zone d'intervention évite au Programme de faire le diagnostic de sa zone d'intervention, exercice qui peut prendre du temps et aux résultats souvent aléatoires. « Il n'est pas sûr que dans son diagnostic, le projet puisse cerner les vrais problèmes. Venant nouvellement, rien ne garantit qu'il puisse connaître les bonnes portes d'entrée et disposer d'informations de première main. Or avec l'ONG, dès le départ, le Programme disposera de toutes ces données et sera opérationnel. Ce qui lui fera gagner en temps et en efficacité. De la même façon, le Programme pourra profiter des relations de partenariat du tuteur et de sa notoriété, de son dispositif et de son personnel », dit Bonkougou. L'équipe de la CAC a ainsi bénéficié des relations de Tin Tua avec les caisses populaires pour faciliter l'obtention du crédit par les femmes.

Ce capital confiance accumulé par l'ONG facilite aussi l'identification des bénéficiaires. « Il ne s'agit pas de communautés qu'on découvre simplement au moment de l'étude de faisabilité. Ce sont

des communautés déjà connues et l'étude apporte un regard extérieur et un peu critique à ce qu'on connaît déjà », dit M. Ouoba. Puis il ajoute : « Dans une perspective aussi de durabilité, une fois que le projet changera de forme ou prendra fin, on pourra toujours être là. Puisqu'on était là avant, on est là pendant, et on devrait rester aussi sous une forme qui reste à trouver, mais on doit rester. De plus, ce n'est pas l'ONG mais les structures de base que nous organisons qui poursuivent les activités ».

Les techniciens de la CAC tirent eux aussi profit de la situation. Même étrangers à la région, il suffit qu'ils soient introduits comme agents de l'ONG et donc de Tin Tua pour que les portes s'ouvrent. *« Il n'y a plus la méfiance dont souffre la personne qui arrive pour la première fois dans une région. L'agent représente un partenaire connu. On l'écoute, on peut lui faire confiance. Même quand il demande de payer des contributions financières, les gens le font sans hésiter, parce qu'ils ont confiance en la structure. Ils savent qu'on ne va pas détourner leur argent »,* explique M. Ouoba.

La présence des PTF renforce certes les capacités de l'équipe de la CAC donc des groupements de Tin Tua, mais elle augmente aussi la notoriété et l'assise de l'ONG. *« La PTF offre vraiment du concret, avec beaucoup de possibilités, qui permettent justement aux acteurs et aux bénéficiaires de Tin Tua de changer de niveau de vie. Il y a une forte reconnaissance qui fait que l'ONG est encore mieux assise sur le terrain »,* constate M. Bonkougou. Autre avantage : l'ONG peut

se déployer dans d'autres zones, profitant de l'extension du programme PTF. Tin Tua par exemple a étendu son rayon d'action à la région du centre-est.

Par ailleurs, les groupements et les "diémas" qui développaient des AGR par le passé bénéficient d'une nouvelle dynamique, grâce au renforcement de leurs capacités et de leur mode de fonctionnement. Les activités de la CAC accroissent la cohésion des groupements, des unions. *« Ça contribue à renforcer l'organisation en tout cas à donner plus de crédibilité, de visibilité et de force à l'association. Donc au plan institutionnel aussi, ça contribue à renforcer la structure »,* reconnaît M. Ouoba.

Plus important, les membres des groupements peuvent appliquer les connaissances acquises dans les centres d'alphabétisation et passer ainsi de la théorie à l'application effective du savoir. Un bon moyen de maintenir les acquis de l'alphabétisation consiste à les utiliser dans la

Quand l'ONG dispose d'outils de communication et d'un dispositif organisationnel fonctionnel, cela aide grandement.



gestion des unités économiques. Pour M. Ouoba, un expert internationalement reconnu dans ce domaine, cet apport de la PTF est déterminant dans le maintien de l’alphabétisation. « *Les gens tiennent des cahiers et font des comptes-rendus, donc ça les amène à écrire, à calculer, faire de la gestion, et à rendre compte. Et ça c’est très important pour le maintien et même le développement des acquis de l’alphabétisation. Donc pour nous c’est un plus parce que nous y voyons la concrétisation, l’exploitation des acquis que les gens font. Et il n’y a rien de tel. Parce que sans matériel concret sur lequel on utilise les acquis de l’alphabétisation, ces acquis se perdent très rapidement. En fait, l’alphabétisation c’est le contraire d’une pile bien connue. Celle-ci ne s’use que si l’on s’en sert tandis que l’alphabétisation ne s’use que si on ne s’en sert pas* ». C’est pourquoi Tin Tua fait de la promotion des activités génératrices de revenus une de ses priorités. Non seulement, elles permettent d’améliorer les conditions de vie des populations, mais elles facilitent aussi l’introduction dans la gestion de la lecture, de l’écriture et du calcul appris dans les centres d’alphabétisation.

Relations de surface et identité brouillée

La formule du confiage malgré ses avantages n’en pose pas moins des problèmes et exige beaucoup de l’ONG. Celle-ci doit s’engager par conviction et pas seulement par intérêt, pour éviter ce que M. Bonkougou appelle des “relations de sur-

face” en opposition aux “relations vraies” qu’il décrit ainsi : « *Si l’ONG est convaincue et cherche justement à se développer et bénéficie de cette opportunité, on se rend compte qu’avec le peu de moyens dont elle va disposer, elle pourra produire des résultats qui vont au-delà des attentes* ».

Le système de par sa nouveauté peut dérouter. Le statut de l’équipe de la CAC peut susciter des interrogations au sein de l’ONG. Bonkougou l’admet volontiers. Mais il se veut rassurant : « *Nous on se retrouve. En tant que membre de la CAC, on comprend exactement comment le système doit fonctionner. Mais pour ceux qui nous entourent par exemple au sein de l’ONG, il n’est pas évident que les gens sentent notre intégration totale. Ils ne nous voient que comme des répondants de l’UCN et donc des acteurs à part. ça peut effectivement arriver. Nous en tant que CAC, on connaît notre place. On sait qu’on est là juste pour une période transitoire* ».

Si dans l’idéal, la formule prévoit une intégration des agents à l’équipe de l’ONG, la fin du projet suscite de multiples interrogations. « *Qui va payer les droits quand on prend soin de dire aucune indemnité, aucune assurance... donc la négation sur toute la ligne ?* », demande M. Ouoba, qui suggère que cette question fasse l’objet d’un examen approfondi « *pour éviter que ça ne pose problème un jour aux ONG, parce que les conflits du travail sont très sévèrement sanctionnés surtout quand les gens pensent que les ONG ont l’argent* », explique-t-il.

La posture des agents de la CAC n’est pas toujours facile à tenir. Si par intérêt

bien compris, ils se disent que tôt ou tard, ils sont appelés à partir, ils peuvent créer des barrières pour se rendre indispensables. « *Si c'est le cas, ça sera vraiment dommage* », dit Bonkougou, qui conseille : « *Il faut des acteurs honnêtes qui travaillent à vouloir assurer la relève* ». Autrement dit, il faut transférer le maximum de compétences aux communautés et à l'ONG et éviter la rétention d'information et de compétences.

Le dispositif de par sa complexité et son désir de gagner en efficacité favorise les contacts directs entre agents de l'UCN et ceux de la CAC, donnant l'impression de marginaliser l'ONG hébergeant le Programme. « *Cela peut se comprendre. Mais il faut savoir mettre la forme. Et l'information qui n'est pas venue en descendant, qu'elle puisse au moins en repartant suivre le canal qu'il faut* », analyse et conseille M. Ouoba.

L'ONG idéale n'existe pas. En dépit d'une tradition en appui au développement par les organisations de la société civile au Burkina, il en existe très peu ayant l'envergure de Tin Tua. Le niveau de vie coopérative est inégal selon les régions. Les zones d'intervention limitées parfois à quelques villages ou départements et les équipes d'animation réduites ne facilitent pas toujours la mise en œuvre effective du Programme. Comment concilier ces limites avec la non prise en compte par l'UCN du volet animation ? S'appuyer sur des ONG remplissant les conditions requises ? C'est du coup renoncer à étendre le programme à l'échelle nationale. Pour améliorer le niveau d'intervention de l'agence, l'appui pour le recrutement d'animateurs supplémentaires

devrait contribuer à la bonne exécution du Programme. ●



▲
Tin Tua, une ONG au savoir-faire reconnu en alphabétisation. Visite d'officiels : le ministre chargé de l'enseignement de base et le gouverneur de la région, au premier plan, en compagnie de M. Ouoba.

Quand la PTF dope les “diémas”

Personne ne s’aviserait de contester la capacité de la PTF à assurer la crédibilité, la visibilité de Tin Tua. Mais sait-on que les “diémas” gagnent, eux aussi, reconnaissance et notoriété grâce aux plates-formes ? Bref la PTF redonne du tonus aux “diémas”.

Les organisations faïtières et même les simples groupements craignent par-dessus tout l’inactivité, facteur de démobilité de leurs membres et donc d’éclatement. De ce point de vue, la PTF constitue une chance pour les “diémas”. « *Même si elle n’est pas la première, elle sera la deuxième* », admet le président de la “diéma” de Pièla. « *Tous les groupements, poursuit-il, souhaitent avoir la PTF, comme en attestent leurs demandes déposées à la “diéma”* ».

A l’origine de cet engouement, la capacité de la PTF à faciliter la conduite d’activités indispensables au développement du village et de ses habitants. Ceux-ci en sont redevables au “diéma” et à Tin Tua qui gagnent en crédibilité, en visibilité et en capacité de mobilisation.

Le programme PTF s’appuie aussi sur les animateurs des “diémas” qu’il dote de compétences. Les comités de sélection, structures inconnues par le passé, et désormais adoptées par les “diémas”, permettent à ceux-ci de définir de meilleurs critères de performance pour les groupements désireux d’obtenir une PTF. Les “diémas” s’inspirent de ce système pour établir à leur tour des critères et des conditions d’adhésion des groupements. L’union améliore ainsi le recrutement de ses membres, plus responsabilisés dès leur adhésion. En effet, les groupements défendent leur dossier d’adhésion pour mériter d’être retenus. « *Cette connaissance a été très bénéfique pour nous-mêmes en tant que “diéma”* », reconnaît le président du “diéma” de Pièla. Il explique : « *Avant, il suffisait qu’un groupement veuille adhérer et l’animateur se contentait de*

lui indiquer les conditions à remplir. Maintenant, il y a des fiches. On discute avec le groupement afin de voir s’il peut remplir les conditions. Cela devient valable pour toutes les activités, pas seulement pour l’adhésion ».

Les “diémas” n’ouvrent leurs portes qu’aux groupements méritants. « *Si un groupement remplit ces conditions, ça veut dire qu’en plus des formations et sensibilisations de la PTF, il doit bien fonctionner, parce qu’il a déjà une base. Même pour les groupements qui ne pourront pas être retenus, ils sont dorénavant informés des critères de sélection et vont tendre désormais vers cela pour les prochaines sélections. Si un groupement n’a pas été retenu pour insuffisance d’alphabétisation, il demandera un centre d’alphabétisation pour pouvoir remplir cette condition* », analyse le président.

Le “diéma” applique les critères de choix des groupements à d’autres activités, notamment le crédit. La structure départementale aide ses groupements membres à obtenir le crédit à la Caisse populaire. Les groupements doivent remplir des critères pour garantir le bon remboursement du crédit. « *Certes, avant, le système de crédit fonctionnait bien. Mais en l’absence de ces critères, on n’avait pas de base pour bien connaître les potentialités des groupements* », dit le président. Par le passé, les analyses de dossiers restaient superficielles. Il suffisait que le groupement donne la liste des membres candidats au crédit et les montants demandés. L’animateur les acheminait à la Caisse populaire, qui accordait les prêts, car le “diéma” apportait à défaut de cau-

tion financière, sa caution morale. Les emprunteurs de circonstance étaient légion et ceux qui s’inscrivaient n’étaient pas toujours les demandeurs. « *Mais maintenant qu’on a les critères, l’animateur s’entretient avec les membres du groupement pour bien les connaître et bien connaître ce qu’ils vont mener comme activité. Chacun émerge. Avant, l’animateur seul faisait le suivi, mais avec ce nouveau suivi, un dirigeant s’en charge au sein du groupement. Même le diéma peut faire le suivi en allant discuter souvent avec le groupement* », indique Michel Nouaidié, l’animateur du diéma de Pièla.

Des critères de performance précis permettent aussi de départager les groupements, lors de l’attribution de certains appuis, par exemple les fonds de roulement pour la commercialisation des céréales. Plusieurs groupements peuvent se porter candidats. Comment les départager en toute transparence, c’est-à-dire sans discrimination, source de démobilité ? En recourant aux critères, le “diéma” connaît ceux qui peuvent mener l’activité.

L’expérience de la PTF a permis au “diéma” de renforcer son système de contrôle. Même si l’animateur fait le tour des groupements pour collecter des informations crédibles, il ne peut à lui seul être juge et partie. C’est pourquoi le “diéma” fait des recoupements pour confirmer ou infirmer les résultats de l’animateur. « *Au niveau du diéma, nous analysons les données de l’animateur, qui devient observateur. Et ça permet d’établir un système de contrôle. Donc, l’animateur fait la pré étude et après le “diéma” part de ces résultats pour faire un contrôle afin de sélectionner le groupement qui va bénéficier de la PTF* », explique le président du “diéma”. ●

Les acteurs s'expriment



Benoît Ouoba, secrétaire exécutif, Tin Tua

Outre les conditions à remplir, le premier responsable doit être à l'écoute de la CAC qui a besoin de son intervention pour faire face à une multitude de problèmes qu'elle ne peut résoudre. Mais il ne faudrait pas que le personnel de la CAC ait l'impression de mendier cet appui qui doit être naturel sans être encombrant. Chacun doit assumer ses fonctions et être disponible. Le responsable de l'ONG doit être ouvert. Il peut et doit chercher à comprendre les initiatives prises par l'équipe de la CAC sans pour autant les décourager. La marge de manœuvre doit être contrôlée. Si les gens sentent qu'il n'y a rien au-dessus d'eux, cela peut être dangereux, parce la tentation est grande d'aller au-delà de son mandat. Le responsable de la CAC doit se considérer comme un responsable de service de la structure.



Moussa Dahani, CAC/ Tin Tua

Il ne s'agit pas d'un projet autonome comme ceux que nous avons connus. Il s'appuie sur la dynamique des ONG locales. Il doit s'infiltrer partout pour bien fonctionner. S'il agit en satellite ou bien, s'il gravite seulement autour de l'ONG, c'est l'échec. En utilisant les démembrements, le programme peut couler dans beaucoup de canaux, jusqu'à atteindre les bénéficiaires et passer par ces mêmes canaux pour atteindre les responsables du projet.



Yamidié Lankoandé, président, "diéma" de Piëla

Nous percevons la PTF comme une activité de l'association Tin Tua. La démarche d'acquisition de l'équipement est différente. Ailleurs, on se contente de déposer un dossier et on attend la suite. Avec le système PTF, le processus est plus long. Les populations doivent vraiment manifester leur intérêt, les techniciens doivent donner leur avis, etc. C'est vraiment un processus de responsabilisation des "diémas" que nous expérimentons avec les PTF.

Huiler les rouages

Située à moins de 200 mètres de la PTF de Soaligou, la boutique de Aldjima Lankoandé attire les femmes et les jeunes filles du village. La proximité de la plate-forme augmente le pouvoir d'attraction du magasin. Pour que ses affaires prospèrent, Aldjima participe à l'entretien des machines en fournissant du carburant de qualité.

Assis devant sa boutique, Aldjima Lankoandé salue joyeusement toutes les femmes qui vont moudre leurs céréales à la PTF de Soaligou. Ce sont ses clientes. Ce jeune rapatrié de la Côte d'Ivoire, où il était berger, s'est lancé dans le commerce à son retour au bercail. « *Mon commerce se passe très*

bien, grâce au moulin qui est là à côté. Le fait que les femmes viennent à la mouture, fait que ma boutique est très bien animée. Quand elles viennent, elles en profitent pour acheter les condiments pour leur sauce et c'est ainsi que ma boutique marche. S'il n'y avait pas la plate-forme, moins de femmes allaient se rassembler et même, peut être que personne n'allait planer ici, et donc ce n'était pas évident que je puisse avoir de la clientèle ».

A Soaligou, la boutique de Aldjima fait office de marché du village où femmes et jeunes filles affluent. Pour raccourcir les distances, elles font moudre leurs céréales à la PTF et s'approvisionnent en condiments dans la boutique de Aldjima. « *Il n'y a pas de marché nulle part dans ce village. Avec l'implantation de la PTF ici, on en a profité pour en faire une sorte de marché, le soir c'est le lieu le plus ambiant du village. Tout ça grâce à la plate-forme. Toutes les femmes du village passent par ici, et presque toutes sont mes clientes »*, dit

Aldjima Lankoandé



Aldjima, qui connaît chacune par son prénom.

Plus de bénéfices

Marié et père d'un garçonnet de 5 ans, Aldjima dit ne pas souffrir pour l'entretien de sa famille. Le bénéfice de sa boutique lui permet de bien nourrir et vêtir les siens. Il prend en charge la scolarité et les fournitures de ses jeunes frères grâce à sa boutique. « *Je suis marié et j'ai un enfant qui ne part pas encore à l'école ; mais j'arrive à nourrir ma femme et mon enfant, j'ai même 2 frères qui vivent avec nous. Je paie les fournitures scolaires de mes frères et si quelqu'un dans la famille a un besoin pressant d'argent, il n'a pas besoin d'aller voir d'autres membres de la famille, moi-même, je règle* ».

Pour maintenir ce niveau de vie, ce commerçant futé sait qu'il lui faut avant tout entretenir ce qui fait pros-

pérer ses affaires : la PTF. Il s'est engagé à procurer au quotidien du carburant de qualité pour faire tourner la machine : « *Puisque moi et la PTF, on se complète. Je fournis le carburant qui permet de faire marcher la plate-forme. Je fais en sorte que l'activité de la PTF marche bien. Donc avec ça, les femmes n'ont pas besoin d'aller chercher le carburant ailleurs* ».

Le carburant en effet est toujours disponible et de qualité. Pour éviter que les meunières ne remettent en cause la qualité du produit, Aldjima passe toujours le gasoil réservé à la PTF au tamis. Il l'exhibe fièrement devant tous les visiteurs pour témoigner de ses efforts à fournir des produits de qualité. « *Je fais tout cela pour la PTF, parce que j'ai besoin d'énergie. Avec la PTF et avec l'ambiance qu'il y a tout autour, je peux développer d'autres activités* ». ●

LA PTF COMMUNAUTAIRE

Le changement, une affaire de femmes

Des femmes “entrepreneurs” qui s’associent pour exploiter un champ collectif, un moulin à grains ou fabriquer du savon ... il en existe dans de nombreux villages du Burkina. La PTF communautaire se distingue nettement de ces initiatives. Elle assure divers services (eau, éclairage, etc.) à l’ensemble de la population et pas seulement aux femmes. Les formations reçues renforcent la cohésion au sein des groupements et améliorent la transparence dans la gestion. Bref, la PTF communautaire permet de concilier lutte contre la pauvreté, scolarisation des filles et participation des femmes aux prises de décision.

La corvée de la meule traditionnelle, un lointain souvenir.



Gomoré. Le village où tout a commencé. Sept ans après son installation, la première PTF montre des signes de fatigue. Un homme rentre de la ville et rejoint les femmes en conversation avec un groupe de visiteurs, parmi lesquels la responsable d’Ingénieurs Sans Frontières, une ONG canadienne, dont le siège pour l’Afrique de l’Ouest se trouve au Ghana. La CAC de Tin Tua accueille une volontaire de l’ONG. Sa responsable, venue en mission de supervision, veut se faire une idée du mode de fonctionnement des PTF en discutant avec les femmes. L’homme adosse sa bicyclette au figuier géant et sort de sa besace deux gros pla-

teaux et des petites pièces bien emballées dans un carton. Les femmes applaudissent à tout rompre. Une fois de plus, elles viennent d’éloigner le spectre des années sans “moulins”. L’une d’elles, Yelpoa Idani, rappelle : « Avant la PTF, transformer des céréales prenait beaucoup de temps. Par exemple, il fallait préparer avant d’aller rejoindre les autres au champ et cela prenait beaucoup de temps ». Pire, les mères chargeaient leurs enfants, qui allaient à l’école dans la ville de Fada toute proche, de paniers de grains à déposer au moulin avant de se rendre en classe. Au retour, ils passaient chercher la farine pour la ramener à la maison.

Du temps à volonté

Désormais, plus personne ne transforme les enfants en coursiers et les femmes tout comme les hommes se réjouissent du gain

de temps qu'assure la PTF. Désormais, les femmes peuvent faire la cuisine, aller au champ à temps et mener d'autres activités domestiques. Elles travaillent mieux et se réjouissent d'une meilleure ambiance au sein du ménage, car le repas est prêt à temps. « *On peut travailler dans la tranquillité sans se dire : "je fais ceci, ça va prendre beaucoup de temps, alors qu'il y a d'autres travaux et on va traîner avec une seule activité". Il y avait cette angoisse permanente. Avec la PTF, c'est moins de stress pour la charge de travail et on peut mieux s'organiser pour travailler* », explique Yelpoa. Les hommes se réjouissent de ce gain de temps. Yacouba Manli est agriculteur et éleveur. Il fait de l'embouche ovine, autrement dit de l'engraissement d'animaux qu'il destine à la vente. « *Les femmes dégagent plus de temps. Pour l'embouche ovine, parfois, j'ai besoin de l'eau pour abreuver les animaux. Si ma femme fait la cuisine par exemple, je ne vais pas la déranger et l'autre activité ne pourra pas bien se conduire. C'est donc un grand changement. Désormais à part le soumbala, les femmes ne se fatiguent plus à piler des céréales au mortier* », dit-il. Que les femmes dégagent du temps récupéré par les hommes peut laisser songeur sur les vrais bénéficiaires des PTF. Mais pour Mani, c'est toute la famille qui profite des retombées de la vente des moutons. « *Quand la femme cherche l'eau pour abreuver les animaux, quand il les vend, il achète des pagnes et des chaussures pour elle* ». Un de ses parents constate : « *Par le passé, les femmes allaient dans les moulins traditionnels pour moudre. Désormais, grâce aux formations,*

elles manipulent les machines et en assurent l'entretien. Autrefois, on disait que seuls les hommes pouvaient faire ce travail, pas les femmes. C'est un grand changement y compris pour le village ».

Les hommes font aussi la part des choses entre un simple moulin et la PTF. Ils précisent volontiers que « *ces deux types ne sont pas les mêmes. Pour la PTF, il y a plusieurs équipements et l'alternateur permet d'avoir l'éclairage à l'intérieur et à l'extérieur. Il y a la charge de batterie. Ce n'est pas le cas du moulin traditionnel qui ne fait que la mouture* », dit M. Mani.

Des revenus substantiels

A Gomoré aussi, le temps c'est de l'argent. Mais encore faut-il disposer d'un fonds pour se lancer dans des activités qui rap-

Le local abritant la PTF à Gomoré est aussi pour les femmes un lieu de rencontre, de partage d'idées et d'expériences.





▲
Gomoré.
Les documents de gestion facilitent un bon suivi des comptes et inculquent aux gestionnaires la notion de transparence (photo de gauche).
Quand la femme contribue aux dépenses du ménage, la bonne entente est au rendez vous. (photo de droite).

portent. La PTF permet de dégager du temps tout en facilitant l'accès au crédit. Les femmes peuvent ainsi mener des activités génératrices de revenus. Ouédraogo Awa dit avoir bénéficié du crédit obtenu au nom du groupement pour faire du petit commerce. « Avec les bénéfices, je paie une partie de la scolarité des enfants et des soins de santé. Le montant de ma contribution aux dépenses du ménage atteint 20 à 25 000 F. Pour la scolarité, je m'occupe de l'achat des fournitures et mon mari des frais d'inscription ». Par le passé, c'est le mari qui s'occupait de tout. Elle a pris le relais et depuis le cours moyen deuxième année jusqu'en quatrième, elle achète les fournitures de l'enfant.

Abiba Nongnaba vend du soumbala. Avant, elle ne faisait que deux assiettées et maintenant, elle en fait 20, voire 30. Elle peut alors gagner 4 000 F de bénéfices pour

chaque opération, au lieu de 200 à 500 F par le passé. Cette année, elle a pu acheter neuf pagnes pour faire trois ensembles pour elle-même et deux tenues scolaires pour ses enfants.

Plus on est riche, plus on est écouté

Traoré Fatoumata, prématurément vieillie par les épreuves de la vie, tient son enfant convalescent sur ses genoux. Elle rentre de l'hôpital où le petit malade avait été admis. Pour faire face aux soins qui ont nécessité une perfusion de sang et de glucose, elle a aidé son mari à payer les 23 500 F d'ordonnances et de soins. C'est grâce à son crédit de 20 000 F, qu'elle a fait fructifier, qu'elle a pu faire face aux soins de son enfant.

Mme Dahani fait du dolo, la bière de mil local. Grâce au gain de temps, elle

fabrique du soubala et du tô local, une pâte à base de mil, qu'elle vend au marché. Isolées, peu de ces femmes auraient pu accéder au crédit, sauf à se faire aider par un proche ou à s'adresser à un usurier. Grâce à la PTF communautaire, elles disposent d'une garantie auprès des organismes de

crédit. Les formations reçues et la bonne gestion qui les caractérisent en font des emprunteuses fiables.

Lorsque les femmes disposent de moyens, elles contribuent aux frais du ménage, aux dépenses de la collectivité. A Gomoré, si le forage fonctionne, on le doit

LE CHEF DE VILLAGE DE GOMORÉ

« Je suis chef, il est vrai. Mais c'est une femme qui m'a mis au monde »

A Gomoré, les femmes ne font rien sans en référer au chef. Celui-ci le leur rend bien. Cet ancien combattant, qui se laisse volontiers appeler l'ami des femmes, fait preuve d'une ouverture d'esprit dans un milieu où le statut de la femme évolue mais très lentement.

Comme chaque vendredi, le chef de Gomoré rentre de Fada où il est allé présenter ses hommages au roi des Gulimanceba, l'ethnie majoritaire de l'Est du Burkina. Ces formalités traditionnelles accomplies, il s'installe sur sa chaise longue et se rappelle le passé. « Avant, les femmes devaient faire le décorticage, la mouture, chercher l'eau. Elles y passaient tout leur temps. Maintenant, on est soulagé car les femmes peuvent venir déposer leur mil, aller au champ et venir chercher la farine au retour. C'est pourquoi j'ai donné mon aval au projet », dit-il, parlant de l'installation de la PTF.



▲ Le chef de Gomoré

Son analyse de la situation des femmes est pour le moins surprenante venant d'un notable. « Les femmes travaillent plus que les hommes. C'est parce que Dieu a donné une position d'autorité à l'homme, autrement la femme surpasse de loin l'homme. Les femmes donnent la

vie et cela leur donne une position particulière. Je suis chef, c'est vrai. Mais c'est une femme qui m'a mis au monde ».

Une telle ouverture d'esprit n'est pas le fait du hasard. Soldat à l'époque coloniale, le chef a visité de nombreux pays : Côte-d'Ivoire, Libéria, Algérie, Guinée, Niger, Sénégal, etc. « J'ai beaucoup voyagé, je suis allé à l'aventure à 20 ans et j'y suis resté 21 ans. J'ai vu comment les femmes travaillent sous d'autres cieux et comment les femmes et les hommes peuvent se soutenir mutuellement », explique-t-il.

Pour autant, cet avant-gardiste est-il prêt à faire entrer les femmes dans le conseil villageois ? La question l'amuse, mais sa réponse tout en nuances, est sans équivoque. « Le modèle traditionnel reflète la façon dont nos grands parents, nos aïeux avaient organisé la vie au village. Une femme peut jouer le rôle de griotte au sein du conseil, mais il lui sera difficile d'occuper un rang au sein d'une assemblée décisionnelle. Voyez-vous, tout cela est lié à une famille, à un lignage. Le modèle tel que conçu ne fait pas de place aux femmes. Sans doute cela sera-t-il possible dans le futur ». Pourquoi pas ? Son exemple devrait inspirer ses successeurs. ●

aux femmes. Elles ont versé 10 000 F pour permettre de dépanner l'ouvrage. La contribution de 750 F par an et par ménage pour l'entretien du point d'eau n'ayant pas été versée, les femmes ont dû casser leur tirelire commune. Pour éviter pareille situation, elles proposent que l'eau puisse être vendue à 5 F les 40 litres et que la cotisation par ménage soit portée à 1 000 F. L'application de cette décision devrait permettre de disposer de fonds pour faire face à d'éventuelles pannes. Un tel engagement leur apporte respect et reconnaissance aussi bien en famille qu'au-delà. « *Quand je donne mon point de vue à l'intérieur du ménage, il est pris en compte. Plus on est riche, plus on est écouté* », dit Aïcha Namouano, une des meunières. Cette considération va au-delà du cercle familial pour s'étendre à la place du village. Par le passé, les femmes ne prenaient pas part aux rencontres qui se tenaient chez le chef. Désormais, le chef du village les invite y compris pour discuter de questions politiques. Du coup, les femmes rêvent de se présenter aux élections communales. Elles envisagent d'y présenter la présidente du CFG au poste de conseiller.

Outils de transparence

La transparence assure la survie des groupements. Les femmes disposent d'outils de gestion qui leur permettent de noter toutes les recettes qu'elles gagnent et toutes les dépenses qu'elles effectuent. « *Le fait d'utiliser des outils, ça nous permet de connaître le nombre de litres de gasoil consommé, de connaître le montant des recettes, des béné-*

fices. Le fait de pouvoir le dire à toutes les autres femmes, ça donne plus de courage et ça renforce la solidarité autour de la gestion de l'outil », dit l'une des caissières, fière de présenter ses cahiers bien remplis. La présidente de la CFG reconnaît ce changement et le met sur le compte de la formation et de la restitution. Elle rappelle aussi l'importance de l'alphabétisation : tous les membres savent lire et écrire. « *ça a changé en profondeur notre organisation* », reconnaît-elle.

Surmonter les obstacles

A Gomoré, la PTF rend service au village, mais elle appartient au groupement "Tamanli", autrement dit la joie. Ce groupement comprend une vingtaine de membres, dont certaines forment le CFG, organisation chargée de la gestion au quotidien de la PTF. Le groupement date de 1987 et ne comprend que des femmes. Djafouan Kouanda, sa présidente, explique : « *les hommes ne veulent pas se mélanger avec nous, nous aussi on ne veut pas nous mélanger avec eux* », dit-elle en plaisantant.

La causerie sous le figuier a pris fin et les femmes, rassemblées dans le local abritant la PTF suivent du regard le meunier et un autre homme en sueur démonter les meules pour installer les nouvelles pièces. Une fois de plus, grâce à leur organisation, les femmes évitent au village de renouer avec un passé sans moulin. ●

« On ne peut pas me retirer ma sagesse »

Jeune femme frêle, elle n'arrive pas encore à tourner à toute vitesse la lourde manivelle de la PTF pour démarrer l'engin. Mais elle ne désespère pas d'y parvenir un jour. En attendant, Aïcha Namoano, meunière non salariée à Gomoré, reste fidèle au poste. Ses motivations ? Les connaissances acquises, ce qu'elle appelle la "sagesse" et les services rendus à la communauté.

Chaque fois qu'Aïcha assure le service à la plate-forme, elle fait les mêmes gestes. Elle commence par le balayage de la maisonnette, le nettoyage des équipements, le contrôle des fuites d'eau ou d'huile, la vérification de tous les niveaux d'eau, d'huile et de gasoil qu'elle complète, s'il le faut. Puis elle graisse les parties recommandées. Une fois le moteur en marche, elle procède à la vérification du bon fonctionnement du refroidissement en examinant la température des conduits de refroidissement. Elle s'assure aussi du bon fonctionnement du moteur rien qu'en tendant l'oreille. Le moteur chauffe-t-il trop ? Son bruit est-il irrégulier ? Si oui, elle arrête tout et en cherche la cause, se fait aider par le meunier ou l'artisan. Tout se passe-t-il pour le mieux ? Elle peut alors commencer la mouture.

Cela fait deux ans qu'Aïcha qui ne connaissait rien à l'utilisation d'un moulin est devenue une experte. Elle peut arrêter le moteur, serrer les écrous et exécuter quelques menues tâches dont



◀ Aïcha Namoano

elle ne serait pas crue capable auparavant. Le groupe de meunières comprend trois femmes, épaulées par un meunier. Une mesureuse et une caissière viennent compléter l'équipe.

A Gomoré, les meunières ne sont pas salariées, mais elles ont des privi-

lèges. Aïcha Namoano et ses collègues ont le droit de faire moudre gratuitement leurs céréales, à raison de deux assiettes quand elles assurent le service. Elles économisent à l'occasion le prix de la mouture, soit 100 F.

Mais Aïcha a d'autres motifs de satisfaction. « *Je suis utile à la communauté. Cela me donne le courage et je demande encore des formations. Nous nous respectons dans le groupement. Les hommes aussi sont très fiers de nous. Une femme qui se débrouille, l'homme sait qu'il peut compter sur elle le jour où il est coincé* ».

Aïcha Namoano motive son engagement comme meunière par la peur d'un retour à la situation d'antan. « *Par le passé, rappelle-t-elle, nos mamans se fatiguaient à cause de la mouture* ». En ces temps-là, les élèves allaient à l'école,

Démarrer le moteur exige force et technique. Aïcha Namoano ne désespère pas de réussir un jour.



chargé(e)s de deux assiettes à trois de mil ou de maïs à déposer au moulin à Fada, avant de rejoindre la classe. Les enfants n'avaient pas de bons résultats scolaires. « *Certains jours de pluie, il était difficile de traverser le bas-fonds. Parfois, l'eau emportait toute la farine* », se rappellent les habitants de Gomoré. Désormais, même en saison pluvieuse, les femmes vont cultiver dans leur champ avant de rejoindre celui du mari. Elles déposent le grain à la plate-forme et récupèrent la farine à leur retour.

La vie de meunière n'est cependant pas de tout repos. Le démarrage du moteur reste un objectif à atteindre. « *Je n'ai pas encore réussi à le faire. Car quand on tourne la manivelle rapidement, il faut basculer ensuite le décompresseur vers la gauche pour que ça démarre. Si tu ne peux pas conjuguer les deux mouvements : tourner la manivelle rapidement et basculer le décompresseur, ça ne marche pas* », explique-t-elle.

Aïcha, la meunière, ne se décourage pas pour autant. Elle conseille aux femmes et aux filles de prendre part à la vie des groupements. « *Car on peut t'apporter comme tu peux apporter. C'est grâce à ces associations que la femme est libre, qu'il n'y a plus de mariage forcé* », dit-elle. Véritable boulimique de savoir, elle ne tarit pas d'éloges sur les formations : « *On ne me paie pas pour faire ce travail. Mais j'ai eu la sagesse et je la garde en moi-même* ». Une autre façon de dire que personne ne peut lui retirer les connaissances acquises. ●

LA PTF PRIVÉE

Une entreprise citoyenne

Se soucier de ses intérêts sans oublier ceux de la communauté ! Telle pourrait être la devise des promoteurs et promotrices privées de PTF. Financée par la fondation Shell, cette formule consiste à confier la gestion des plates-formes à des individus et pas seulement à la communauté. Elle permet certes l'épanouissement de l'entrepreneur, mais elle renforce aussi le tissu économique du village et assure la longévité de la plate-forme.

La trentaine à peine, Tembendi Yarga, vit à Pièla, à 105 km de Fada. Ce jeune homme fait partie du club très fermé des promoteurs et promotrices privé(e)s de PTF. Toute la zone de l'Est en compte seulement 14. A l'image de ces hommes et femmes, M. Yarga gère une PTF depuis 2000.

Outre la soudure, l'éclairage, le lavage d'engins (vélos, motos, autos), la vente de boissons fraîches, son entreprise assure la mouture et le décortiquage. Sa plus grande fierté reste cependant l'éclairage, qui a permis à son village de prendre des airs de ville, dès la nuit tombée. En raison de la faible capacité du générateur, le service d'éclairage se limite au marché et au centre de santé. Tembendi établit des factures payables tous les dix jours. Le barème : 100 F par ampoule et par soirée. Le centre de santé bénéficie d'un tarif "social" forfaitaire.

M. Yarga reconnaît volontiers bien gagner sa vie. Même si en bon commerçant, il reste discret sur ses revenus, il admet que la PTF a transformé son

existence. « *Maintenant à Pièla, si je dis que je n'ai pas de l'argent, personne ne peut me croire. Parce que je suis le seul à mener cette activité nouvelle dans cette zone* », dit-il. Rien que l'éclairage peut rapporter 150 000 F sur les 250 000 F mensuels de chiffre d'affaires.



▲
Yarga Tembendi

Session d'échanges d'expériences entre animateurs et promoteurs au siège de Tin Tua.





▲ Machine à laver par aspersion, PTF Pièla. Les promoteurs privés ne manquent pas d'initiative.

Tembendi Yarga s'empresse d'ajouter que les populations de Pièla peuvent, elles aussi, rendre grâce à la PTF. Les nouveaux services offerts, notamment l'éclairage, la soudure, la charge de batterie correspondent à une vraie demande. Les clients ne parcourent plus les 120 km les séparant de Pouytenga, un bourg commerçant, pour recharger leurs batteries. Les forgerons

peuvent eux aussi faire souder désormais leurs outils sur place. Les femmes font décortiquer le maïs qu'elles commercialisent au lieu de le piler comme par le passé.

Tester la gestion par les privés

Hormis les projets destinés à l'émergence d'entrepreneurs ruraux, il existe peu d'exemples d'initiatives de financement directs de promoteurs ruraux. Si Tembendi Yarga et les autres promoteurs et promotrices sont à la tête de micro-entreprises rurales, ils le doivent à la Fondation Shell, qui finance en partie le Programme PTF. Parallèlement à l'option communautaire, il s'agissait de faciliter l'acquisition de PTF par des privés, appelés à rendre service à la communauté.

La formule séduit. Mais devenir promoteur d'une PTF privée n'est pas une

simple question de volonté et d'argent. D'autres considérations entrent en ligne de compte : participation du candidat(e) à des actions de développement du village, bonne moralité, capacité financière, garantie de possession des droits fonciers du terrain d'implantation de la PTF, capacité des femmes à payer les services, etc. Bref, un promoteur de PTF n'est pas un simple capitaliste, mais un capitaliste doublé d'un agent de développement. « *Une telle personne peut nous permettre d'atteindre nos objectifs, plus que quelqu'un qui n'a qu'un but commercial* », explique Moussa Dahani. M. Yarga répond précisément à cette définition. Superviseur d'alphabétisation, il prend part très tôt aux activités de Tin Tua dans sa zone, avant de se lancer dans l'embouche ovine. Il parvient à se constituer un petit fonds et développe son commerce. La possibilité d'acquérir la PTF lui apparaît clairement après une visite à l'unité installée à Soaligou. Pourquoi ne pas en installer une à Pièla, le gros bourg voisin, pense-t-il ?

Obtenir une PTF privée obéit à une procédure complexe. Tout commence par une demande déposée par le promoteur auprès du "diéma", qui l'examine et la transmet au comité d'analyse et de sélection. Celui-ci fonde sa décision sur la taille de la localité du promoteur. Sont en effet privilégiés les villages importants (au moins 7 000 habitants) et ne disposant pas d'énergie. Le promoteur doit aussi obtenir la caution de la communauté, appelée à payer ses services.

Passées ces différentes étapes, le promoteur doit payer une contribution. Pour Tembendi, elle se montait à 600 000 F.

Somme qu'il prend sur ses économies. Il construit aussi un local, une autre condition pour bénéficier de l'unité. Quatre à cinq mois plus tard, le nouvel entrepreneur prend possession de son équipement. Il emploie un meunier, un maintenancier. Tous bénéficient de l'appui d'une équipe constituée d'un animateur, d'un artisan et de la CAC. Commence le plus dur : attirer la clientèle, développer son affaire sans oublier sa contribution au développement communautaire. Le businessman assure quasi gratuitement l'éclairage du centre de santé. De plus, il arrive que Yarga soit sollicité par le village pour résoudre toute sorte de problèmes. « Ça peut être une contribution financière, des conseils ou faire jouer mes relations aussi pour résoudre les problèmes. Je fais tout ça », dit ce promoteur plein d'entrain. Il a ainsi financé, à hauteur de 5 000 F, l'achat par un groupement de jeunes de pelles et de râtaux.

Aider les autres sans couler soi même

L'homme réalise non seulement de bonnes affaires, mais il n'oublie pas la vocation sociale de la PTF, différente, du moulin à grains classique. Mais à trop vouloir privilégier le social, ne risque-t-il pas la faillite ?

Comme lui, de nombreux promoteurs dans les villages doivent trouver le juste milieu entre le développement de leurs affaires et la solidarité qu'imposent les liens de parenté qu'ils entretiennent quasiment avec tout le monde. Réussir cet exercice d'équilibre ne va pas de soi. M.

Yarga étonne par sa vision carrée en la matière. « En affaire, on ne parle pas d'amitié ou de parenté. C'est une activité qui nous permet de chercher l'argent, donc je cherche de l'argent. Je n'ai pas besoin d'amitié ni de parenté pour ça. Tout le monde paie le même prix. Si certains ont des besoins parce que nous sommes amis ou parents, ils peuvent venir me voir. Si je peux faire quelque chose pour eux, je le fais. Mais ça ne rentre pas dans le cadre de mon activité ».

Cette rigueur dans la gestion, cette barrière dressée entre sentiments et affaires se retrouvent chez nombre de commerçants, parfois décriés pour leur insensibilité. Mais l'attitude des promoteurs et promotrices privées s'explique aussi par l'appui en gestion et en suivi du Programme. En effet, privé(e)s ou communautaires, les gestionnaires des PTF bénéficient toutes d'un

Privée ou communautaire, la PTF met l'accent sur la qualité du service.



appui en gestion, garant de leur durabilité. Une bonne partie de ce suivi consiste à fournir un appui-conseil en gestion et marketing.

Outre la bonne gestion, le succès réside aussi dans l'accueil de la clientèle et le respect. « *Si le client demande un service, il faut l'écouter, le comprendre et lui dire clairement ce qu'il y a sans lui mentir. Et puis aussi entre clients et promoteurs et il faut faire attention pour qu'il n'y ait pas de longues discussions* », dit M. Yarga. Il conseille aux meuniers, d'écouter calmement le client même si ce dernier a tort, puis de l'en informer pour lui permettre de tout arranger.

Mais la négociation vient durement à bout de certains problèmes, notamment les contestations sur la consommation d'électricité, en l'absence de compteurs pour la vérification. Certains clients tentent de minorer leur facture prétextant n'avoir pas allumé d'ampoule tel ou tel jour. « *Cela peut arriver et il faut tout de suite le signaler surtout si c'est à cause d'une panne* », conseille Tembendi Yarga. Mais il ne trouve nulle excuse à ceux qui au bout des dix jours réglementaires ne parviennent pas à payer leur facture.

La diversité des activités et surtout le système de facturation complique le travail de l'animateur qui assure le suivi. Le règlement des factures d'électricité tous les dix jours constitue un motif de tension entre le promoteur et la clientèle. Les plaintes de certains abonnés, voire leur

refus de payer et les interminables négociations pour s'accorder sur un prix ne facilitent pas le suivi. « *Pour mon travail ça peut donner l'impression qu'il y a eu des fonds qui se sont dissipés je ne sais pas où* », dit Michel Nouadié l'animateur. Les paiements à cheval sur deux mois constituent aussi un sujet de préoccupation, sachant que le suivi est mensuel.

Pannes coûteuses

En plus des mauvais payeurs, les promoteurs se plaignent des pannes qui « *prennent tout l'argent que nous gagnons* ». Les nombreux investissements à faire limitent M. Yarga dans ses projets. Il voudrait acquérir un moteur plus puissant pour pouvoir faire face à la demande grandissante d'électricité. Avec le développement de la culture de l'arachide à Pièla, les besoins en décorticage s'accroissent sans espoir de pouvoir faire face à la demande dans l'immediat.

Après des années d'utilisation, l'équipement nécessite davantage de maintenance, vu la fréquence des pannes. L'augmentation du prix du gas-oil oblige aussi à une révision régulière des tarifs des prestations, pas toujours bien comprise par la clientèle.

Mais l'homme ne manque ni d'imagination, ni de ressources. Sa foi dans la PTF devait lui permettre de venir à bout de ces "ratés" qui jalonnent le parcours de tout entrepreneur digne de ce nom. ●

Image et son, trait d'union des jeunes

Distraction, échange de conseils et d'informations... le vidéo-club de Alain Lankoandé, à Piéla, exerce un fort attrait sur les jeunes. Le projectionniste se dit fier d'égayer les mornes soirées des habitants, tout en leur offrant un cadre d'échanges d'idées sur la vie de la communauté.

Dans une vaste cour aménagée en salle de cinéma, Alain Lankoandé jongle avec une télécommande. Il charge et remplace les CD selon les goûts de ses clients. Au marché de Piéla, le vidéo-club d'Alain Lankoandé est le point de rencontre des jeunes du village. Entre deux projections, ils discutent des dernières nouvelles de la cité et pronostiquent sur la pluviométrie. Ce jeune homme, d'à peine 20 ans, dit faire œuvre utile en apportant la distraction dans un village plongé pendant longtemps dans l'ennui. « *Lorsque je loue ou que j'achète les cassettes vidéo, je sais que je per-*

mets aux jeunes de se distraire en visionnant les films après les durs labeurs des champs ». De jour comme de nuit, Alain Lankoandé arrive à réunir 30 à 40 jeunes dans son vidéo-club, la version moderne de l'arbre à palabres à Piéla. « *Mon vidéo-club est un lieu de distraction pour le village, mais aussi un lieu de rencontre. Les jeunes partagent les*

**Alain Lankoandé,
exploitant vidéo**

Petits et grands venus faire le plein d'émotions.





▲
Alain Lankoandé

idées ici. Cela est très important pour le village ».

Une fenêtre ouverte sur le monde

L'idée d'offrir des loisirs aux jeunes de son âge trottait dans la tête d'Alain depuis longtemps. Mais elle est devenue réalité grâce à la plate-forme. Au vrombissement du groupe électrogène qui alimentait le poste téléviseur, a succédé l'énergie fournie par la PTF. Chaque soir, le club s'éclaire et les cinéphiles peuvent suivre tranquillement leur film. Alain a

ainsi vu le nombre de ses clients augmenter. « Avec la PTF, les clients viennent encore plus nombreux de jour comme de nuit. Je peux en une séance avoir 50 personnes. Les affaires marchent », reconnaît-il.

Grâce aux bénéfices engrangés, ce jeune homme méthodique a clôturé son vidéo-club en banco. En 2005, il a acheté deux vélos et des fournitures scolaires pour ses jeunes frères qui vont à l'école. Le vidéo-club n'agrémente pas seulement la vie de ses clients, il améliore aussi celle de la famille du projectionniste. ●

LA FORMATION

Quand le savoir libère

Des groupements mieux organisés, plus performants, des femmes assurant, à l'étonnement général, la mouture, le décortiquage, la gestion d'unités économiques ... A l'évidence, la formation assure en grande partie le succès des PTF. Il existe trois types de formation : organisationnelle, technique et économique. La première porte principalement sur l'acquisition de connaissances et pratiques sur les rôles et tâches du CFG, la tenue des outils de gestion. La seconde concerne la connaissance de la "machine", son démarrage, sa maintenance, sa sécurité, les services rendus, tels que la mouture, le décortiquage. La troisième permet d'outiller les femmes en capacités théoriques et pratiques dans la conduite des activités génératrices de revenus (formation à l'extraction d'huile, à la fabrication de savon, etc.).

C'est l'histoire de deux ignorants, défendant chacun une position, sans pouvoir l'argumenter. Mano Marielle, du village de Tougnoabou, aime la raconter pour montrer le chemin parcouru par les femmes depuis l'installation de la PTF. « Par le passé, lorsqu'on se rendait au moulin pour faire moudre nos céréales, nous discussions les prix. Si le meunier disait 50 F, nous rétorquions 15 F. Lui ne savait pas pourquoi il fixait un tel montant et nous aussi nous n'avions aucune base pour faire notre proposition ». Les deux protagonistes finissaient par s'entendre, autrement dit, la femme acceptait le prix fixé par le meunier.

Dans de nombreux villages du Burkina, les meuniers imposent toujours leurs prix, pas à Tougnoabou et dans les

Session de formation à la fabrication du beurre de karité, organisée par la cellule AGR, à Pièla, pour les femmes de la province de la Gnagna.



autres hameaux de l'Est dotés en PTF. Si Marielle et les autres femmes de ces villages se sont "affranchies" des meuniers, elles le doivent en grande partie à la formation qu'elles ont reçue. « *Non seulement, nous savons comment déterminer les prix, mais nous connaissons aussi le moulin. On peut décrire le moteur central, ses différentes parties. On en connaît le fonctionnement, la quantité de gas-oil que le moteur peut consommer en une heure. Cela nous a donné une autre vision et révolutionné notre pensée* », dit Marielle.

Des groupements fonctionnels, des membres performants

Outils les femmes en compétences conditionne le bon fonctionnement des PTF, mais il ne peut assurer leur pérennité. Pour y parvenir, il faut aussi des groupements fonctionnels et d'autres sources de revenus que la PTF. Les trois types de formation, à savoir organisationnelle, technique et économique mises en place par le Programme visent précisément à relever ces défis.

La formation organisationnelle

Il existe un guide sur la gestion opérationnelle destiné au formateur et deux modules : l'un sur les rôles et tâches d'un CFG, l'autre sur la tenue des outils de gestion. Le guide renseigne sur la mission globale du CFG et les rôles et tâches de chaque membre du Comité. Il permet le bon fonctionnement et la meilleure exploitation de la PTF.

Les femmes disposent de cinq fiches pour consigner les informations leur

permettant de gérer au quotidien et suivre leur outil de production. Sur la fiche de maintenance, sont consignés la date, la nature de la panne et les artisans ayant effectué les réparations et les pièces utilisées à cet effet. Une deuxième fiche indique le temps de fonctionnement de la PTF : heure de début et de fin. Les caissières remplissent une fiche unique pour connaître au jour le jour le nombre de clientes et la recette par module. Deux fiches permettent à la trésorière de consigner d'une part les entrées et sorties d'argent et d'autre part les mouvements sur le compte de la PTF : dépôt, retrait, solde.

La formation technique

Là aussi, il existe un guide du formateur et des modules pour l'exploitation et la maintenance des équipements et la sécurité. L'un des modules outille les femmes pour assurer les services de qualité en mouture, décortilage, broyage, etc. Le second type de formation porte sur la maintenance et la sécurité : les femmes apprennent à assurer l'entretien quotidien de la PTF et à détecter les anomalies du moteur ou des équipements. En insistant sur la sécurité, le Programme veut amener les exploitantes de la plate-forme à prendre conscience de son importance et à adopter les mesures qui s'imposent pour éviter les accidents.

La formation économique

Ce type de formation constitue une réponse à la demande des femmes de développer des activités génératrices de revenus. L'acquisition des aptitudes peut concerner la fabrication du beurre de karité, de savon,

etc. Pour assurer ces formations, le Programme fait appel à des personnes ressources, dont il ne dispose pas dans son équipe.

La démarche de formation : partir de l'existant et concevoir des outils adaptés

Comment produire des outils de formation adaptés pour les femmes rurales et mettre en place des structures de gestion fonctionnelles ? Certainement pas en venant pla-

quer des modules ou des approches pédagogiques "prêt-à-porter". La confection des outils se fonde sur les observations des femmes, qu'il a fallu adapter, en les traduisant en langue locale avec les bénéficiaires. La mise en route de la formation obéit à certaines conditions.

AVANT

⇒ s'assurer que le CFG est fonctionnel. Inutile d'assurer une formation pour la forme. Sans un CFG fonctionnel, les chances de réussir sont faibles ;

⇒ identifier tous ceux qui vont participer à

Améliorer l'existant

Six conditions doivent être réunies pour réussir son plan de formation.

1 - Elaborer un plan participatif de formation. Il faut rappeler que le programme a démarré avec des modules conçus au Mali. Bien qu'ayant fait la preuve de leur utilité, ceux-ci auraient été sans doute plus performants, si leur implantation avait obéi à une démarche participative. Le Programme peut néanmoins faire une halte avec les bénéficiaires pour une analyse globale de tous les outils de formation pour élaborer a posteriori un plan participatif de formation.

2 - Valoriser les compétences locales en utilisant les femmes qui ont acquis de l'expérience sur les plans théorique et pratique, avec l'avantage de bien faire passer le message. Ainsi d'anciennes gestionnaires expérimentées des PTF, reconnues par leurs communautés et la CAC pourraient former les nouvelles gestionnaires.

3 - Introduire des supports audiovisuels de formation. Ces outils favorisent les échanges.

Ils suscitent le débat, mais sont pour le moment inexistantes. Ces supports audiovisuels devront être accompagnés de fiches techniques pour en assurer une bonne exploitation.

4 - Traduire systématiquement tous les outils de formation dans la principale langue d'alphabetisation de la zone pour remettre des supports adaptés aux apprenantes en lieu et place des simples notes qu'elles prennent et dont la fiabilité peut être sujette à caution.

5 - Faire de la restitution une pratique systématique à l'issue de la formation pour permettre à toutes les participantes de repartir avec le même message et de pouvoir le restituer dans les meilleures conditions possibles (délai raisonnable, capacité à susciter les échanges autour du sujet restitué, etc.)

6 - Organiser des jeux-concours radiophoniques pour tester le niveau de connaissances afin d'adapter les modules aux bénéficiaires. Cette approche ludique crée un esprit de compétition qui stimule la participation. ●

Des femmes alphabétisées, condition nécessaire pour une bonne maîtrise de la gestion des PTF. Démonstration lors de la célébration de la Journée de l'alphabétisation à Fada



la formation, avec l'appui de l'animateur qui connaît bien le groupe ;

⇒ élaborer des critères de choix des lieux et du nombre de personnes à former : regroupement des CFG géographiquement proches (dans un même "diéma"). Le nombre de femmes ne doit pas excéder la quarantaine pour disposer d'une masse critique tout en assurant une formation de qualité.

PENDANT

△ la formation doit se dérouler en langue locale pour que les participants puissent en maîtriser le contenu ;

△ procéder au partage des expériences des groupements et procéder à leur approfondissement. Les expériences doivent être consignées sur un tableau. Confier cela à une des participantes. Objectif : amener les femmes à reconnaître leurs mérites. « *Si on s'appuie sur ce qu'elles ont, cela assure la pérennité. On s'adapte à leur niveau de connaissance* », explique un formateur.

△ évaluer. Cette activité ne consiste pas à faire remplir par le groupe des fiches ou grilles d'évaluation classiques. Elle met les apprenant(e)s en situation de forma-

teurs et formatrices. Les évaluateurs peuvent alors se rendre compte si l'enseignement dispensé et les gestes appris ont été maîtrisés.

APRÈS

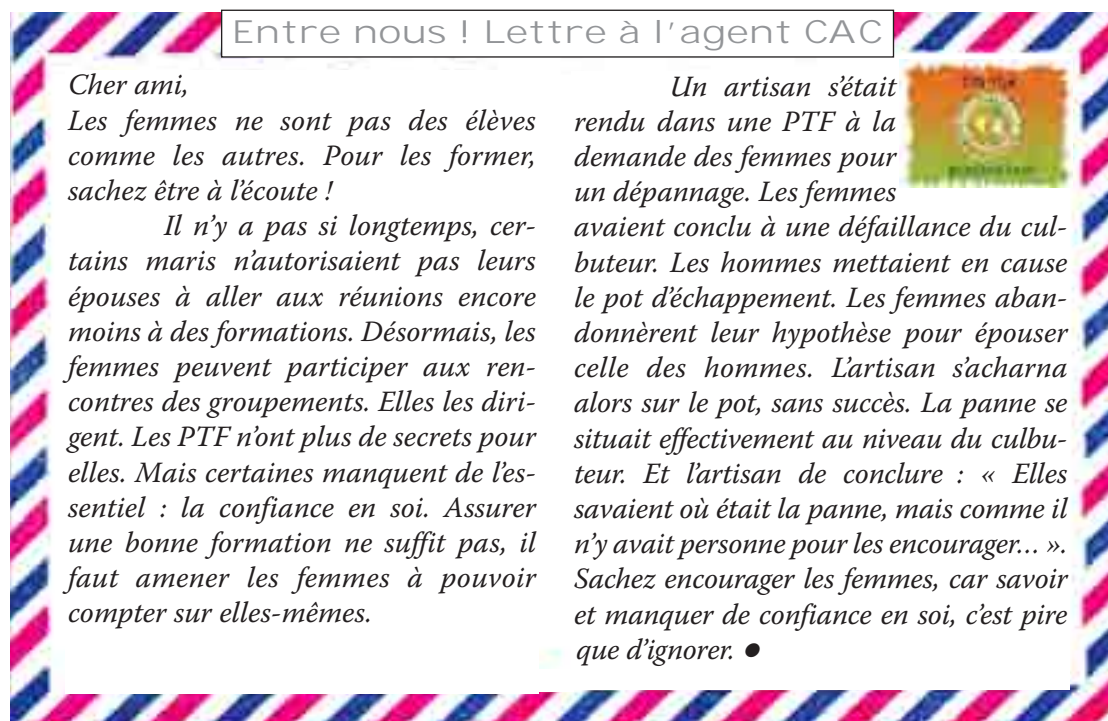
► restituer la formation aux autres membres pour en assurer une large diffusion ;

► charger l'animateur d'assurer le suivi pour l'application des connaissances ;

► mettre à la disposition de la CAC les données recueillies par l'animateur. Cela permet de noter les changements, s'il y a lieu, de savoir si les nouvelles méthodes sont appliquées et de se faire une idée de l'effet de la formation. Des visites d'échanges inter PTF peuvent aussi être organisées là où les formations sont le mieux appliquées.

CFG mieux organisés, techniciennes confirmées

La formation socio-organisationnelle porte sur les rôles et tâches du CFG, la tenue des outils de gestion. Résultat attendu ? Un CFG mieux organisé que les techniciens du programme décrivent ainsi : « *il exécute bien ses rôles et tâches pour assurer la rentabilité de la PTF, pour l'énergie et lutter contre la pauvreté. Il tient correctement ses outils, fait des rencontres de restitution, développe une vision commune, des stratégies pour mieux rentabiliser la PTF, arrive à transférer les compétences aux autres membres du groupement villageois. Il développe des relations de partenariat avec les institutions financières. Sa fiche de suivi*



permet de voir les mouvements en banque, bref d'assurer un bon suivi financier et de rendre les groupements villageois plus crédibles ».

La formation technique dispensée sur l'exploitation des modules de la PTF, la sécurité et la maintenance, permet aux femmes de bien exploiter les modules. Les femmes peuvent faire démarrer la PTF pour moudre, décortiquer, etc. Elles appliquent les mesures de sécurité : par exemple empêcher les enfants de s'approcher des appareils, éviter certains accoutrements à "risque" comme les grands boubous. Dans certains cas, par souci de sécurité, certaines meunières interdisent que les clientes viennent s'agglutiner dans le local de la PTF.

Pour la maintenance, les femmes savent comment procéder quotidiennement au graissage des pièces mobiles, contrôler les niveaux de carburant, d'huile et le système de refroidissement, etc. Elles arrivent en écoutant les bruits du moteur, à détecter les anomalies. Dans ce cas, elles arrêtent le moteur et font appel à l'artisan maintenancier.

Les trois clefs du succès

La formation ne produit son plein effet que si certaines conditions sont réunies. L'exécution du programme dans l'Est du Burkina enseigne que trois sont déterminantes : l'alphabétisation, des outils adap-



▲ Une femme meunière, cela n'existait pas par le passé.

tés et une démarche appropriée. Des femmes déjà alphabétisées constituent un atout de taille pour réussir la formation. En

effet, elles disposent de plus d'aptitudes pour prendre des notes pendant les sessions et assurer une meilleure restitution de retour dans leur village. M. Bonkougou insiste sur l'importance de l'alphabétisation : *« L'alphabétisation, c'est vraiment le moteur. Tout ce qu'on a pu enregistrer comme succès s'explique par le fait que les gens étaient formés et aptes à recevoir le message. L'alphabétisation, ce n'est pas seulement la formation. Elle permet l'ouverture et la confiance en soi... »*.

La méthodologie de la formation a également son importance. Elle doit être caractérisée par la flexibilité, favoriser les débats, attirer l'attention sur les notions importantes à retenir. Enfin, l'existence d'un module de formation adapté (messages et supports) aide grandement à assurer une bonne formation. ●

« *La connaissance se transfère, mais le développement se négocie* »

Au sein de l'équipe de la CAC de Tin Tua, c'est le moins loquace. Mais sur les plates-formes, leur maintenance, la supervision des artisans, l'estimation des coûts de réparation, Christophe Ouédraogo, responsable technique à la CAC, peut soutenir longtemps la conversation.

Plus à l'aise au contact des machines que dans son bureau, Christophe Ouédraogo mérite bien le titre de "super docteur" des plates-formes. Il coordonne une équipe de 13 artisans dont 11 mécaniciens et deux électriciens. Ce sont les "docteurs moulins", parfois d'anciens réparateurs de bicyclettes qu'il a formés pour en faire ses auxiliaires sur le terrain. Ceux-ci forment à leur tour les femmes à la gestion technique opérationnelle et assurent la maintenance et les réparations. Ils font sa fierté. A raison d'un artisan pour 10 plates-formes, chacun intervient dans un rayon de 30 km à partir de son chef-lieu de diéma. Les "docteurs moulins" font la fierté de Ouédraogo. « *Ils sont autonomes et se débrouillent très bien. Cela permet de réduire les coûts de réparation* », dit-il. Les artisans, dotés d'outils de mesure et de clefs diverses font les installations et les réparations.

Depuis 2003 que Christophe



▲ Christophe N. Ouédraogo

occupe ce poste, lui le technicien à la vision carrée porte un autre regard sur le monde et les êtres. Titulaire d'un CAP en mécanique auto, un BEP en maintenance automobile, il a exercé comme enseignant dans ces matières en Côte d'Ivoire et à Fada. Désormais, c'est lui qui apprend. Parlant du développement, il déclare : « *on ne l'impose pas, ça se négocie* ». Et pour cause. Lorsque le programme décide d'expérimenter la maintenance préventive, peu de gens pariaient sur le succès d'une telle option. Comment en effet convaincre des femmes de "réparer" ce qui n'était pas encore "gâté" ? Ouédraogo et son équipe rencontrent alors les femmes. Ils prennent le temps qu'il faut pour discuter avec elles, s'assurer qu'elles comprennent la nécessité de

payer le service, de changer certaines pièces, même non abîmées à intervalles réguliers ? « *On leur a expliqué pourquoi il fallait procéder ainsi. Nous avons dû être patients pour qu'on puisse s'accorder. Le développement ça ne s'impose pas ça se négocie. C'est la grande leçon que je tire de cette approche* ».

Parallèlement à la découverte du monde du développement, notre technicien améliore ses performances au contact de ses collègues du siège. Il le reconnaît volontiers. « *Mon niveau s'est élevé grâce aux contacts avec des ingénieurs. On requiert mon avis pour élaborer des termes de référence et des documents d'experts... ça me fait un "plus" personnel* », dit Christophe Ouédraogo, le technicien-développeur. ●

LA PROGRESSIVITÉ

Une question de rythme

Trouver le bon tempo pour ne pas distancer les femmes et parvenir à respecter le calendrier d'exécution du programme. L'approche progressive permet d'aller au rythme des acteurs. Mais concorde-t-elle avec les exigences du Programme en terme de résultats attendus et de délais à respecter ? Concilier ces deux objectifs, contradictoires en apparence, conditionne le succès de tout projet. Comment la PTF dans l'Est procède-t-elle ?

« **L'**approche progressive consiste à aller par étapes et à passer à l'étape suivante après l'assimilation de l'étape précédente. Il faut avoir une échelle de progression et amener les gens à changer au fur et à mesure », résume Honoré Bonkougou. « *Là où nous apportons la PTF, on veut amener les gens à évoluer dans la maîtrise des outils et des méthodes. Cela implique d'aller progressivement* », complète Moussa Dahani.

La progressivité touche à tout, depuis les activités de renforcement organisationnel et de formation, jusqu'aux équipements, dont l'installation se fait de manière progressive. « *On fait attention à l'assimilation par les gens avant de continuer* », explique M. Bonkougou.

L'approche progressive n'est pas une coquetterie pédagogique. Elle s'impose, vu l'hétérogénéité du niveau du public à former et la nécessité d'une réel-

le responsabilisation des bénéficiaires. Elle commande d'aller non seulement pas à pas, mais de le faire au rythme de la majorité des apprenants. Cette approche exige une capacité d'écoute et d'observation, qui ne sont pas toujours compatibles avec les pratiques habituelles des agents de développement. Mais bien conduite, elle permet d'assurer une réelle maîtrise technique, sociale, organisationnelle de la PTF.

Autre avantage : elle permet de former le plus de femmes, notamment celles du CFG et même du groupement. L'indisponibilité d'un individu ne pénalise pas tout le groupe. Chaque élément est "interchangeable". Aller au rythme du meilleur et assurer sa seule formation pour mettre en œuvre les activités, c'est courir le risque que tout s'arrête s'il est défaillant ou quitte le village. « *Il ne faut pas que le processus soit pris en otage par un seul individu* », explique M. Bonkougou. ●

LA CONFIANCE EN SOI

Du doute à la certitude

Participer aux prises de décision, vaincre la peur, acquérir de la confiance en soi et s'ouvrir aux autres... Les femmes, hier incapables de prendre la parole en public, défendent leurs positions et leurs intérêts. A l'origine de cette "émancipation" : la formation, l'appui des hommes, notamment des notables, la reconnaissance des mérites des femmes par la communauté, etc.

E lancée et toujours souriante, Namoussa Tindano, n'a rien d'une révolutionnaire. Mais dans son milieu, elle pourrait passer pour telle. Le seul fait de rappeler le sort fait aux femmes par le passé l'aurait, il n'y a pas si longtemps, mis au ban

de sa communauté. « Avant la PTF, quand un partenaire ou un appui quelconque arrivait au village, on informait les hommes qui nous informaient à leur tour ».

Aujourd'hui, les choses se sont inversées. « Maintenant nous sommes les premières interlocutrices. Et quand il y a quelque chose, nous sommes souvent les premières informées ». Cette reconnaissance rend service aux femmes. Convaincus de leurs compétences, les responsables du village les font venir à la moindre immobilisation de la PTF pour comprendre ce qui se passe. Elles expliquent alors la nature de la panne, les mesures envisagées pour la réparer. « Cela établit le dialogue avec les notables du village. C'est un grand changement que nous saluons », explique Mme Tindano.

Les femmes s'expriment au sein des instances d'animation de la vie au village. Très peu de décisions importantes se prennent sans requérir leur avis.



Namoussa Tindano, ►
présidente du CFG de
Soaligou

Ce changement, Tindano Namoussa l'attribue à l'arrivée de la PTF. Celle-ci a accru la considération des femmes auprès des notables et des autres habitants du village. Soaligou qui peinait à trouver de l'eau dispose d'un réseau d'eau alimenté par la PTF. Ce changement, attribué aux femmes, fait de celles-ci des personnes écoutées et davantage considérées.

Du temps et du pragmatisme

Aider les femmes à ne plus douter d'elles-mêmes demande du temps et du pragmatisme. La CAC insiste auprès des formateurs pour qu'ils mettent les femmes en situation face à la machine, afin qu'elles prennent de l'assurance lors de l'exécution des tâches. Les formateurs restent deux à trois jours pour rassurer les apprenantes. Ils reconnaissent aussi leur potentiel auquel ils ajoutent des compétences techniques.

Les visites techniques et les voyages d'études, le partage d'expériences renforcent aussi la confiance en soi des femmes.

Les compétences acquises en matière de gestion opérationnelle, d'organisation, de négociation permettent aux femmes de repousser leurs propres limites.

Les responsabilités acquises dans les groupements, lors des rencontres d'échanges par exemple aident les femmes à mieux assumer leurs responsa-



◀ Gomoré. La confiance en soi se cultive et se transmet.

bilités, à se libérer. Elles se découvrent de nouvelles capacités.

Les sensibilisations, la création d'emplois pour les femmes et leur responsabilisation comptent pour beaucoup dans l'acquisition de la confiance en soi. Un animateur de Soaligou explique comment. « *Au village il y a peu d'emplois en dehors de l'appui apporté par les projets aux femmes. Si ça continue, les gens vont constater que ce sont les femmes qui peuvent développer le village. Cela poussera*



▲ Les travaux de construction du château d'eau de Soaligou. Cet ouvrage alimenté par la PTF va réduire la corvée d'eau.

les hommes à écouter les femmes. Au niveau des PTF, ça marche, puisque pour avoir une plate-forme, il faut être un groupement féminin. A Soaligou, les

femmes gèrent, les hommes suivent. C'est ce qui peut apporter le changement ».

Certains attribuent aussi cette confiance en soi des femmes aux religions. Dans les églises, les chants et les danses libèrent les fidèles. Les femmes déclament des versets devant l'assistance. Bref, elles apprennent à surmonter la gêne.

Construire la confiance

La confiance se construit. Toute la communauté, de la cellule familiale au conseil de village, doit y apporter sa pierre. Pour anéantir le sentiment d'incapacité et de peur qui peut parfois paralyser,

Entre nous ! Lettre à l'agent CAC

*Cher ami
Amener les femmes à avoir confiance en elles peut paraître a priori simple, mais il ne faut pas négliger la difficulté de la tâche. Celle-ci requiert de la volonté. L'agent peut se retrouver face à un mur d'indifférence. A l'implantation des PTF, nombre de gens, à commencer par les femmes elles-mêmes, doutaient qu'une des leurs puisse offrir des services de mouture corrects. Une femme meunière ça n'existait pas. Quand il est question de technique, les groupements pensent spontanément à un homme. L'appropriation de l'outil par les femmes se fera au fil du temps grâce à l'appui dont elles bénéficient.*

Désormais, elles recourent très peu aux hommes, sauf pour aller acheter du carburant dans une autre localité.



La réussite est au bout de la persévérance. Il est donc important que les animateurs sensibilisent les femmes sur l'outil PTF qui leur appartient, et sur la nécessité de se l'approprier complètement. Pour cela, les formations classiques doivent faire place au regroupement dans une PTF pour pratiquer l'activité avec l'appui d'un artisan. Cela permet aux membres du CFG de constater qu'il s'agit de technologies simples qu'elles peuvent maîtriser. ●

les proches et l'équipe de la CAC jouent un rôle de premier plan. « *Il faut pousser les femmes à démarrer elles-mêmes la machine et à se surpasser* », rappelle un responsable de "diéma". Un artisan conseille : « *Il faut laisser les femmes travailler de façon autonome. Elles peuvent alors avoir confiance en elle. Il faut leur faire comprendre qu'elles ne peuvent pas faire un travail sans "gâter" quelque chose. On ne peut pas travailler avec une machine sans avoir une panne. Cela va les rassurer et elles auront confiance en elles-mêmes* ».

Le rôle du formateur est donc essentiel. Il doit être respectueux de la personne formée et connaître ses faiblesses pour ne pas créer des situations où elle perd ses ressources à la moindre contrariété.

Bien que le Programme PTF n'organise pas de sessions de formation sur l'estime de soi, il privilégie les cours

techniques où les femmes sont en situation. C'est le cas lors de la mise en place du CFG ou au cours de la défense des projets de développement.

Les partages d'expériences permettent aussi aux hommes de connaître les bonnes pratiques d'autres villages qui ont permis la participation des femmes et donc de s'en inspirer.

Pour que les femmes soient responsables de la PTF, certains vont jusqu'à suggérer : « *il faut dire clairement aux femmes que si elles n'arrivent pas à bien gérer la PTF, on va l'amener ailleurs et là elles vont bien s'y mettre* ». Cela aurait pour effet de doper la volonté des femmes et de les amener à se surpasser.

La valorisation des compétences crée la confiance chez les femmes. Elle crée les conditions favorables au désir d'en apprendre plus, d'accroître ses performances. ●

Les acteurs s'expriment



**Taboudou Timimba,
Kogoudou**

Le mode de fonctionnement de la PTF nous a ouvert l'esprit. Il y a un CFG composé d'une présidente, d'une caissière, de deux meunières et d'une secrétaire trésorière.

Cela permet de connaître le nombre de clients qui viennent pour le service de mouture par exemple, les montants engrangés, la recette de la journée...

Cette organisation a changé notre mentalité. Par le passé, nous avions un moulin, mais ce fut l'échec. Les meunières indiquaient le montant en caisse sans justification. Personne ne pouvait contester ce qu'elles disaient.



Yarga Timbendi, Pièla

La première fois que j'ai vu une femme démarrer la PTF à Soaligou je ne m'en revenais pas, puisque je n'avais jamais vu ça. Je me suis demandé qui le lui avait appris. Au début, personne n'y croyait, mais avec la formation et l'appui des animateurs, les femmes ont pu démarrer un moulin et le faire fonctionner

Les hommes font de moins en moins de différence entre ce qu'ils peuvent faire et ce que peut faire une femme.

Tout le monde peut démarrer la machine et voir ce qui ne va pas. Tout le monde peut enlever les meules pour les faire aiguiser.



Marielle, Mano, Tougnoabou

On travaille toute la journée à la PTF et après, chaque membre de la CFG remplit ses outils de gestion. A la maison, lorsqu'un de mes enfants ou mon mari me demande ce que je fais, je le lui explique. Le simple fait de remplir les outils de gestion accroît la considération que les membres de ma famille me témoignent.



Laali Lankoandé, Pièla

La formation a beaucoup contribué au changement, car elle nous a permis de comprendre l'importance de la concertation au sein du groupement. Pour toute action qu'on veut entreprendre, on échange d'abord. La prise de décision implique tout le monde. Du coup, tout le monde s'engage et on exécute l'activité.

Plus qu'assidue, tenace

En d'autres temps, elle serait sans doute mariée ou occupée à aider ses parents au champ. A 18 ans, Dagouoba Damiba fréquente le CM2, à l'école de Soaligou, un hameau perdu de l'Est du Burkina. Elle prépare le certificat d'études primaires et rêve d'aller au collège à Piela. Si ces projets aboutissent, elle le devra en grande partie à sa mère, convaincue que la réussite des filles passe par l'école. L'histoire de Dagouoba n'a rien d'inhabituel dans l'Est du Burkina. Où parfois les enfants, pour de multiples raisons, vont très tard à l'école. Faut-il pour autant leur en fermer les portes ?

Le courage de Dagouoba est admirable. Malgré l'extrême pauvreté de ses parents, une année blanche passée aux côtés de sa mère malade à s'occuper des travaux ménagers et de ses frères, elle persiste à terminer son cursus. Elève et agricultrice, elle entretient un lopin de terre dont les revenus l'aident à assurer sa scolarité. L'année dernière, elle a récolté cinq sacs d'arachide.

Dagouoba veut devenir « *docteur pour soigner les gens* ». Elle veut aussi avoir beaucoup d'argent pour aider ses parents. Elle semble bien partie, car elle est troisième de sa classe.

Cette jeune fille qui dit apprécier l'obéissance, l'amour du travail, prend aussi du bon temps. Elle joue au ballon le samedi soir et occupe le poste d'avant-centre dans l'équipe de l'école. Elle aime aussi la lecture « *parce que ça peut m'aider dans mes études* », dit-elle. Son maître la cite en exemple. « *Elle s'est toujours surpassée. Et elle ne laisse rien apparaître de ses*

problèmes. Elle apaise aussi les tensions entre les élèves. Elle fait preuve de maturité ».

Si Dagouoba peut caresser le rêve de réussir à l'école, elle le doit avant tout



◀ Dagouoba Damiba

Dagouoba Damiba, élève



La mère de Dagouoba. ►
Changer le destin de sa
fille coûte que coûte.

à sa mère mais aussi à une politique volontariste du gouvernement burkinabé relayée par des organismes de développement.

Sa maman reste le premier soutien de Dagouoba. Elle paie sa scolarité, le père assurant celle des garçons. La mère n'arrête jamais de prodiguer des conseils à sa fille. « *N'abandonne jamais l'école parce que tu deviendras comme moi : pauvre et malade. Par contre, si tu persévères, tu pourras aider ta famille un jour* ». Dagouoba ne va pas chercher l'eau ou le bois, sauf si elle est inoccupée. La jeune

filie explique l'attitude de sa mère par son ardent désir de la voir réussir.

Certes la PTF ne saurait justifier à elle seule l'accroissement du taux de scolarisation des filles à Soaligou, mais elle y contribue. La mère de Dagouoba explique comment : « *Quand on revient du champ, on ne se fatigue plus pour piler le mil. Pas besoin de faire appel aux enfants. Mais le plus important, ce sont les sessions de causeries et d'éducation qui nous ouvrent les yeux. Et cela nous permet de libérer nos filles pour qu'elles partent à l'école* ».

L'effort en faveur de la scolarisation résulte d'une volonté politique accompagnée sur le terrain par les acteurs du développement. Tin Tua s'est résolument engagé sur cette voie. Les conseillers de l'association sensibilisent sans cesse les familles pour envoyer leurs filles à l'école quel que soit leur âge. Ce qui explique que Dagouoba soit au primaire, tandis qu'ailleurs certains de ses petits camarades entrent à l'université.

Mais ce n'est pas le moindre des mérites de cette jeune fille de persévérer sur la voie qu'elle s'est choisie. Mais elle peut compter sur sa mère pour l'épauler dans son long combat pour un avenir meilleur. ●

Soif de lumière

De 8 H à 22 H, les clients peuvent trinquer et deviser gaiement à la buvette de Kiwamba Lankoandé. Le barman ne fait pas seulement de bonnes affaires, il n'achète quasiment plus de pétrole. Car ses enfants, apparemment insensibles au bruit ambiant, profitent de l'éclairage pour étudier.

Installé au bord de la principale voie de Piéla, Kiwamba accueille dans sa buvette les habitants de ce gros village et les étrangers de passage. Le tenancier astucieux, rompu à l'art du marketing, empile les caisses de bouteilles devant son établissement pour attirer les clients. Cette technique, efficace la journée, ne l'est plus la nuit. En effet, avant que la PTF ne fournisse l'éclairage, la buvette, si animée et bourdonnante dans la journée, sombrait dans le silence, la nuit venue. « *Sans la PTF, dans la soirée, même si je reste tard la nuit, les clients ne sortent pas. J'ai à peine 10 clients la nuit.* » Mais depuis l'implantation de la PTF, le nombre des clients a doublé. Kiwamba Lankoandé vit dans sa buvette une ambiance de jour de fête chaque nuit. Il confie fièrement : « *Avec l'éclairage, j'ai plus de 20 clients la nuit. Je ne sens plus la différence entre le jour et la nuit.* »

Faire étudier ses enfants

Kiwamba Lankoandé profite doublement de la PTF. La nuit, insensibles au bruit des clients, ses enfants profitent de l'éclairage de la buvette pour étudier. Kiwamba est content d'éviter à ses enfants les maux d'yeux qu'entraîne souvent la lecture à la

lampe-tempête « *La nuit, les enfants forment des groupes de travail pour s'expliquer les leçons, faire des exercices et apprendre à lire ensemble. Cela est un grand avantage pour leurs études et leur santé.* »

Avec l'énergie de la PTF, la buvette de Kiwamba fonctionne jusqu'à 22 H. Il peut accueillir 50 clients par jour et l'éclairage aide à l'éducation de ses enfants. Aujourd'hui, Kiwamba en veut plus. Il caresse le rêve de voir le nombre de ses clients tripler et sa buvette fonctionner 24 heures sur 24. ●



◀ Kiwamba Lankoandé

LE SUIVI

L'affaire de tous

Suivre, s'assurer que les activités se déroulent comme prévu et aider à surmonter les difficultés qui jalonnent le chemin : peu de projets dérogent à cette règle. Le programme PTF se distingue en assurant non seulement un suivi rapproché mais aussi en se dotant d'instruments de mesure de l'autonomie pour alléger son dispositif de suivi. En deux ans, un délai relativement court, de nombreux CFG s'autonomisent.

Les nombreuses rencontres entre le personnel de la CAC et les membres des groupes facilitent le suivi et rassurent les femmes.



Le dispositif peut dérouter par sa complexité, mais il suffit de comprendre les rôles des uns et des autres pour en reconnaître la pertinence. Le système de suivi s'appuie sur deux piliers : l'un politique, le "diéma", en lien direct avec les bénéficiaires, et l'autre tech-

nique, la CAC. La Cellule travaille en étroite collaboration avec l'animateur de Tin Tua, qui accompagne le CFG pour atteindre les objectifs du Programme. A chacun d'exercer au mieux son rôle !

Les responsables du "diéma" rencontrent les femmes pour échanger sur la vie de la plate-forme. Il ne leur appartient pas de dire que tel document a été bien ou mal rempli. Ce rôle revient à l'animateur, au cœur du dispositif. Le suivi rapproché, qu'assure l'animateur, vise principalement le renforcement des compétences techniques et la mise en relation avec les artisans et les prestataires.

L'animateur collecte aussi les données dans les PTF, les achemine au "diéma" pour visa avant transmission à la CAC. Celle-ci n'assure pas de suivi quotidien, mais général. La CAC produit un rapport transmis au secrétariat exécutif de Tin Tua, qui le fait parvenir à la coordination nationale. « *C'est vraiment une chaîne* », s'exclame enthousiaste, Moussa Dahani, res-

ponsable du suivi. Ayant eu à exercer les mêmes fonctions par le passé dans d'autres projets, il connaît les limites des systèmes classiques et apprécie mieux ce qu'il considère comme les points forts du suivi, version PTF. « *S'il y a plusieurs suivis sur une activité, ça encourage davantage que si on a affaire à une seule personne qui passe une fois par mois, ou moins. Souvent, c'est une seule visite l'an et c'est fini. Si le suivi est fait par plusieurs personnes, le bénéficiaire apprend beaucoup de choses* », dit-il.

En attente d'appui

A titre d'illustration, en juillet 2006, un promoteur reçoit, comme c'est souvent le cas, la visite d'un agent de la CAC, venu livrer des vis pour la maintenance et des pièces à changer une fois tous les six mois. Après le départ de l'agent de la CAC, les responsables du "diéma" sont venus s'assurer que tout se passait bien. Les autres membres des CFG ont été invités à venir au chef-lieu s'approvisionner en vis. Un artisan résidant au chef-lieu a assuré l'appui aux PTF dans les villages.

L'appui de proximité permet à l'animateur, lors de ses tournées régulières, de mettre en évidence les difficultés de remplissage des fiches ou des documents. S'il parvient à les corriger, l'agent de la CAC trouvera les fiches propres et bien remplies. Il encouragera les femmes pour la qualité de leur travail. Celles-ci comprendront l'importance de l'appui-conseil apporté par l'animateur. Et du coup, elles accepteront mieux ses conseils. Bref, chaque maillon de la chaîne aura bien fonctionné.

L'histoire du développement fourmille d'exemples de réalisations inachevées faute de suivi. Un agent technique cite le cas du logement d'un enseignant dont la construction a duré deux ans. Le suivi se faisait depuis la capitale. Et l'agent de constater : « *On a fait une année sans jamais terminer ce logement. Alors que si l'appui-conseil était plus proche cela aurait facilité la responsabilisation et la participation. L'absence finit par éteindre l'enthousiasme des gens. Quand on vient, on ne trouve personne. Il faut courir par-ci par-là pour les attraper et ce n'est plus une bonne mobilisation* ».

Mentalité d'assistée, manque de confiance en soi : il arrive que certaines femmes renoncent à exploiter un moulin pour le remettre aux hommes. Ce fut le cas à une quarantaine de km de Piéla. En 1999, les femmes de ce village reçoivent un moulin flambant neuf. Elles sont formées pour l'exploiter. Tant que les responsables du "diéma" se rendaient sur les lieux une fois par mois pour s'assurer du bon fonctionnement de l'équipement, tout marchait bien.



▲ Des artisans "volants" pour dépanner à la demande.



▲ Un suivi de qualité, principal atout du Programme et gage de durabilité.

Après une interruption de quatre mois, les visiteurs constatent que le moulin ne marche plus. Ce que les femmes confirment en leur expliquant que cela dure depuis des semaines. Elles attendaient tranquillement qu'ils viennent le réparer. Ce qui fut fait et les activités reprurent. Faute d'un suivi régulier, les difficultés recommencèrent. Les femmes reconnaissent volontiers que le moulin les aide et allège leurs tâches ménagères, mais elles se disent incapables de le gérer. Elles proposent de le louer à un homme. Les responsables du "diéma" refusent. Le moulin est immobilisé un an durant. Puis en désespoir de cause, ils acceptent de confier la gérance à un homme

proposé par les femmes elles-mêmes. Curieusement, le moulin fonctionne encore aujourd'hui.

Suivi lourd ? Pas vraiment ?

De toute évidence, la proximité et la régularité de l'appui-conseil aident les femmes à mieux assumer leurs responsabilités. Pour autant, le système de la PTF n'est-il pas trop lourd ? « Non », répond le président du "diéma" de Piéla. « *Ce n'est pas lourd. C'est une organisation interne au niveau "diéma". En fait, c'est une activité qui entre dans le cadre des tâches du "diéma". Donc chacun est obligé de suivre. Quand le diéma cite ses activités, si la PTF n'est pas en première position, elle vient en deuxième position. C'est pourquoi, ce n'est pas une charge* ».

Le président rappelle que les tâches sont bien réparties. L'animateur donne des conseils que viennent renforcer et compléter les responsables et les agents CAC. « *Le suivi augmente les motivations des bénéficiaires* », estime le président qui poursuit : « *C'est comme une formation. Apprendre aux femmes comment moudre le mil, c'est une formation. Si vous vous contentez de venir enseigner cela une fois tous les six mois, elles finiront par se décourager* ». ●

Les acteurs s'expriment



Marie-Claire Ouoba,
animatrice, Kantchari

Merci à la CAC ! Même si on réveille ses agents à minuit, pour leur faire part d'un problème, le lendemain matin, ils nous apportent la solution. Pour que la CAC soit efficace, elle doit être disponible. Ensuite, il y a les artisans. Si nous avons des pannes, la PTF ne peut pas être fermée pendant un à deux jours avant que l'artisan arrive. Quel que soit le problème, si les animateurs n'arrivent pas à résoudre, si on fait appel à la CAC, on trouve la solution.



Yarga Timbendi,
promoteur privé

C'est grâce au suivi que les femmes ont pu renforcer leurs capacités techniques de gestion de la PTF. Pour démarrer le moulin, les femmes apprennent petit à petit et finissent par réussir. Pour moi, une PTF communautaire, c'est comme un âne qui laboure. Si on attèle la charrue sans diriger l'âne, il va et s'arrête où il veut. Mais si tu le diriges bien au début, chaque jour il fait bien son travail. Si le suivi n'est pas bien fait pour que ça aille loin, ça va s'arrêter.



Yamidié Lankoandé,
président, "diéma" de Pièla

Avant l'implantation des PTF, il existait des moulins simples, mais sans suivi. Trois de ces moulins installés entre 1992 et 1998, dans les villages du "diéma" de Piéla, sont tous tombés en faillite, faute de suivi. Les gens n'étaient pas formés et ils devaient se débrouiller tout seuls. Mais avec l'arrivée de la PTF, comme il y a plusieurs suivis, on constate qu'il y a beaucoup de changements.



Michel Nouaidié,
animateur, Pièla

Le suivi permet de bien faire fonctionner la PTF. Si vous arrivez dans la PTF, vous verrez que ce sont les femmes qui font moudre le grain et ça c'est rare. Si le gas-oil manque, une femme prend son vélo pour aller chercher. Aiguiser les meules ? C'est encore les femmes. Tout ça c'est le résultat du suivi et de la sensibilisation, l'appui de l'animateur, du "diéma" et de la CAC. Sinon, elles n'auraient pas pu le faire. En tout cas, il aurait fallu plus de temps. Si les femmes bénéficient d'une formation et d'un bon suivi, leur moulin marche mieux que celui des hommes. Mais tant qu'elles n'ont pas de suivi, jamais elles ne pourront faire marcher le moulin. Il y a aussi une répartition des rôles, entre animateurs, "diéma" et CAC pour atteindre un objectif commun.



▲ Samuel Lankoandé

Samuel Lankoandé, animateur

Les yeux et les oreilles du Projet au village

De la disponibilité à revendre, une bonne dose de moralité, des connaissances techniques... Autant de qualités qui font de l'animateur, le meilleur ambassadeur du projet auprès des populations. Samuel Lankoandé, exerce ce métier depuis une bonne dizaine d'années. Il mérite le titre de "représentant permanent".

A Kalmama, un village de la zone de Pama, dans l'Est du Burkina, Samuel Lankoandé ne passe pas inaperçu. De loin, les ronflements de sa moto, son unique moyen de déplacement, annoncent son arrivée. Une fois par semaine, il vient aider les membres du comité féminin de gestion à bien exercer leurs tâches. Aujourd'hui, il rend visite au groupement "lagamtaba", composé de 80 femmes, dont 17 savent lire et écrire. Il vient s'assurer que les femmes maîtrisent les techniques de restitution mensuelle des données. Ce jour-là, le groupement tient sa réunion de restitution. Il s'installe dans un coin et observe. Car cela fait déjà quelques mois qu'il a inculqué aux femmes les rudiments en la matière. Normalement, elles devraient pouvoir se passer de lui. Samuel prend note de leurs lacunes et réussites. Il sait ainsi sur quoi mettre l'accent lors de sa prochaine mission de suivi. A la fin de la session, premier bilan : les femmes pensent s'être bien acquittées de leurs

tâches. Lui n'est pas de cet avis. « *Elles oublient de mentionner l'heure de démarrage ou d'arrêt de la PTF de façon systématique. Ce qui complique le suivi. Car sans cela, il est quasiment impossible de calculer le temps de fonctionnement du moteur pendant la journée. Elles ont donc un problème de remplissage de cette fiche. Mais elles n'en ont rien dit pendant la restitution* », résume-t-il. Mais ce que Samuel a peut-être oublié, c'est que les femmes se sont bien appropriées leurs outils de gestion et n'ont retenu que les outils strictement utiles pour elles.

N'est pas animateur qui veut. Apprendre à des femmes qui n'ont jamais géré une unité économique à le faire ne va pas de soi. Lankoandé reconnaît que c'est « *un lourd travail pour l'animateur, car il faut commencer à la base : qu'est-ce qu'un bien public, comment le gérer, qu'est-ce que ça peut rapporter ?* ». Ces conditions remplies, les femmes se montrent assidues et appliquées. Certaines arrivent à démarrer la plate-forme, font correcte-

ment la mouture. Elles prennent part aux rencontres.

La personnalité de l'animateur constitue une des clefs du succès. Samuel Lankoandé décrit l'animateur modèle en ces termes : « *il doit être physiquement apte et avoir un bon caractère. Il doit avoir le sens de l'accueil, faire preuve de patience, s'exprimer clairement, être compétent et faire passer le message. Il doit prendre garde à ce que les hommes ne détournent pas l'équipement* ». Samuel insiste sur un autre point rarement abordé : le comportement. Il déconseille aux animateurs de s'intéresser de trop près aux femmes. « *ça peut créer des conflits et ça peut empêcher l'animateur de pouvoir mettre pied dans le village* », explique cet amateur de sport, qui s'est présenté en mai dernier aux élections législatives dans sa zone. « *Vu les problèmes que vit ma province, je veux me battre et l'amener sur la voie du développement* », explique ce candidat malheureux à la députation.●



▲ Communiquer avec les femmes : un art qu'il faut maîtriser pour faciliter l'adoption des messages.

Quand l'éclairage aiguise l'appétit des affaires

Nadiéba Mimhenmi rêve de nourrir tout Piéla avec son kiosque. Il sert le petit-déjeuner et le déjeuner. Avec l'éclairage, ses clients ne dîneront plus dans l'obscurité. Nadiéba gère mieux son temps à la satisfaction de sa clientèle.

C'est une modeste cabane en bois qui ne paie pas de mine. Mais pour les habitants de Piéla, c'est la référence en matière de restauration rapide. Les clients y affluent et M. Nadiéba sert riz, café, sandwiches et omelette sans désemparer. Quasiment seul aux fourneaux, le "kiosquier" fait la navette à longueur de journée entre le

marché de Piéla et son fastfood pour s'approvisionner en huile, additifs alimentaires et autres ingrédients. Des occupations journalières combien épuisantes pour le kiosquier passionné qui n'arrivait pourtant pas à satisfaire ses clients du soir.

Ce n'est plus le cas depuis l'arrivée de la PTF à Piéla. Depuis cinq ans, Nadiéba Mimhenmi dispose de plus de temps pour accueillir ses clients pour le dîner. Si par le passé il préparait le riz une fois dans la journée, désormais, il sert le repas jusqu'à 22 heures sans interruption. « *J'arrive à satisfaire mieux mes clients la nuit, j'ai le temps de bien préparer et je me sens bien dans le travail, parce que je ne le fais plus à la hâte, je prends mon temps pour bien faire* » Nadiéba réorganise son travail. « *Ce temps que j'ai grâce à la PTF, je l'utilise pour rentabiliser mon commerce.*



◀ Nadiéba Mimhenmi

Par exemple, avant c'était le jour que je faisais tout le travail. Des fois, je ne finissais pas tôt. Maintenant, je fais la moitié de mon travail la nuit. J'égorge les poulets et j'apprête la viande, parfois dure à cuire. Du coup, le matin la sauce devient facile à faire ».

Longtemps limité dans ses ambitions, faute de temps et d'éclairage, Nadiéba arrivait difficilement à organiser son travail et à satisfaire sa clientèle. « *Le soir, j'étais obligé de fermer, malgré l'affluen-*

ce de la clientèle. Je ne peux pas travailler dans le noir et sans éclairage ».

L'éclairage a donc été à l'origine du gain de temps de M. Nadiéba. En arrivant à coordonner ainsi son travail, le kiosquier rêve d'étendre ses activités en vendant la sucrerie et l'eau glacée. Pour un homme d'affaires à l'appétit aussi vorace, un tel projet ne devait pas tarder à se réaliser. ●

LE PARTENARIAT

Un champ en friche

Toujours proclamé, rarement mis en œuvre, le partenariat exige que les deux parties y croient, entrent en dialogue et persévèrent dans l'effort. Il faut aussi surmonter la réticence, supposée ou réelle, des bailleurs de fonds aux procédures différentes et tous soucieux de la visibilité de leur intervention. A qui attribuer en effet les bénéfices des résultats issus du partenariat ? Le Programme PTF dans l'Est du Burkina joue à fond la carte du partenariat. Il parvient ainsi à faire financer des équipements et des locaux pour abriter les PTF, facilite l'accès au crédit des femmes. Lui-même recourt à d'autres structures ou projets pour assurer certaines prestations (installation de réseau d'eau, formation, etc.).

La concurrence, l'affaire des seules entreprises privées ? Pas vraiment. Le monde du développement fourmille d'exemples où chaque projet veut tirer la couverture à soi. Dans un village de la Gnagna, une province de l'Est du Burkina, un organisme avait construit une école de trois classes et deux logements pour les maîtres. L'année d'après, un programme d'envergure nationale édifiait trois autres classes. A la fin des travaux, le directeur de l'école se retrouvait avec quatre logements. Que dire aussi des conditions changeantes, selon l'intervenant, des taux de crédit ou de contribution pour l'alphabétisation ? Tandis que certains projets demandent une contribution, fut-elle symbolique (cahier et ardoise), pour que l'apprenant prouve son intérêt et son engagement, ailleurs, tout est gratuit. De la nourriture et des "per diem" sont même servis.

Ces approches différentes finissent par dérouter la population, qui ne manque pas d'en tirer profit, jouant les organismes d'appui les uns contre les autres. Ces deux exemples prouvent que l'absence de partenariat occasionne du gaspillage de ressources et peut durablement hypothéquer le développement.

Investissements programmés

M. Ouga Yaméogo, le responsable infrastructure du Projet Fonds d'autopromotion (PFA), un projet financé par la GTZ, et intervenant dans la région de l'Est, est familier de ces problèmes. Il les attribue à l'inexistence d'un esprit de partenariat dans le monde du développement, mais pas seulement. Les procédures des bailleurs de fonds, les décisions imposées de la capitale, l'absence de coordination réelle des activi-

tés de développement à l'échelle locale expliquent aussi cette situation. « *Chaque bailleur a ses conditions que ni les agents terrain, ni le gouvernement ne peuvent changer, s'ils veulent bénéficier des fonds. Ce qui explique que lorsqu'on va sur le terrain, tel partenaire aide les populations avec telles conditions et tel autre avec d'autres conditions* ». M. Yaméogo poursuit : « *Je me suis rendu compte que les responsables des services déconcentrés ne sont pas informés. Chacun voulant présenter des résultats, mènera son activité tout simplement parce que c'était programmé. Il y a aussi un problème de coordination du développement à l'échelle nationale* ». Et le technicien de citer l'exemple des centres de santé et de promotion sociale (CSPS) construits par le Projet Fonds d'autopromotion (PFA) dans les villages. Le programme a dû batailler pour éviter la construction d'un deuxième CSPS dans le même village. « *Nous avons bénéficié de la compréhension du directeur régional de la santé pour que ce deuxième CSPS ne soit pas construit de force. Il y a donc un problème de coordination sur le terrain* », explique M. Yaméogo.

Des abris pour les PTF

Le PFA ne se contente pas de déplorer les dégâts qu'entraîne la concurrence entre intervenants sur le terrain. Il donne l'exemple en s'engageant concrètement. Le Programme a financé trois abris PTF à hauteur de 15 millions F à Bogninga, Kongloré, Kogouli. Il s'agit de bâtiments en matériaux définitifs. Le Projet de gestion de la faune de Boumoana (FAUDEB), une ONG, et le



Projet d'Appui aux Micro Entreprises Rurales (PAMER) financé par le gouvernement burkinabé et le FIDA ont également investi 3 millions F chacun, le premier dans la construction d'un local, le second dans l'achat d'un moteur et d'une décortiqueuse. Un organisme de développement local, le PADL KOM, a permis à deux groupements, ceux de Kpankpage et Karmama d'avoir un crédit de 800 000 F, grâce à son fonds de nantissement.

Comment expliquer ce type d'appui, plutôt rare, surtout lorsqu'il s'agit d'engagements financiers aussi importants ? Deux conditions doivent être réunies : intervenir dans les mêmes villages et connaître les conditions respectives de chaque partenaire. Ainsi, les responsables du PFA savent que le Programme PTF faisait obligation aux communautés de construire l'abri avant d'assurer l'alphabéti-

▲ La PTF de Kongloré, fruit de l'entente entre Tin Tua et le PFA, un projet de la GTZ.

sation et d'apporter l'équipement. Mais la requête doit venir des populations qui en justifient le bien-fondé. Un autre élément à considérer : le partenariat déjà expérimenté par le passé entre le PFA et Tin Tua pour la construction de banques de céréales. « *Cela nous a conforté à continuer dans la collaboration* », admet M. Yaméogo.

La contribution du PFA s'appuie aussi sur des bases solides, notamment l'étude de faisabilité menée par le Programme PTF. L'EFP fournit des informations techniques de qualité sur la rentabilité de l'unité économique.

La complémentarité entre Tin Tua et le PFA porte aussi sur le renforcement des capacités mené par les deux institutions. « *La formation apportée par les PTF a aussi pesé dans la décision d'engagement du PFA. Nous avons été convaincus que si on prenait un engagement financier, il avait des chances de durer et de se pérenniser. Ces garanties-là sont importantes, pour que le partenariat se matérialise* », dit M. Yaméogo.

Le cas du FAUDEB, une ONG d'éducation environnementale, donne un autre aperçu de la façon dont le Programme

Entre nous ! Lettre à l'agent CAC

Cher ami,

Un partenariat réussi passe par diverses étapes et attitudes :

- reconnaître l'importance du partenariat, autrement dit avoir l'esprit de partenariat. Il existe une tradition de partenariat chez Tin Tua en matière d'alphabétisation. Cet atout a permis d'ouvrir des portes. En clair, la structure hébergeant le programme doit avoir une culture du partenariat ;
- bien connaître le partenaire et inversement ;
- arriver à faire comprendre les objectifs du programme en mettant l'accent sur sa valeur ajoutée. Il s'agit de développer un bon plaidoyer en faveur du partena-

riat. Il est relativement facile de démontrer que si les populations rurales ne peuvent pas dégager du temps à consacrer à d'autres activités, toutes les initiatives à leur endroit dépasseront rarement le stade de l'intention. Comment faire des fosses fumières si le temps manque pour apprendre à les confectionner et ensuite les construire et les entretenir ? Une synergie d'action s'impose pour le développement local, voire du pays ;

- l'existence de cadres de concertation, la formalisation et le respect des engagements par la signature d'un protocole ;
- la coordination des actions, pour éviter l'éparpillement des

interventions

- l'engagement des populations. Elles doivent être capables de présenter un cahier de gestion et accepter les observations. Elles doivent aussi participer aux réunions programmées ;
- une concertation depuis la conception, jusqu'à la réalisation, et même après par la mise à disposition des rapports aux partenaires. Cela peut accroître le sentiment de considération vis-à-vis de la CAC ;
- le besoin d'assurer la visibilité du partenariat auprès des donateurs, etc. ;
- le partage des fruits du partenariat. ●



PTF noue les relations de partenariat sur le terrain. Le FAUDEB aide les populations à augmenter et diversifier leurs sources de revenus. Dans un de ses villages d'intervention, les femmes collectaient les amandes de karité mais ne disposaient pas de l'équipement approprié pour extraire le beurre. L'ONG, qui n'intervient pas sur ce créneau, n'avait pas les moyens de faire face à la demande soumise par les femmes. Comme l'explique M. Moumouni Lankoandé, responsable du FAUDEB. « *Quand on a appris qu'au niveau de Tin Tua cela se faisait, on a orienté le groupement féminin qui nous acculait à cause du matériel, vers la PTF* » .

Le FAUDEB rédige la demande. Suite à cette manifestation d'intérêt, l'équipe de la PTF rencontre les femmes à deux ou trois reprises en l'absence du FAUDEB. Les femmes mobilisent alors les fonds pour la PTF. « *Après, il fallait un bâtiment pour installer le matériel. Et les femmes n'ont pas hésité à venir nous voir et on les a accompagné. Puis, Tin Tua est venue installer trois équipements* ». Là aussi, la demande est partie des populations. Elle s'est également basée sur une approche privilégiée par la structure partenaire, à savoir le cofinancement. Cette stratégie consiste à faire appel à une structure locale pour financer en partie une activité ou des équipements.

Femmes soudées et soulagées

Un bon partenariat est mutuellement avantageux. Si le Programme PTF bénéficie d'investissements aussi importants pour étendre ses activités, les structures qui l'appuient admettent, elles aussi, gagner dans

l'opération en réalisant leurs objectifs de développement. « *Avec Tin Tua, nous avons la satisfaction que les populations sont convaincues que nous travaillons ensemble pour elles. Les femmes peuvent venir se renseigner soit chez nous, soit chez Tin Tua. Du coup, les populations savent que nos objectifs ne sont pas concurrentiels* », dit M. Yaméogo. Mais, ce qui importe le plus, ce sont les retombées directes. Le partenariat contribue au mieux-être des populations par la fourniture d'énergie, l'allègement des travaux domestiques, l'accroissement des



◀ Ouga Yaméogo



◀ Moumouni Lankoandé

Partenariat : comment procéder

Pour faire du partenariat une réalité, le Programme PTF développe des outils et une démarche.

1 - S'insérer dans le dispositif de concertation au niveau local. Tout commence par la rencontre avec le secrétariat permanent du Cadre de concertation régional, hébergé par la direction de l'Economie et du Développement, pour faire part de sa volonté de prendre part aux rencontres. La présidence, à savoir le gouvernorat, reçoit également la visite du coordonnateur de la CAC.

2 - Cofinancer la tenue d'une session pour présenter ses activités en faisant inscrire à l'ordre du jour le Programme national PTF. Le jour de la session, l'équipe présente le Programme : objectifs, stratégie, outils, moyens. A cette rencontre, les membres de la Cellule insistent aussi sur le fait que le programme compte sur l'appui des autres acteurs, ces devanciers sur le terrain, pour atteindre ses objectifs.

Les réactions du public permettent d'approfondir la présentation du Programme. Le président et le secrétaire permanent conseillent alors de toucher tel ou tel acteur pour créer des synergies pour le développement de la province ou de la région. Dès lors, l'équipe dispose d'assez d'éléments pour se faire une idée globale des différents acteurs. Elle peut alors prendre des contacts pour des visites et des échanges ciblés avec des organismes d'appui, dont l'aide est déterminante pour la réussite du programme PTF.

3 - Organiser des visites ciblées. Les visites personnalisées aux membres du cadre constituent un autre moyen d'approfondir la connaissance mutuelle. Ces rencontres sont précédées par la diffusion de dépliants, d'affiches, d'articles dans

"Labaali", le bulletin de Tin Tua et d'émissions de radio sur le programme PTF. Lors de ces échanges ciblés, le programme est présenté une fois de plus à tout le personnel de la structure accueillante. La quasi totalité de l'équipe de la CAC se déplace pour lui permettre d'être suffisamment imprégnée des réalités du partenaire potentiel. Sur place, les deux équipes déterminent les domaines de collaboration : sera-t-il question de construction d'abris dans des villages d'intervention communs, la CAC apportant alors son savoir-faire ? Quelles autres formes pourrait prendre le partenariat ? De là naissent diverses initiatives telles que celles mises en œuvre avec l'appui du PFA, du FAUDEB, du PAMER, du PADL etc. ●

revenus monétaires... Les partenaires de Tin Tua constatent qu'avec l'arrivée de la PTE, les femmes sont "plus soudées", car elles disposent d'un équipement ou d'un local à gérer ensemble. « *Cela nous a aidé pour notre salle polyvalente dont on n'était pas sûr de pouvoir payer l'éclairage. Par ailleurs, notre objectif étant d'augmenter les sources de revenus des populations, voilà qu'avec la PTE, les femmes sont soulagées et gagnent plus* », dit le responsable du FAUDEB.

Certes, la période creuse de ramassage de noix de karité ralentit l'activité, mais il suffit que celle-ci reprenne pour que les charges de carburant soient amorties et que les bénéficiaires augmentent.

La CAC et le FAUDEB vont plus loin : les deux équipes s'informent mutuellement de leurs déplacements respectifs sur le terrain et font coïncider leurs réunions le même jour. Pourquoi faire autrement lorsqu'on s'adresse au même groupe ?

Le prix des efforts et de l'engagement

« *Notre programme est transversal. Il touche à plusieurs axes. On ne peut pas tout maîtriser. Le partenariat s'impose à nous* », explique Honoré Bonkoungou. L'équipe recourt à diverses compétences. Elle a ainsi signé des protocoles d'accord, dont un avec la direction régionale de l'hydraulique de l'Est pour l'installation du réseau d'eau, la formation des membres du comité de gestion des points d'eau.

En dépit d'une ébauche d'approche

et des bons résultats affichés, conforter les acquis du partenariat et lui donner un coup de fouet passe par l'élaboration d'une réelle stratégie de partenariat. Elle suppléerait l'approche au coup par coup qui caractérise l'actuelle démarche. Elle permettra de définir de façon claire les objectifs du partena-

riat et aidera à développer une méthodologie et des outils pour sa réussite. Il s'avère également impératif de produire un document sur les résultats du partenariat, ses exigences et limites pour une large diffusion. ●

Les acteurs s'expriment



Odette Nassouri, CAC - Tin Tua

Nous approchons les partenaires au développement de la localité pour bénéficier de leur expérience. J'ai demandé aux animateurs de nous signaler toutes les opportunités pour prendre attache et parler de la PTF et des activités que nous développons. Cela nous permet d'envisager l'appui qu'ils peuvent nous apporter, en tout cas la synergie pour développer nos activités. À Diapaga, j'ai déposé plusieurs demandes pour appuyer le groupement en maraîcheculture et embouche. Un de nos groupements a pu défendre son dossier qui est passé pour l'embouche porcine et ce groupement sera formé. Il aura un fonds de roulement pour développer l'activité.



Tindano Namoussa, Soaligou

Avant la PTF, nous ne pouvions pas échanger avec les partenaires. Mais maintenant, dès que nous avons l'information, nous nous déplaçons pour de plus amples informations. Même au niveau du village, les partenaires viennent nous poser des questions, il est très aisé pour nous de leur dire ce que nous attendons pour le village.

LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Du temps et du crédit pour sortir de la pauvreté

Sans crédit, pas d'investissement. Et où une femme n'offrant aucune garantie peut-elle espérer bénéficier d'un emprunt ? Certainement pas dans les institutions financières classiques, dont elle remplit rarement les conditions. La PTF s'est imposée comme la "banque" des femmes. Grâce aux bénéfices qu'elle génère, la plate-forme permet non seulement aux membres des groupements de se faire du crédit en interne à des conditions douces mais aussi de disposer de temps pour mener à bien leurs activités génératrices de revenus (AGR). Vente de dolo, engraissement de moutons et de bœufs, fabrication de savon et de beurre de karité, vente de céréales... les sources de revenus abondent.

Animatrice à Kantchari, Marie-Claire Ouoba est bien placée pour témoigner de la révolution introduite par les PTF en matière d'AGR. Cette jeune femme rappelle le chemin parcouru par son groupement, chiffres à l'appui. *« Avant la PTF, nos crédits à la caisse populaire ne dépassaient pas 500 000 F. Chaque femme recevait 25 000 F au plus. De quoi payer deux à trois sacs de mil pour faire le mil germé pour le dolo. Maintenant, les femmes arrivent à prendre 10 sacs voire 20 pour les revendre ».*

Marie-Claire raconte l'histoire d'une femme à qui le groupement a octroyé un crédit de 200 000 F. Elle a acheté une vingtaine de sacs de mil, gardés en magasin et deux fûts de haricot de 50 litres.

Outre la vente de céréales, très rentable dans la région, les membres du groupement pratiquent aussi l'embouche. Où obtiennent-elles les fonds de départ ? Une fois de plus auprès du groupement et en puisant dans la caisse de la PTF. A Kantchari, cette nouvelle activité prend de l'essor. *« Avant on ne payait pas de bétail pour l'embouche, mais avec la PTF, certaines femmes acquièrent des moutons et jusqu'à trois à quatre bœufs. Elles achètent les aliments et les médicaments et entretiennent très bien le bétail qu'elles revendent. Ça paie bien »*, dit Marie-Claire. Un mouton bien engraisé peut rapporter le double de son prix au bout de six mois.

A Kantchari, le dolo ou bière de mil étanche la soif et stimule la discussion. La

préparation du dolo incombe aux femmes. Dans les ménages polygames, les épouses cotisaient pour acheter et préparer le dolo à tour de rôle. Désormais, les femmes du groupement s'endettent et achètent individuellement leur mil qu'elles font germer. Elles gagnent plus, car elles ne sont plus obligées d'aller s'approvisionner au prix fort auprès d'un commerçant. Financièrement autonomes, les femmes peuvent acheter plus de mil et préparer leur dolo à tout moment.

Dans d'autres PTE, les bénéfices générés par le crédit permettent de satisfaire les besoins de la famille, comme l'explique Tindano Rachel. *« Avec les bénéfices que je gagne, j'arrive à habiller les enfants, et à m'habiller moi-même. Je garde ma récolte de la campagne hivernale que j'utilise seulement pour la consommation familiale. Avec la vente du beurre de karité, je gagne de quoi acheter des habits et payer la scolarité de mes enfants ».*

Besoins primaires insatisfaits

Dans la région de l'Est du Burkina, comme ailleurs dans le pays, les femmes éprouvent de nombreux besoins qu'elles ne peuvent satisfaire faute de moyens. Odette Nassouri, responsable des AGR au sein de la CAC, décrit la situation. *« On sent vraiment le besoin financier au sein des groupements. Les femmes n'ont pas d'activités qu'elles mènent et qui puissent leur procurer des revenus. Hormis les récoltes de leurs parcelles, elles n'ont plus autre chose qui puisse les aider à subvenir à leurs besoins. On essaie donc d'appuyer les femmes qui sont*



organisées en groupements pour qu'elles développent des activités qui les aident à lutter contre la pauvreté ».

La lutte des femmes pour briser le cercle vicieux de la pauvreté témoigne aussi de leur volonté d'indépendance financière vis-à-vis de leurs maris et parents. *« En fait,*

▲ Du choix de l'activité à sa gestion, l'aide des animateurs et animatrices est essentielle.

explique Mme Nassouri, *si la femme est soumise, c'est parce qu'elle est dépendante financièrement à 100 % des autres* ». Or elle doit assumer de nombreuses responsabilités. Outre l'éducation des enfants qu'elle doit assurer, surtout dans les foyers polygames où l'homme ne peut pas satisfaire les besoins de tous, elle doit assurer l'achat de vêtements, l'alimentation de la famille, les soins, etc. Le statut de femme mariée multiplie les responsabilités comme l'explique Marielle. *« Quand on est jeune fille, on n'a pas besoin de travailler pour gagner de l'argent parce qu'il y a des gens pour s'occuper de vous. Mais maintenant que je suis mariée, il faut que j'arrive à subvenir moi-même à mes besoins et à ceux de mes enfants »*.

Marielle pratique l'embouche depuis 25 ans. Mariée et mère de sept enfants, la PTF lui a permis de donner de l'essor à l'activité qu'elle maîtrisait sans pouvoir la développer.

La PTF, une entreprise rurale entièrement féminine

Si la PTF offre de telles possibilités de changement, c'est parce qu'elle est avant tout une unité économique qui permet de faire du bénéfice. Elle a totalement changé la façon de constituer un capital comme l'explique Marielle. *« Avant la PTF, nous devions faire des cotisations. Après les récoltes, chaque femme apportait une assiettée ou une tine de mil, de maïs ou d'arachide. On les vendait pour avoir le capital financier du groupement. Mais avec*

la plate-forme, ce n'est plus le cas. Les services rendus rapportent de l'argent qui appartient à toutes les femmes ».

En déposant cette épargne en banque comme apport personnel, le groupement remplit une des conditions des institutions financières, à savoir une quote-part de 20 à 30 % en fonction du crédit demandé. Peu de groupements "traditionnels" peuvent remplir ces conditions. Marie-Claire soutient que la PTF favorise l'accès de plus de femmes aux AGR. *« Avant la PTF, le groupement n'avait pas assez de fonds pour faire le travail. Nous avons eu un moulin qui datait de plus de trois ans, mais ce moulin n'était pas rentable pour mauvaise gestion. Depuis l'arrivée de la PTF, avec les conseils qu'on donne aux membres, elles arrivent à bien gérer leurs gains et l'argent rentre. Cette année, la PTF de Kantchari a fait un bénéfice de 1 million de francs alors que durant les trois ans où on a fonctionné avec un moulin traditionnel, on ne pouvait même pas compter 100 000 F. Le bénéfice que nous avons eu avec l'arrivée de la PTF, nous a aidé à faire beaucoup de choses. Par exemple, nous avons prélevé 300 000 F pour financer nous-mêmes une formation en embouche que personne ne voulait prendre en charge »*.

Tindano Namoussa présidente et coordonnatrice des activités du CFG de Soaligou ajoute : *« Quand la PTF est arrivée, elle a contribué au bon fonctionnement du groupement. Par le passé, très peu de femmes du groupement obtenaient le crédit et le montant était vraiment infime. Mais avec la PTF, on a pu avoir une marge bénéficiaire importante qu'on utili-*

se comme garantie et caution bancaire pour avoir suffisamment de crédit pour toutes les femmes ».

Du temps à revendre

La PTF permet aussi aux femmes de dégager du temps pour mener leurs activités habituelles, les développer, voire s'adonner à de nouvelles activités. Cette sorte de fièvre d'entreprendre semble contagieuse et de nombreuses femmes se lancent dans les affaires, aussi modestes soient-elles. Des femmes qui ne pouvaient gérer des sommes de 25 000 F découvrent des nouvelles opportunités et en viennent à demander le double sinon le triple des montants qu'elles sollicitaient par le passé. Laali Lankoandé donne son exemple. « Avec la PTF, on peut arriver à bien faire son travail. Je peux facilement transformer mes céréales, les faire moudre. Cela facilite nos travaux et nous permet d'engranger des bénéfices. Je gagne plus de temps. Avant la PTF, comme il s'agissait de transformer les céréales à la meule traditionnelle ou avec le mortier, je n'avais pas suffisamment de temps pour faire le maraîchage. J'exploitais alors deux planches de légumes. Maintenant que j'ai plus de temps, je fais les travaux ménagers le matin et après je m'occupe du maraîchage. J'exploite six planches en ce moment ».

La PTF allège les tâches ménagères des femmes et permet aux femmes de pratiquer de l'embouche ou de prendre des cours d'alphabétisation. Marielle Mano, de Mani, témoigne : « Avant pour pratiquer l'embouche, il fallait d'abord faire les travaux ménagers avant de pouvoir puiser



l'eau pour les animaux ou leur donner à manger. Mais avec la PTF, ces tâches ménagères ont été allégées un peu et donc on a pu dégager plus de temps pour mieux exercer l'embouche. Le temps dégagé nous permet de fréquenter les centres d'alphabétisation, chose impossible avant ».

▲ Les produits maraîchers pour enrichir l'alimentation familiale et se faire de l'argent.

Bonne image, meilleure considération

En moins de dix ans d'intervention dans la région de l'Est, les PTF ont permis à des centaines, voire des milliers de femmes, membres des groupements, d'entreprendre et d'améliorer leurs conditions de vie et parfois de donner un sens à leur existence. A travers rencontres, partages d'expériences, voyages d'études, elles développent des qualités, notamment la soif d'entreprendre et de croire en soi peu développée chez les

femmes non membres des groupements. Les AGR accroissent aussi la considération que leur témoigne la société. De plus en plus de femmes restées à l'écart veulent se joindre au mouvement. Car elles en connaissent les avantages. Contributions financières lors des accouchements, des baptêmes et mariages, crédits... les femmes s'entraident. Bref, le crédit renforce la cohésion du groupe, comme l'explique Christine Lankoandé : « Le crédit favorise la cohésion et la vie communautaire est plus intéressante. Avec le crédit, on se rassemble, on

s'assoit et on décide combien chacun peut avoir, en fonction du montant dont nous disposons. On échange donc et le crédit est partagé de façon consensuelle. De ce point de vue, le crédit apporte la cohésion dans le groupe ».

Les femmes aident aussi le village à honorer ses engagements financiers : par exemple la quote-part du groupement pour la construction d'un local communautaire. « S'il y a une décision importante à prendre et qui nécessite une sortie d'argent, on fait appel aux femmes qui peuvent sauver l'hon-

Entre nous ! Lettre à l'agent CAC

*Cher ami,
Accéder au crédit, en faire un bon usage, mener des AGR et réussir ne se font pas aussi simplement, surtout pour des femmes dont certaines se lancent pour la première fois dans les affaires. Sachez d'abord déceler leur volonté d'accéder au crédit pour les aider à réaliser leur rêve.*

La formation à leur dispenser doit porter aussi bien sur l'importance du crédit que sur sa bonne gestion. Responsabiliser les membres du groupement est tout aussi important. Les femmes au sein des groupements doivent s'astreindre à une certaine discipline. Encouragez toutes celles qui veulent du crédit à décrire leur activité en faisant ressortir la stratégie qu'elles utiliseront pour rentabiliser leur affaire. Chaque nouvelle investisseuse doit obtenir la caution du groupe. Un jury peut être

mis en place pour accorder ou non le crédit. La demandeuse du crédit défendra donc pied à pied son dossier, prouvant par là son engagement à mener à bien son activité. Après quoi, vous pouvez vous retirer, mais pas totalement.

Continuez d'assurer un suivi très rapproché. Ce suivi permet d'enseigner l'importance de l'épargne pour devenir autonome et mener les activités sans crédit. Dès lors, les groupements peuvent faire des crédits internes avec leurs propres ressources. Là démarre la vraie autonomie économique.

Bref, apprenez aux membres des groupements à se responsabiliser, transférez-leur des compétences, en assurant le suivi et la participation et en encourageant un développement de l'épargne, indispensable à leur autonomie.

Utilisez la même démarche pour les AGR. Ici aussi, le renforcement des compétences s'impose pour éviter de mener les activités de façon brouillonne et déposer son bilan. Premier conseil : éviter d'imposer une activité à un groupement. Une étude peut permettre d'identifier les AGR rentables dans le milieu, avec l'aide des groupements. La recherche de débouchés pour la commercialisation ne doit pas être négligée, bien au contraire. Les AGR identifiées, il faut assurer la formation technique pour pouvoir exercer les activités. C'est seulement après qu'interviennent le crédit et le suivi. Pour conclure, organisez des partages d'expériences et des voyages d'études. ●



neur du village », dit Odette Nassouri. Les partis politiques, soucieux de s'appuyer sur les groupes organisés, voient dans ces groupements un tremplin pour toucher les autres femmes, voire le village.

Conditions favorables au développement de l'esprit d'entreprise

Là où les femmes prennent des initiatives, il existe des facteurs favorisant, au nombre desquels les critères d'attribution du crédit, l'entente entre les membres et la position géographique. L'attribution du crédit motive les femmes, comme l'explique Tindano Rachel : « *On discute ensemble dans le groupement pour voir comment il faut attribuer les crédits. On choisit aussi les activités les plus rentables. C'est comme ça qu'on prend les décisions. En procédant ainsi, chacune peut rentabiliser son activité et on arrive même à rembourser avant terme* ».

La fonctionnalité a également son importance. Il ne faut pas laisser la plateforme fermée longtemps, conseille Marie-Claire de Kantchari. Par exemple, la plateforme de Bassiéri a connu six mois de fonctionnement avec de multiples pannes qui ont sérieusement entamé ses bénéfices et terni son image. La PTF n'arrivait pas à offrir une farine fine recherchée par la clientèle. Cela a engendré la fuite des clients vers les autres moulins du village qui offraient des services de qualité.

La position géographique a également son importance. Par exemple à Soaligou, la PTF a été installée près d'une voie très passante. Les femmes ont engagé des démarches pour avoir du crédit auprès des caisses populaires pour commercialiser de l'eau fraîche, la glace et tirer ainsi profit de leur bon emplacement.

Outre ce besoin des membres eux-mêmes de créer de nouvelles activités, qui sont le résultat de l'observation (proximité d'une rue très fréquentée, donc clientèle potentielle), la stratégie de fidélisation de la clientèle se base aussi sur le sens de l'accueil voire la compassion. Certains groupements font du crédit pour la mouture en s'entourant de précautions. D'autres vendent des condiments pour attirer les femmes. L'idée est d'éviter qu'elles quittent la PTF pour aller chercher ailleurs les condiments.

Dans certaines localités, la mouture est gratuite pour les personnes âgées. Cette volonté de faire de la PTF une entreprise citoyenne va au-delà de la simple aide apportée aux plus démunis(e)s. S'assurer le soutien des notables aide à surmonter certains écueils. Ainsi, les membres du CFG font des comptes-rendus au chef du village de retour des rencontres. L'information touche aussi les notables, les autorités administratives, les institutions de financement, etc. ●

Les acteurs s'expriment



Alima Dahani, fabricante de beurre de karité, Gomoré

Chaque fois que j'ai acheté les noix pour les concasser et en faire du beurre, j'ai réalisé des bénéfices. Mais pour cette campagne-ci, j'ai eu des maux de cœur, je n'ai pas pu extraire le beurre. J'ai donc revendu les noix concassées. J'ai dû me contenter d'un bénéfice de 10 000 F. Habituellement, quand j'arrive à extraire le beurre de karité, mon bénéfice atteint 15 000 F pour un crédit de 50 000 F.



Christine Lankoandé, fabricante de savon, Pièla

Nous devons ce que nous sommes aujourd'hui à la PTF et à l'association Tin Tua. Avant, les femmes n'avaient aucune organisation. Elles ne pouvaient pas se rencontrer pour discuter des affaires qui les concernent, a fortiori mener une activité génératrice de revenus. Mais maintenant, nous sommes dans des groupements qui nous permettent d'obtenir du crédit et de le faire fructifier. Ces rencontres nous permettent aussi d'avoir un esprit ouvert sur les possibilités de se faire de l'argent. Certes, je fabriquais du savon avant la PTF, mais maintenant, avec le crédit qu'on gagne beaucoup de choses ont changé. Je gagne plus et je sais comment m'y prendre pour faire fructifier mes affaires.



Kokoro Lankoandé, "emboucheuse" de petits ruminants, alphabétiseur, Soaligou

J'ai deux enfants. Un seul va à l'école pour le moment. Les bénéfices qu'on retire de nos activités nous servent à acheter les condiments et les habits pour les enfants, les médicaments. Celles qui gagnent beaucoup payent la scolarité de leurs enfants au collège d'enseignement général.



Malata Dayamba, vendeuse d'arachide, Soaligou

C'est grâce à la PTF que j'ai entrepris la vente d'arachide, sinon je passais le clair de mon temps dans les tâches ménagères. J'ai obtenu le crédit grâce au groupement. Toute seule je n'aurais pas réussi. La campagne écoulée, j'avais pris un crédit de 50 000 F qui m'a rapporté 20 000 F de bénéfice. Maintenant, j'ai pris un crédit de 100 000. J'espère avoir 40 000 F de bénéfice. Cet argent me permettra d'aider mon mari à payer la scolarité de mes deux enfants : l'un fait l'école primaire et l'autre va fréquenter le collège de Pièla cette année.

Un chiffre d'affaires qui coule de source

Il était commerçant d'articles divers. Depuis l'installation de la PTF, Tindano Djingribouga vend de l'eau glacée. De quoi diversifier ses revenus et maintenir sa clientèle tard le soir grâce à l'éclairage, lui aussi fourni par la PTF.

De jour comme de nuit, la boutique de Djingribouga est facilement reconnaissable au grand congélateur exposé à l'entrée et sur lequel s'affichent les réclames des grandes brasseries. Djingri, comme on l'appelle familièrement au marché de Piéla, vient d'ajouter la vente d'eau glacée à ses prestations. Il doit cette diversification à la PTF qui lui fournit aussi de la lumière « *L'éclairage nous rend beaucoup de services* », dit-il. « *La lumière me permet de travailler de jour comme de nuit. Je consacre la journée au commerce général et la nuit à l'eau* ». Ce bourreau du travail consacre la soirée à attacher les sachets d'eau. La journée, il saute dans le premier camion pour aller s'approvisionner en marchandises à Pouytenga ou à Fada à 150 km environ. Djingri dit gagner doublement en tirant profit de l'éclairage dans ce grand village qui se développe et vit plus intensément depuis l'installation de la PTF. « *Durant la saison sèche la demande est très forte, parce que Piéla est un grand village, ce n'est pas comme les villages*

environnants. Ici, les gens achètent. Il suffit de proposer. L'éclairage aide aussi à la vente. C'est parce que les gens voient le frigo la nuit qu'ils viennent demander l'eau fraîche. La nuit, je vends beaucoup plus que le jour. Sans éclairage, je ne pouvais rien vendre la nuit », reconnaît-il.

Si certains clients de la PTF n'arrivent pas à honorer leurs factures, tel n'est pas le cas de Djingri. Grâce à la bonne marche de son commerce, il règle ses factures rubis sur l'ongle. L'homme

**Djingribouga Tindano,
vendeur d'eau glacée**

Djingribouga Tindano



reste cependant discret sur son bénéfice : « *Vraiment chez moi, ça va, Je suis aussi satisfait de la facturation, parce que j'ai mon compte, sinon j'allais arrêter depuis longtemps. Mais cela fait cinq ans que je continue. Donc ça veut dire que ça marche et que je gagne* ».

Tout en restant reconnaissant à la PTF qui lui permet d'étendre ses activités, Djigribouga déplore les coupures

intempestives de courant : « *Le problème avec la PTF, ce sont les coupures. On peut attacher beaucoup de sachets d'eau, mais en cas de coupure, ça ne se glace pas et ça ne se vend pas* ». Il souhaite qu'à l'avenir, les techniciens puissent venir à bout de ces coupures, surtout durant la saison sèche où la vente d'eau fraîche attire la clientèle. ●

Le flash d'un parcours

Installé comme photographe depuis trois ans, Edouard Yarga profite de l'éclairage de la PTF depuis seulement une année. Mais déjà, il produit de meilleures photos. Pour celui qui immortalise les grands moments et les grands hommes de Piéla, la photo ne peut s'exercer sans lumière. Les deux années passées dans le noir furent une période de tâtonnements.

Cela fait trois ans qu'Edouard Yarga est photographe à Piéla, son village natal. « *Durant mes deux premières années d'exercice, je considère que je n'avais même pas commencé à travailler. Si on me supprime l'éclairage, je ne pourrai plus exercer mon métier, parce que la photo c'est avant tout la lumière. Le jour où il y a coupure de courant par exemple, je ferme et je m'en vais* ». Sourire aux lèvres et le regard pétillant, Edouard Yarga ne cache pas son bonheur. Ce jeune homme de 18 ans est connu de tout Piéla, depuis que ses clients ont commencé à apprécier la qualité et la beauté de ses photos. Son studio, une maisonnette en banco, ne désemplit jamais. Depuis l'installation de la PTF, Edouard n'utilise plus une lampe-tempête pour éclairer ses sujets. « *Les images n'étaient pas aussi claires que je voulais, mais je me débrouillais quand même. Maintenant tout a changé* ». Adieu la lampe-tempête et l'odeur âcre de fumée et de pétrole. Désormais des ampoules quatre tubes inondent le studio de lumière. « *J'arrive à faire de meilleures photos.*

Parce qu'il y a des types d'ampoules que j'utilise pour faire la photo, dites ampoules 4 tubes que je ne pouvais utiliser sans électricité ».

La PTF, ne permet pas seulement l'éclairage intérieur. Les néons au fronton du studio attirent la clientèle. « *Cela*



◀ Edouard Yarga

Edouard Yarga, photographe

est utile, car si la devanture n'est pas éclairée la nuit, les gens pensent que c'est fermé et ils ne viennent pas », explique Edouard.

L'éclairage a transformé la vie du photographe. Mais l'artiste peine à honorer ses factures. La raison ? La saison. « *Pendant l'hivernage, il n'y a pas beaucoup de clients. Une pellicule peut traîner dans l'appareil pendant plus de deux semaines. Il faut attendre les fêtes pour avoir le maximum de clients ».* Edouard Yarga

déplore aussi le mauvais branchement du groupe électrogène qui occasionne les coupures intempestives de courant. Tout en s'engageant à honorer ses factures, le jeune photographe prie les propriétaires de la PTF et les mécaniciens de ne pas laisser les machines entre les mains des apprentis. Son métier et toute sa vie dépendent d'un approvisionnement de qualité en courant. ●

LA DÉCENTRALISATION

Les communes : chances ou risques pour les PTF ?

La communalisation dite intégrale est en marche au Burkina. Depuis les élections municipales de 2006, le pays compte 49 communes urbaines et 302 communes rurales. De nombreux maires fraîchement élus veulent marquer leur mandat en frappant un grand coup. Nombreux sont ceux qui rêvent de doter leur localité de dispensaires, d'écoles et de... PTF. A la CAC de Tin Tua, les demandes affluent : près de 630 moins de deux mois après la prise de fonction des maires. Ce désir de plates-formes témoigne de l'espoir que suscitent ces équipements, mais il soulève de nombreuses questions. Les visées électoralistes ne risquent-elles pas de prendre le dessus sur les principes de transparence, d'équité des PTF et leur vocation sociale ? Les communes désargentées ne vont-elles pas surtaxer les seules micro-entreprises viables de leur localité et les asphyxier ? Comment traiter avec ces nouveaux acteurs, à savoir les responsables municipaux, qualifiés d'incontournables par tous et d'incommodes voire de menaçants par certains ? Avec la décentralisation, s'ouvre une nouvelle page de l'histoire des PTF avec à la clef de nombreux défis mais aussi des opportunités à saisir.

Bottou. 200 km de Fada, dans l'Est du Burkina, à la frontière du Niger. En ce mois d'avril 2007, le Burkina vit au rythme de la campagne pour les législatives. Les affiches des partis politiques sont placardées partout, y compris sur les troncs des baobabs. Sur la grande place du village, située à côté de la préfecture, c'est la foule des grands jours. Hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux prennent

place à l'ombre des neems géants. En face, le député de la région, le nouveau maire... Pourtant, il ne s'agit pas d'un meeting politique. La coordonnatrice nationale du programme PTF, le secrétaire exécutif de Tin Tua, deux consultants, auteurs de l'étude de faisabilité participative et d'autres membres de l'UCN et de la CAC prennent également part à la rencontre. Mais ce n'est pas non plus une restitution ordinaire. A l'ordre du

jour : un sujet en apparence anodin, mais hautement sensible, voire explosif : l'implantation de la PTF avec réseau d'électricité de Bottou. La rencontre, minutieusement organisée, vise précisément à désamorcer ce que d'aucuns qualifient volontiers de bombe. De quoi s'agit-il ? L'histoire commence en 2006, à la veille des élections municipales. Le parti majoritaire accuse l'opposition d'être entrée prématurément en campagne en faisant courir le bruit qu'elle « amènerait l'électricité à Bottou ». En réaction, le parti majoritaire lance lui aussi sa campagne. Objectif : démontrer qu'il s'agit d'un financement public et non de celui d'un parti ou d'un individu. Précision utile : comme dans beaucoup d'autres chefs-lieux de départements, Bottou comp-

S'engager ensemble pour trouver une solution de large consensus au risque de récupération politique des PTF.



te une section active de ATT, assimilée à l'opposition. La tension monte et l'affaire parvient jusqu'au sommet de l'Etat. Il faut y mettre bon ordre.

Cette division cache des dissensions plus profondes : la guerre larvée entre le quartier du maire et celui du chef, tous deux pouvant prétendre à la chefferie. « *En fait, la chefferie balance entre les deux. Et chaque camp pensait que là où la mairie allait partir, le "bonnet" [symbole de la chefferie, ndlr] irait là-bas aussi. En fait, on a mélangé le débat de la coutume avec le débat politique* », explique un connaisseur de l'histoire locale. Il poursuit : « *Vous savez dans les villages, il y a souvent des subtilités. Pour les comprendre, il faut remonter aux ancêtres. Quand quelqu'un parle, il y a ce qu'il dit et il y a ce qu'il ne dit pas. Les non dits peuvent avoir des conséquences qu'on n'imagine pas* ».

Il faudra le sens de responsabilité du député, du secrétaire exécutif de ATT, du maire et les bons offices de la coordonnatrice de l'UCN pour apaiser la tension. L'exercice d'équilibrisme auquel s'adonnent ces leaders d'opinion réunis sur la grande place de Bottou consiste à afficher leur accord parfait en évitant de donner raison à un camp contre l'autre. C'est pourquoi même si les dissensions restent encore vives, chacun les met en sourdine au profit de la restitution des résultats de l'étude de faisabilité participative. Les consultants pré-

sentent leurs conclusions. Ils donnent le profil des ménages solvables, le coût du kwh et font diverses simulations d'utilisation des équipements et de développement de la PTF sans oublier les modes de gestion. Les débats ne concerneront que ces points et le lieu d'implantation du local, sans oublier une forte incitation à la solidarité et à l'entente entre tous les fils de Bottou.

La ruée sur les PTF

L'exemple, extrême certes, de Bottou montre que la PTF constitue un véritable enjeu de pouvoir. De nombreux responsables municipaux, à peine installés, incitent les populations à soumettre des requêtes à la CAC. Dans la région de l'Est, une trentaine de demandes sont ainsi parvenues de la commune de la Pama Kompiemga et autant de pour celle de Kigba. Bogandé à elle seule a acheminé 53 demandes. Une telle ruée est inhabituelle. « *Ce sont des mandats électifs. Il faut qu'ils aient des résultats et quand il y a des opportunités, ils courent les chercher. Ça va s'accroître. La tendance ce sera de faire les PTF avec réseau d'éclairage* », explique et prédit Honoré Bonkougou, le coordonnateur de la CAC de Tin Tua. Les faits semblent lui donner raison. Lompo Pamba est maire de Bottou, depuis mai 2006. Sa commune compte 24 villages reconnus administrativement et 60 en incluant les hameaux de culture. Pour lui, l'énergie apporte le changement. « *Aujourd'hui, à Diapaga [86 km, de Bottou, ndlr], on constate un grand changement. A l'époque, on ne trouvait personne dehors à partir de 21 H. On*



dormait le ventre vide. Mais aujourd'hui, jusqu'à minuit, la ville vit ». La disponibilité de la bière fraîche et les loisirs tardifs expliqueraient-ils à eux seuls cet engouement des maires pour l'électricité ? « *Ce n'est pas seulement rester tard, boire la bière fraîche. Cela, il faut le considérer comme l'ambiance d'une civilisation, dit le maire de Bottou. Mais quand on parle de développement, il faut que ce soit pour tout le peuple. Cela va créer un pôle économique. Il y aura de nouvelles activités. La soudure, va se développer et il y aura d'autres types d'apprentissages grâce à l'électricité. Actuellement, dans les boutiques, on n'a pas d'eau fraîche. On pourra produire de la glace, l'envoyer dans les petits marchés et s'il y a manifestation, les gens ne vont pas souffrir de soif. Ça peut être une source de revenus pour la commune. Il faut posséder des potentialités qui vont attirer les voisins vers vous. Soit des*

▲ La coordonnatrice de l'UCN, Mme Tapsoba Isabelle examine l'emplacement du local de la PTF en compagnie du maire de Bottou et du député de la région.



▲ Abel Lompo, député



▲ Pamba Lompo,
maire de Bottou



▲ Ousmane Bawa,
directeur provincial de
l'Economie et du
Développement de la
Kompienga

voisins communaux ou bien des voisins en dehors de la frontière. On est à 9 km au nord ouest et 5 km au nord du Niger. Tous ces gens font leur marché ici, y compris les fonctionnaires ».

M. Abel Lompo est le député de la région. Lui aussi prenait part à la rencontre de Bottou, dont il était l'un des principaux animateurs. Il insiste sur le fait que l'implantation de la PTF permettra de développer de petits métiers comme la vidéo et le cinéma qui vont retenir les jeunes dans les campagnes. « *Ce sont ces jeunes qui constituent la main-d'œuvre pour l'agriculture. Actuellement, ils courent vers la ville où il y a la lumière, où il y a la télé, où il y a les films pornos...* », constate-t-il. Le maire renchérit : « *c'est à partir de l'énergie que les ruraux aspirent à l'urbanisme. Ils sont mystifiés par la ville* ».

La culture locale devrait aussi bénéficier des bienfaits de la fée électricité. Les troupes musicales et de danse, nombreuses dans la région, pourront organiser des soirées culturelles sans crainte d'écourter leurs prestations faute de courant, à cause des pannes des groupes électrogènes. « *Quand il y aura de l'énergie pour deux heures, trois heures et que les enfants peuvent occuper des pistes de danse à la mairie ou ailleurs, ça fait des retombées pour la commune* », dit le député.

Partenaires incontournables

Savoir quel statut auront les communes à côté des partenaires traditionnels du programme PTF, à savoir les groupements de femmes et les promoteurs ou promotrices

privées ne fait pas encore l'objet d'un débat officiel. Mais beaucoup pensent que les communes constituent de nouveaux partenaires auquel le Programme PTF devait accorder une place de choix. Ils font valoir que les chefs-lieux de communes sont des pôles d'animation de développement. « *Ne serait-il pas judicieux de prendre en compte de façon spécifique cette donnée, en installant une PTF qui comprend tous les modules et qui peut servir de vitrine ?* », demande Ousmane Bawa, directeur provincial de l'Economie et du Développement de la Kompienga. Il constate que les communes présentent l'avantage de regrouper au sein de leurs conseils les responsables de groupements et les leaders communautaires et rappelle que la communalisation intégrale va de pair avec la politique d'électrification rurale conduite par le gouvernement. Opter pour les communes permettrait d'être en phase avec le programme officiel. « *Cela accroîtra aussi la visibilité du Programme PTF et facilitera les négociations sur des aspects liés aux taxes, à l'emplacement du local, etc.* », prédit-il.

M. Bonkougou constate pour sa part que l'une des limites de l'électrification rurale tient à la dispersion de l'habitat. « *Avec la communalisation, les gens seront de plus en plus appelés à se concentrer sur l'espace loti. Ça va donc faciliter l'accès à la clientèle* ». Il faut préciser que selon la loi, l'avis de la commune est requis pour l'aménagement des réseaux électriques.

Un interlocuteur privilégié. La communalisation intégrale apparaît comme une chance

pour les acteurs du développement, principalement pour les PTF. « Avec la décentralisation, de nombreuses opportunités s'ouvrent. Car l'espace départemental devenu espace communal sera mieux géré et on peut espérer une bonne fonctionnalité des PTF à travers les plans communaux de développement, qui prendront en compte la fourniture de services énergétiques », explique Mme Isabelle Tapsoba, la coordonnatrice de l'UCN.

Bref, de plus en plus, les organismes d'appui s'adresseront à cet interlocuteur privilégié, qui pilote le développement local et qui dispose d'un mandat électif, donc d'une légitimité. La synergie tant recherchée entre les acteurs du développement et rarement obtenue pourrait devenir réalité. Car tous les intervenants doivent servir les desseins du plan de développement communal. En retour, les organismes d'appui pourraient bénéficier du soutien des municipalités. Celui-ci pourrait prendre plusieurs formes : mobilisation des communautés, représentation, imposition "intelligente" des PTF par exemple pour assurer leur survie, etc. La PTF peut profiter de l'appui de la commune en cas de pannes. A Tibga, une commune de la région de l'Est, la municipalité sensibilise le groupement au bon fonctionnement de la PTF. Mieux, la commune pousse à la mise en place d'un atelier de soudure. « Dans l'espace d'habitation, il y a le développement des activités génératrices et le conseil voit comment rendre cet espace viable. Si le conseil est dynamique, toutes les PTF seront vraiment très fonctionnelles », prédit M. Bonkougou.



La capacité des communes à toucher davantage de villages pourrait également aider la CAC à opérer des choix plus judicieux de ses "bénéficiaires". Théoriquement, la zone d'intervention des ONG pourrait s'étendre à l'ensemble des régions, voire du pays. « Comment changer d'échelle pour répondre à cette demande exponentielle ? Le gouvernement veut des PTF dans les 8 000 villages et pour cela il faut mobiliser les fonds et faire des choix », constate la coordonnatrice de l'UCN. En clair, les communes disposent de ressources comme le fonds permanent d'investissement des communes, leurs moyens propres ou ceux issus des jumelages, de la coopération etc. Comment en tirer profit en installant les PTF dans les villages voire dans les communes et en évitant que les groupements de femmes ne soient oubliés ? Les autorités nationales devraient pouvoir apporter des réponses adéquates à

▲ Le secrétaire exécutif de l'ATT (1er plan à gauche), avec à ses côtés, le préfet de Bottou. Ne négliger personne dans la recherche de solutions.

ces questions, surtout quand on sait que les conseils villageois de développement qui agissent localement ne comptent pas toujours des femmes en nombre suffisant pour influencer les décisions.

Dérives et compagnie

Mais cette opportunité peut s'avérer un écueil. Des voix s'élèvent pour faire remarquer que la PTF ayant fait ses preuves, on pourrait assister à des tentatives de récupération politique au profit d'un groupe pour son maintien au pouvoir. A Bottou, ce fut une tentative, mais ailleurs, dans le nord du Burkina, la récupération fut effective. M. Benoît Ouoba, le secrétaire exécutif de ATT, craint par dessus tout ce risque. « Je vois beaucoup plus les problèmes parce que

c'est un outil très populaire. Entre les mains d'un politicien, on court tous les risques. Des gens qui promettent et qui n'ont rien à donner, s'ils peuvent désormais le faire, les implantations ne se feront pas là où l'étude dira que c'est rentable mais là où ça les arrange. Ils vont demander pour eux-mêmes, pour des villages bien précis. Or on ne peut pas les associer à moitié ».

De nombreuses communes manquent cruellement des moyens. Les PTF pourraient constituer un moyen d'enrichissement d'élus mal informés. Contenter une clientèle politique en vue de sa réélection pourrait constituer aussi un autre argument à l'origine d'une mauvaise affectation des PTF. Les mandats électifs ne sont pas sans avantages. « Ils ont besoin de faire quelques réalisations pour pouvoir préparer

Le comité de gestion, constitué des représentants de tout le village présenté officiellement aux populations.



les prochaines élections pour pouvoir continuer à garder leurs privilèges », analyse M. Ouoba. Dénonçant les petits cadeaux dont bénéficient les élus, un observateur sarcastique déclare : « quand on voit le tas de plumes de pintades devant chez le maire, on se croirait chez un grilleur de poulets. Ce n'est pas rien et il y a le nom, la réputation liés à la fonction ». On soupçonne certains maires d'avoir privilégié les demandes en provenance des zones où ils ont engrangé le plus de voix. « Avec les conseils monocolores, les arbitrages pourraient se faire de façon orientée au bénéfice d'un seul groupe. Le risque aussi est de voir le programme dénaturé et perdre la rigueur de la démarche. Même si l'étude de faisabilité est négative, on dira qu'il faut l'implanter », craint M. Ouoba. Les analystes rappellent également que la loi fait obligation aux collectivités de générer leurs propres ressources, notamment celles issues des différentes taxes. Les nouvelles entreprises énergétiques seront frappées par ces impôts, avec des risques d'asphyxie économique.

Informer pour réussir

Des conseils municipaux marginalisés ? Personne ne le souhaite, bien au contraire. Mais associer les élus passe par certains préalables. « On veut leur accompagnement, mais il faut que ça réponde aux soucis des populations », souhaite M. Bonkougou. Sa méfiance s'explique. Dans l'Est du Burkina, un fonds d'appui des communes a confié au conseil municipal le mandat d'examiner, sélectionner et acheminer les demandes des villages. Les requêtes



de certains villages ne sont jamais parvenues à l'organisme d'appui. « On a intérêt à les associer mais on doit aussi faire en sorte qu'une fois associés, ils jouent un rôle qui ne mette pas en péril l'activité », conseille Benoît Ouoba.

Pour éviter les malentendus, souvent à l'origine de tensions, les uns et les autres suggèrent d'informer les élus sur leurs rôles et attributions, favoriser le partenariat avec les ONG hébergeant les PTF, éviter de faire des communes des concessionnaires pour éviter le mélange des genres, etc. Certaines ONG comme ATT s'adaptent déjà au nouveau contexte. L'organisation dispose d'une "cellule décentralisation" pour développer des services d'appui aux communes. Ainsi tous les rapports produits par les "diémas" sont systématiquement déposés à la mairie. Tin Tua compte faire plus. « On va anticiper, on va les former. Cela accroîtra nos chances de nous entendre sur certains plans. On a déjà commencé bien avant les élections c'est

▲ Partisan de l'autopromotion paysanne, ATT soutient les initiatives en faveur de la formation des femmes pour améliorer leur niveau de connaissance en décentralisation.

nous qui avons organisé les conférences départementales et provinciales. On va proposer des modules de formation pour les conseillers », dit M. Ouoba. Outre la formation de ces nouveaux responsables, dont de beaucoup sont analphabètes, Tin Tua compte mettre à leur disposition sa troupe de théâtre pour sensibiliser la population. Les locaux de l'association pourraient "dépanner" des mairies qui ne disposeraient pas d'une salle de réunion ou d'un bureau.

Ce processus de dialogue avec les communes permettra de donner l'information juste aux responsables municipaux, de faire part des attentes du Programme et de recueillir en retour les leurs. Dans cette approche gagnant gagnant, les communes ne devront pas donner des ordres mais collaborer. *« Si nous ne faisons pas ce travail d'information et de formation, c'est nous-mêmes qui sommes en danger. Ils ne pourront pas continuer à supporter qu'en tant qu'autorité, il y ait des structures qui ne sont pas gouvernementales qui ont autant*

de moyens et qui les narguent », analyse Benoît Ouoba, très au fait de la situation sur le terrain. Comme le secrétaire exécutif de Tin Tua, Mme Tapsoba pense qu'il faut travailler à rassurer les communes en leur faisant comprendre que les femmes constituent la force motrice de la PTF. Elle admet toutefois qu'il faut faire des concessions. « Le programme doit diversifier ses formules, pourquoi pas des PTF communales pour développer des services, l'activité économique... ça permet au programme de renforcer sa légitimité. Si on veut capter les fonds des communes, elles ne vont pas accepter que tout soit pour les femmes ». M. Bonkougou propose simplement que les communes aillent mobiliser les fonds et que le Programme les accompagne techniquement.

Au Burkina, un vaste chantier s'ouvre pour le Programme PTF avec la communalisation intégrale. Chance ou menace ? Réponse dans les mois à venir. ●

Le défi de l'autonomisation et de la pérennisation

Des moyens, un dispositif d'appui, une démarche, des outils, l'engagement des populations... permettent au Programme PTF d'afficher des résultats probants. Qu'en sera-t-il à la fin du Programme, c'est-à-dire en l'absence de certains de ces piliers qui soutiennent l'édifice ? Si l'approche dite dégressive, autrement le retrait progressif, prépare en théorie les communautés à s'approprier toute la dynamique, la capacité des ONG à assumer leur mandat constitue un réel sujet de préoccupation.

Avec l'extension, en 2006, du Programme à d'autres régions du pays, il apparaîtrait clairement que les "opérateurs" n'ont ni les mêmes capacités ni la même culture en matière de développement que Tin Tua, dont l'exemple devrait inspirer les autres ONG.

Plus que jamais, les initiateurs du Programme devront faire davantage preuve de flexibilité, d'adaptation aux réalités locales et accepter d'apporter des appuis pour renforcer les partenaires dans le besoin pour qu'ils puissent réussir leur mission afin de permettre aux communautés de prendre le relais le moment venu. Dans certaines ONG, les équipes d'animation étoffées, indispensables à la réussite du Programme, font défaut. Faire preuve de réalisme en se limitant à la zone d'intervention du partenaire pourrait n'avoir aucun impact significatif. Vouloir aller au-delà sans y mettre les moyens c'est courir à l'échec. Un Programme PTF ambitieux ne peut faire l'économie d'un appui réel aux ONG notamment pour le renforcement de leur dispositif d'animation sur le terrain. ●

Le PNUD est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement, et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. Nous sommes présents sur le terrain dans 166 pays, les aidant à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement. Pour renforcer leurs capacités, ces pays peuvent s'appuyer à tout moment sur le personnel du PNUD et son large éventail de partenaires.



Association Tin Tua
BP 167 Fada N'Gourma
Burkina Faso
Tel. + 226 40 77 01 26
Fax : 226 40 77 02 08
Courriel : courrier@tintua.org
Site : www.tintua.org



Programme National PTFM/LCP
11 BP 1972 Ouagadougou 11
Burkina Faso
Tel. + 226 50 30 57 35 / 40
Fax : 226 50 30 57 48
Courriel : pn-ptf@fasonet.bf



Programme Régional Energie-Pauvreté
Programme des Nations Unies pour le Développement
Bureau de Dakar
BP, 154, Dakar, Sénégal
Tel : (221) 867 27 90
Fax : (221) 867 22 55
Courriel : info@ptfm.net
www.undp.org/energy

Programme des Nations Unies pour le Développement
Burkina Faso
Rue Maurice Bishop
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Tel : (226) 50 30 67 62/63/64
Fax : (226) 50 30 31 04 70
Courriel : registry.bf@undp.org
www.undp.bf